

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 2^E CYCLE

Université de La Réunion

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 24/03/2026

Au nom du comité d'experts :

Olivier Ballesta, Président

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, Présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos.....	4
Liste des formations évaluées	5
Domaine Arts, lettres, langues	5
Domaine Droit, économie, gestion.....	5
Domaine Santé	5
Domaine Sciences humaines et sociales	5
Domaine Sciences, technologies, santé	6
Organisation de l'évaluation	7
Rapport du 2^e cycle.....	8
Présentation de l'offre de formation du 2 ^e cycle	9
Analyse globale de l'offre de formation du 2 ^e cycle	9
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 2 ^e cycle.....	10
L'accompagnement des étudiants du 2 ^e cycle à la réussite.....	10
L'adossement des formations du 2 ^e cycle à la recherche	12
La professionnalisation des formations du 2 ^e cycle	13
L'internationalisation des formations du 2 ^e cycle.....	14
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 2 ^e cycle.....	15
Conclusion.....	16
Points forts	16
Points faibles.....	16
Recommandations	17
Points d'attention transversaux.....	17
Points d'attention sur les formations du 2 ^e cycle	17
Avis d'accréditation des formations du 2^e cycle.....	19
Rapports des formations du 2^e cycle	26
Observations de l'établissement	124

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 2^e cycle de l'université de La Réunion pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la COVID-19 et par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 2^e cycle (admission en master, 2^e cycle des études de santé, etc.) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 2^e cycle de l'établissement, et d'autre part, sur des auditions menées en visioconférence et comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégialement par le Hcéres et l'établissement.

Ce rapport contient, dans cet ordre, le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 2^e cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 2^e cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 2^e cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues

- *Master Français langue étrangère*
- *Master Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*
- *Master Lettres*

Domaine Droit, économie, gestion

- *Master Comptabilité - contrôle - audit*
- *Master Droit des affaires*
- *Master Droit du patrimoine*
- *Master Droit public*
- *Master Économie appliquée*
- *Master Gestion des ressources humaines*
- *Master Justice, procès et procédures*
- *Master Management et administration des entreprises*
- *Master Management sectoriel*
- *Master Marketing, vente*
- *Master Monnaie, banque, finance, assurance*
- *Master STAPS : management du sport*
- *Master Tourisme*

Domaine Santé

- *Diplôme d'État de Sage-femme*

Domaine Sciences humaines et sociales

- *Master Anthropologie*
- *Master Géographie, aménagement, environnement et développement*
- *Master Histoire*
- *Master Information, communication*
- *Master Sciences du langage*

Domaine Sciences, technologies, santé

- *Master Biodiversité, écologie et évolution*
- *Master Biologie-santé*
- *Master Chimie et sciences du vivant*
- *Master Énergie*
- *Master Génie civil*
- *Master Informatique*
- *Master Mathématiques*
- *Master Risques et environnement*
- *Master Sciences de la Terre et des planètes, environnement*
- *Master STAPS : activité physique adaptée et santé*
- *Master Ville et environnements urbains*

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 2^e cycle de l'université de La Réunion a eu lieu à l'automne 2024.

Le comité d'experts était présidé par Monsieur Olivier Ballesta, maître de conférences en géographie à l'université Bordeaux Montaigne. La vice-présidence du comité a été assurée par Monsieur Éric Tanguy, maître de conférences en physique à Nantes Université.

Ont également participé à cette évaluation :

- M. Serge Agbodjo, maître de conférences en sciences de gestion à l'université Toulouse III - Paul Sabatier ;
- M. Cédric Bertrand, professeur des universités en chimie à l'université de Perpignan Via Domitia ;
- Mme Brigitte Deguin, professeure des universités en sciences du médicament à Université Paris Cité ;
- M. Yann Demichel, maître de conférences en mathématiques à l'université Paris Nanterre ;
- Mme Sondès Kahouli, maîtresse de conférences en économie à l'université de Bretagne Occidentale ;
- M. Hugo Lopes, étudiant en criminologie à l'université de Bordeaux ;
- M. Ludovic Marin, professeur des universités en sciences et techniques des activités physiques et sportives à l'université de Montpellier ;
- M. Bruno Mazières, maître de conférences en sciences de gestion à l'université de Limoges ;
- M. Jean-Pierre Micaelli, maître de conférences en sciences de gestion à l'université Jean Moulin – Lyon 3 ;
- M. Amine Nait-Ali, professeur des universités en génie informatique, automatique et traitement du signal à l'université Paris-Est Créteil ;
- M. Romain Orioli, professeur agrégé en sciences économiques et sociales à l'université de Lille ;
- M. Ion Octavian Pop, maître de conférences en génie civil à l'université de Limoges ;
- Mme Maria Susana Seguin, maîtresse de conférences en langue et littérature françaises à l'université de Montpellier - Paul Valéry ;
- Mme Florence Terranova, consultante à IBF International Consulting ;
- M. Éric Vial, professeur des universités en histoire contemporaine à CY Cergy Paris Université.

Mme Emmanuelle Dubocage, conseillère scientifique, et M. Maxime Vasnier, chargé de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 2^e cycle

Présentation de l'offre de formation du 2^e cycle

L'offre de formation du 2^e cycle de l'université de La Réunion est pluridisciplinaire. Elle regroupe 33 formations qui relèvent de deux champs disciplinaires propres à l'établissement : Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien, qui regroupe les formations des domaines Arts, lettres, langues (ALL), Droit, économie, gestion (DEG) et Sciences humaines et sociales (SHS) et le champ Sciences, technologies et santé en environnement tropical, qui correspond aux formations du domaine Sciences, technologies, santé (STS).

L'établissement accueille 1 584 étudiants en 2022-2023, répartis sur trois campus géographiques (Moufia, Terre-Sainte et Le Tampon) et quatre sites implantés sur l'ensemble du territoire (Bellepierre, Maïdo, Victoire et Technopole).

L'offre de formation se répartit entre cinq domaines disciplinaires : 3 formations en Arts, lettres, langues (ALL) pour 174 étudiants, 12 en Droit, économie, gestion (DEG) pour 674 étudiants, 6 en Sciences humaines et sociales (SHS) pour 289 étudiants, 11 en Sciences, technologies, santé (STS) pour 396 étudiants et une formation en Santé (diplôme d'État de Sage-femme) pour 51 étudiants.

Les formations sont portées par les composantes suivantes : unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines (sept masters) ; UFR Santé (un master et un diplôme d'État) ; UFR Sciences et technologies (six masters) ; UFR Droit et économie (six masters) ; UFR Sciences de l'homme et de l'environnement (six masters) ; Institut d'administration des entreprises (IAE, six masters).

L'établissement porte un master *Erasmus Mundus*, TROPIMUNDO (BEST-T) adossé au master *Biologie, écologie, environnement* (BEE).

L'université de La Réunion porte deux campus des métiers et des qualifications (CMQ) qui bénéficient à l'offre de formation du 2^e cycle, Management des services numériques et Génie civil et éco-construction en milieu tropical. L'établissement est aussi lauréat, en collaboration avec ces deux CMQ, du projet « Mieux construire dans un environnement numérique et tropical (MCENT) », obtenu en 2019 dans le cadre de l'appel à projets Territoires d'innovation pédagogique du Programme d'investissements d'avenir (PIA) et qui profite aux masters *Génie civil* et *Ville et environnements urbains* (VEU), ainsi que du projet Innovation par les plantes et l'intelligence artificielle pour l'Inde et la France (IIADE) qui profite au master *Biologie-santé*.

Analyse globale de l'offre de formation du 2^e cycle

L'université de La Réunion (UR) propose une offre de formation pluridisciplinaire et diversifiée en accord avec les spécificités et les contraintes de son territoire. Elle propose des possibilités de poursuites d'études cohérentes aux diplômés du premier cycle et investit de manière très pertinente le champ du développement durable et de la transition écologique en phase avec son environnement insulaire et tropical. L'adossement des formations à la recherche est globalement de bonne qualité, en lien étroit avec les laboratoires de recherche et en adéquation avec leurs objectifs professionnalisants. En revanche, la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements est assez contrastée et mérite par conséquent d'être renforcée dans plusieurs formations.

L'établissement s'inscrit dans une dynamique d'internationalisation de ses formations qui s'exprime principalement au sein de l'aire de l'océan Indien. Les efforts déjà engagés pour consolider la politique partenariale à l'échelle européenne doivent être poursuivis. La mobilité étudiante, et tout particulièrement les flux sortants, sont toutefois décevants malgré les nombreux accords internationaux et les dispositifs d'incitation et d'accompagnement déployés à l'échelle de l'établissement. L'enseignement des langues étrangères (LVE) est à étoffer dans la plupart des formations et le recours aux certifications est à encourager et à soutenir.

Dans le cadre, le plus souvent, d'approches programmes, les formations mobilisent des pratiques pédagogiques diversifiées efficacement alignées avec les compétences et les connaissances visées. La professionnalisation des formations s'appuie sur l'intervention de nombreux acteurs du milieu socioéconomique local et témoigne d'une bonne prise en compte des enjeux territoriaux au bénéfice de l'insertion des futurs diplômés. Cependant, les dispositifs d'ouverture à la formation continue (FC) et à l'alternance gagneraient à être renforcés afin de mieux valoriser le potentiel existant sur l'île. Les formations s'appuient par ailleurs sur des conseils de perfectionnement qui jouent globalement leur rôle dans le processus d'amélioration continue, mais dont la composition du conseil n'est pas toujours complète ou pertinente. Si l'analyse de la réussite étudiante révèle, pour l'ensemble du cycle, des taux plutôt bons, elle met aussi en lumière les difficultés de certaines formations peu sélectives, qui affichent des taux de réussite très en deçà des attentes.

Les lacunes des étudiants dans la maîtrise de l'expression écrite, bien souvent rédhibitoire pour la validation du mémoire, doivent pouvoir faire l'objet d'un dispositif d'accompagnement et de remédiation plus étoffé, et soutenu par l'établissement. Le pilotage des formations gagnerait à être renforcé au niveau de la réussite étudiante, mais également sur d'autres volets.

Beaucoup de formations pâtissent en effet d'une visibilité insuffisante sur l'insertion professionnelle de leurs diplômés qui implique d'améliorer qualitativement les protocoles d'enquêtes. De la même manière, l'évaluation des enseignements et des formations est trop souvent déficiente pour éclairer convenablement les conseils de perfectionnement.

Enfin, l'approche par compétences (APC) n'est que partiellement mise en œuvre. Dans la plupart des formations, elle se limite à la mise en correspondance des unités d'enseignement (UE) avec les blocs de compétences des fiches du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). La démarche devra monter en puissance et être accompagnée par l'établissement.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 2^e cycle

L'offre de formation du 2^e cycle est en adéquation avec la stratégie de l'établissement, qui affirme son rôle d'université pluridisciplinaire en phase avec la réalité sociale de son territoire et investit de manière ambitieuse le champ du développement durable. L'UR propose une offre diversifiée enrichie de deux nouveaux masters, *Anthropologie* et *Justice, procès et procédures* qui ouvrent localement des perspectives de poursuite d'études aux titulaires d'un diplôme du 1^{er} cycle. Cet enjeu est en effet fondamental dans un contexte ultramarin où les jeunes réunionnais n'ont pas toujours les moyens et/ou le désir de poursuivre leurs études en dehors de l'île. Les capacités d'accueil de l'ensemble du 2^e cycle sont ainsi passées de 3020 places en 2020-2021 à 3195 en 2022-2023. Le rôle d'université de proximité de l'UR se manifeste aussi à l'échelle insulaire par une politique de sites facilitant l'accès à l'enseignement supérieur, y compris en 2^e cycle. L'offre de formation est, en effet, répartie entre les campus des agglomérations urbaines de Saint-Denis au nord et de Saint-Pierre au sud. L'université favorise ainsi l'élévation du niveau de diplomation à Bac+5 des jeunes réunionnais dans un environnement particulier avec plus de la moitié des étudiants qui sont boursiers sur critères sociaux.

L'UR est pleinement engagée sur les questions du développement durable et de la transition écologique. Elle ambitionne de devenir la première éco-université ultramarine de France grâce au lancement du Programme de transition écologique et environnementale de l'université de La Réunion (PROTECTEUR). Son offre de formation comprend plusieurs masters qui placent ces problématiques au cœur de leurs apprentissages. Sans prétendre à l'exhaustivité, c'est en particulier le cas des masters *Géographie, aménagement, environnement, développement* (GAED), *Économie appliquée*, parcours *Développement durable et aménagement du territoire* (DDAT), *Génie civil, Risques et environnement*, *Sciences de la terre et des planètes, environnement* (STPE), mais aussi du parcours *Sustainable Business Management* (SBM) du master *Management et administration des entreprises* (MAE). Ces formations apparaissent d'autant plus pertinentes qu'elles relient ces enjeux globaux aux spécificités de l'environnement insulaire et tropical de La Réunion. D'autres masters, pourtant moins directement connectés à ces questions, témoignent également d'une sensibilisation accrue aux enjeux de durabilité. C'est par exemple le cas du master *Informatique* qui sensibilise les étudiants à l'empreinte écologique du numérique.

L'offre de formation élaborée par l'UR est complémentaire, globalement cohérente avec celle du 1^{er} cycle. La plupart des formations sont en effet pensées de manière pertinente dans la continuité entre le 1^{er} et le 2^e cycle. Par exemple, l'entrée en master *Monnaie, banque, finance, assurance* (MBFA) est facilitée par un choix d'unités d'enseignement (UE) mineures dans les licences *Administration économique et sociale* (AES) et *Économie et gestion*. Ce souci d'aménager une transition plus fluide est également présent en master GAED pour lequel il est indiqué qu'une continuité des matières enseignées avec la troisième année de licence est mise en place de manière coordonnée et progressive. Si dans l'ensemble, les masters proposent un débouché cohérent aux diplômés du 1^{er} cycle, le *continuum* est en revanche moins évident, en l'absence de masters proposés par l'établissement, pour ce qui concerne les mentions de licences *Langues étrangères appliquées* (LEA) et *Sciences et techniques des activités physiques et sportives* (STAPS) : *entraînement sportif*.

L'accompagnement des étudiants du 2^e cycle à la réussite

L'offre de formation du 2^e cycle affiche une attractivité globalement stable bien qu'un petit nombre de masters soit confronté à une baisse préoccupante de leurs effectifs. Le total des étudiants inscrits en 2^e cycle à l'UR augmente très légèrement (+5,4 %), passant de 1 503 en 2020-2021 à 1 584 en 2022-2023.

Certains masters bénéficient d'une forte attractivité qui s'exprime à la fois par le volume des candidatures à l'entrée du M1 et par le nombre des inscrits. C'est en particulier le cas de formations qui se distinguent par une spécialisation disciplinaire en lien avec l'environnement régional, comme le master *Biodiversité écologie et évolution (BEE)*, ou qui mènent à des métiers très demandés, à l'instar des masters *Droit du patrimoine* ou *Monnaie banque finance assurance (MBFA)*.

Certaines formations, tel le master *Biologie-santé*, recueillent un grand nombre de candidatures sans pour autant atteindre la capacité d'accueil au niveau des inscrits en première année du cycle, tendant à démontrer que ces masters ne sont pas les premiers choix des étudiants. Il conviendrait d'analyser plus finement l'effet de la mise en place de la plateforme Mon Master sur la visibilité de l'offre du 2^e cycle de l'UR à l'échelle nationale et ses répercussions sur les inscriptions administratives. Enfin, certains masters font face à une perte d'attractivité au cours des trois dernières années de référence. Celle-ci se manifeste par une diminution des effectifs inscrits qui atteint - 45,5 % en *Informatique*, - 41,7 % en *Tourisme*, - 32,5 % en *Lettres* et - 26,9 % en *Énergie*. Ces quatre formations rejoignent un groupe composé des masters *Chimie et sciences du vivant*, *Mathématiques*, *Risques et environnement* et *STPE* qui enregistrent entre 9 et 13 inscrits seulement en première année du cycle. Cette augmentation du nombre de formations à très faibles effectifs pose à l'établissement un défi en termes de soutenabilité de l'offre. Elle invite à engager des actions supplémentaires de communication, sachant que certaines formations concernées sont paradoxalement rattachées à des secteurs économiques assez porteurs (informatique, tourisme), voire à procéder à des réajustements de maquette de formation afin d'infléchir cette tendance.

La réussite étudiante atteint en moyenne un assez bon niveau, mais l'échec est cependant anormalement élevé pour un nombre significatif de formations pour lesquelles il est nécessaire d'étoffer les dispositifs en faveur de la réussite. Le taux de réussite (nombre d'étudiants validant l'intégralité des crédits ECTS, rapporté au nombre d'inscrits administratifs) s'établit en moyenne au cours des trois années de référence à environ 77 % en M1 et 73 % en M2. Certains masters présentent d'excellents taux de réussite pour chacune des deux années du cycle. C'est le cas en *Comptabilité-contrôle-audit (CCA)*, *Gestion des ressources humaines (GRH)*, *Ville et environnements urbains (VEU)*, *STPE*, *Chimie et sciences du vivant*, *Énergie*, *Risques et environnement* ou *STAPS : management du sport*. Néanmoins, la réussite étudiante est un sujet préoccupant dans de nombreux masters, reflétant l'écart croissant entre les attendus des formations et l'hétérogénéité du profil des étudiants. La présence d'étudiants inscrits « par défaut », et par conséquent peu motivés, renforce l'échec, comme dans les masters *Anthropologie* et *Sciences du langage*. Trois formations affichent des taux de passage en M2 qui sont tombés en dessous des 50 % en 2022-2023 (*Économie appliquée*, *Tourisme*, *FLE*). Dans le master *Économie appliquée*, 13 étudiants sur 29 ne valident aucun crédit ECTS en M1 en 2022-2023 et une proportion comparable est déjà observée en 2020-2021. D'autres connaissent un échec important en M2, principalement expliqué par les difficultés que rencontrent les étudiants dans la rédaction de leur mémoire. C'est en particulier le cas en *GAED* et *Lettres* et surtout en *LLCER* et *Histoire* où le taux d'échec dépasse 60 % en moyenne durant la période de référence.

Les taux d'échec observés dans certains masters nécessitent ainsi un accompagnement renforcé en faveur de la réussite étudiante. L'ensemble des dossiers d'autoévaluations (DAE) attestent d'un suivi précis des taux de réussite en M1 et en M2 par les équipes pédagogiques. La problématique de la réussite ne revêt néanmoins pas la même importance selon les masters. Dans les formations sélectives, l'accompagnement individualisé du responsable pédagogique ou du tuteur suffit le plus souvent (en *GRH* par exemple). En revanche, dans d'autres formations, plus marquées par l'échec en M1 ou en M2, les équipes tentent de répondre, principalement dans le cadre d'enseignements méthodologiques, aux carences repérées en matière d'expression écrite alors que la note du mémoire est souvent non compensable (en *GAED* par exemple). Le durcissement de la politique de redoublement en M2 ne fait que masquer le problème. Le niveau actuel de réponse en termes de remédiation apparaît insuffisant, au vu notamment de l'admission de certains profils d'étudiants, tels que ceux issus de la zone de l'océan Indien, qui nécessitent une mise à niveau en début de cycle concernant l'expression écrite. Ainsi, le master *GAED* souhaite mettre en place des ateliers d'écriture quand le master *Histoire* envisage d'intégrer dans sa maquette un enseignement de remédiation. Le soutien de l'établissement est ici indispensable.

Les formations du 2^e cycle mettent en œuvre des pratiques pédagogiques diversifiées sans que l'on puisse évaluer s'il existe un lien de cause à effet sur la réussite alors que l'approche par compétences (APC) n'est que partiellement déployée. Les apprentissages s'appuient sur des méthodes pédagogiques bien alignées avec les visées professionnalisantes des formations. Soulignons à cet égard l'organisation de procès fictifs dans le master *Justice*, *procès et procédures*, de simulations dans le diplôme d'État de sage-femme, de mises en situation professionnelles en *Information*, *communication* ou en *Marketing*, *vente*, ainsi que le recours à des projets tutorés dans de nombreuses formations. Les DAE témoignent par ailleurs de l'appropriation des outils numériques au service de pratiques collaboratives et d'interactions entre enseignants et étudiants (plateforme Moodle, Wooclap etc.). Les approches programme sont largement majoritaires avec une structuration des maquettes globalement claire et efficace. À noter toutefois l'émiettement des modules et des crédits ECTS dans le master *Génie civil* qui nécessite une restructuration des enseignements.

Les maquettes affichent une mise en correspondance des UE avec les blocs de compétences des fiches du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). La plupart ne dépassent toutefois pas ce stade, et le chantier de la mise en œuvre de l'approche par compétences (APC) demeure entier, nécessitant un cadrage et un accompagnement des équipes pédagogiques à l'échelle de l'établissement. La démarche est cependant plus aboutie en BEE, MBFA ou STAPS MS et APAS, bien qu'il manque dans la maquette un bloc de la fiche RNCP.

L'adossement des formations du 2^e cycle à la recherche

La participation des enseignants-chercheurs (EC) aux formations révèle d'importantes disparités au sein du 2^e cycle, nécessitant des mesures correctives dans certaines formations. De nombreuses formations bénéficient de proportions d'EC dans les volumes horaires étudiant supérieures à 80 % comme en *Anthropologie*, *Chimie et sciences du vivant*, *Informatique*, *LLCER*, ou *Mathématiques*. L'organisation pédagogique des masters s'appuie aussi sur des équipes composées d'EC issus de différentes sections du Conseil national des universités (CNU), révélant l'importante ouverture pluridisciplinaire de certaines formations, telles *Risques et environnement* ou *STPE*, en accord avec la stratégie de l'établissement. Bien qu'une majorité de formations affichent en la matière un niveau tout à fait correct, un petit nombre (masters *GRH*, *MAE*, *Tourisme*) se distingue par une trop faible participation des EC aux enseignements. Celle-ci est justifiée dans les DAE par des carences en matière d'encadrement et le recours à des interventions de professionnels extérieurs issus du secteur d'activité. Certaines participations minoritaires sont partiellement compensées par des dispositifs pertinents d'initiation à la recherche. C'est en particulier le cas des masters *GRH* et *MAE*.

Les masters intègrent une formation à et par la recherche globalement de qualité et en bonne adéquation avec leurs objectifs professionnalisants. Si la plupart des masters visent une insertion immédiate de leurs diplômés sur le marché du travail et non une poursuite d'études en troisième cycle, la place de la recherche dans les enseignements n'est pas négligée. Elle est associée de manière cohérente à l'expérience immersive du stage ou de l'alternance. Les formations mettent en place un suivi adapté, le plus souvent dans le cadre d'UE de méthodologie, visant à accompagner les étudiants dans la rédaction du mémoire professionnel et à la préparation à la soutenance orale. La dimension réflexive du mémoire est par exemple attendue dans le master, proposé en formation continue, *Management sectoriel*, parcours *Pilotage des organisations en santé* (POS). En outre, les DAE mentionnent fréquemment des cours théoriques portant sur les avancées de la recherche (*Risques et environnement*, *MBFA*) ou sur l'utilisation d'articles scientifiques (*BEE*, *Marketing*, *vente*). La formation à et par la recherche s'exprime également de manière pertinente à travers des relations avec des organismes locaux, tels les archives départementales pour le master *Histoire*, Météo France et Observatoire volcanologique pour le master *Risques et environnement*). L'articulation entre les masters et les laboratoires de recherche se matérialise de différentes manières. Il peut s'agir d'un stage de recherche (*BEE*, *Biologie-santé*, *Économie appliquée*, *VEU*), de séminaires et de conférences (*Anthropologie*, *Histoire*), de sujets de mémoire définis en fonction du projet scientifique du laboratoire (*GAED*), de cours en lien direct avec les axes du laboratoire (*Mathématiques*). Saluons par ailleurs, l'initiative du master *MAE* qui propose dans son parcours *Sustainable Business Management* (SBM), un module consacré à la recherche en développement durable qui aurait vocation à se diffuser plus largement au sein de l'UR afin de nourrir la signature stratégique de l'établissement sur ce thème. Les DAE soulignent la nécessité d'une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie, notamment en matière de plagiat. Pour une très grande majorité de formations, elle ne fait toutefois pas l'objet d'un module spécifique et s'opère de manière transversale.

Le vivier des diplômés du 2^e cycle étant structurellement limité, les poursuites d'études en doctorat sont peu nombreuses. En moyenne, durant la période d'évaluation, le nombre de doctorants inscrits représente 17 % de l'effectif total des étudiants du 2^e cycle. Il n'est cependant pas précisé combien de doctorants sont titulaires d'un master de l'UR. Certains masters choisissent toutefois de s'orienter vers des contenus pensés pour former aux métiers de la recherche (*Anthropologie*, *Biologie-santé*, *STPE*). D'autres, comme le master *Droit des affaires*, enregistrent régulièrement des poursuites d'études en doctorat, cinq étudiants ont ainsi soutenu leur thèse entre 2019 et 2023. Le master *Économie appliquée* mentionne la conception d'un enseignement en M2 qui accompagne la réalisation du mémoire de recherche tout en permettant aux étudiants de se projeter sur le doctorat. La transition avec le 3^e cycle est en outre facilitée par un diplôme d'université (DU) *Méthodologie des sciences de gestion et du management* qui permet, dans le cadre de la formation continue, une poursuite d'études en doctorat.

La professionnalisation des formations du 2^e cycle

Les formations du 2^e cycle s'inscrivent dans une dynamique générale de professionnalisation, mais les résultats contrastés montrent la nécessité de conforter cette dimension dans plusieurs masters.

Clairement affichée dans une grande majorité des DAE, la volonté de professionnalisation s'appuie sur des réseaux bien établis avec le tissu socio-économique local (associations, ordres professionnels, collectivités locales, entreprises, Centre hospitalier universitaire (CHU), etc.) et une bonne prise en compte des enjeux territoriaux. L'intervention de professionnels dans les enseignements occupe une place particulièrement importante en termes de volume horaire étudiant pour les masters *Gestion des ressources humaines, Management sectoriel, Marketing, vente, Monnaie, banque, finance, assurance (MBFA), Tourisme, CCA, Risques et environnement*.

Cette participation active concerne également les commissions de sélection des dossiers pour l'entrée en master comme dans le cas de la mention MBFA, ou la présence de professeurs associés (PAST) dans l'équipe enseignante à l'instar des masters *Informatique* ou *Information, communication*. En revanche, cet aspect est défaillant dans les masters *Lettres et Chimie et sciences du vivant* qui n'associent aucun professionnel à la formation alors que, pour cette dernière, des liens pourraient par exemple être formalisés avec les acteurs du pôle de compétitivité QUALITROPIC. L'intervention des professionnels gagnerait à être accrue dans les masters *LLCER, Sciences du langage* et *STPE*. Les stages occupent une place prépondérante dans les maquettes de plusieurs formations (*Économie appliquée, Génie civil, VEU, STAPS APAS, Risques et environnement*). Inversement, certaines formations intègrent des stages qui n'apportent pas de valeur ajoutée évidente pour favoriser l'orientation et l'insertion professionnelle des diplômés. Ces stages sont de courte durée et peu valorisés en termes de crédits ECTS dans les masters *Anthropologie, Histoire, Lettres* ou *Sciences du langage*, mais aussi en *Mathématiques*.

Enfin, la prise en compte des enjeux liés à l'insertion professionnelle est révélée dans l'ensemble des formations par divers enseignements (rédaction de curriculum vitae, préparation à des entretiens de recrutement, projets tutorés...), mais la formation à l'entrepreneuriat reste, quant à elle, assez peu mise en avant dans les dossiers d'autoévaluation. Toutefois, le master *STAPS : management du sport* signale intégrer cette dimension dans ses apprentissages alors que le master *Informatique* propose une UE sur la création d'entreprise. L'établissement propose également un diplôme d'université (DU) *Entrepreneuriat*, labellisé par le réseau Pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PÉPITE).

L'insertion professionnelle des diplômés est globalement bonne eu égard au contexte économique local, mais son analyse est cependant rendue fragile par un manque de réponses aux enquêtes auquel l'établissement doit remédier. Les enquêtes de la Direction de l'orientation et de l'insertion professionnelle (DORIE) peinent à donner aux formations une vision suffisamment claire sur le devenir de leurs diplômés. La plupart des données disponibles portent en effet sur de petits échantillons qui ne permettent pas toujours de tirer des conclusions pertinentes. Il est impératif qu'un dispositif d'enquêtes plus fiables soit mis en place à l'échelle de l'établissement. Face à cette carence, plusieurs formations prennent l'initiative de réaliser leur propre suivi afin de disposer de données plus significatives. C'est en particulier le cas des masters *Chimie et Sciences du vivant, Informatique, Économie appliquée, Justice, procès et procédures* ou *Sciences du langage*. D'autres, comme le master *LLCER*, soulignent la nécessité d'organiser une enquête interne alors même que les masters *Anthropologie* et *Lettres* admettent ne disposer que d'une visibilité parcellaire sur le devenir de leurs diplômés. La constitution de réseaux d'alumni peut avantageusement compléter les enquêtes de l'établissement. Ces pratiques pourraient ainsi être parties prenantes du processus d'amélioration continue des formations.

Plusieurs formations parviennent cependant à allier une excellente insertion professionnelle et un suivi étroit de leurs diplômés (*CCA, Droit des affaires, Droit du patrimoine, Génie civil, MBFA*). La pertinence de la formation vis-à-vis du marché de l'emploi s'améliore également en master *Marketing, vente*. Elle est en revanche bien moins évidente en master *Tourisme* où les diplômés peinent à s'insérer sur le marché local. Quant au master *GAED*, les données collectées par la DORIE indiquent que l'enseignement constitue le principal débouché professionnel, un domaine qui n'apparaît toutefois pas directement en phase avec les compétences visées par cette formation. De même, les étudiants du master *Information-communication* apparaissent s'insérer peu professionnellement dans les secteurs visés par la formation. Ce lien est plus cohérent en *Mathématiques* avec une préparation aux concours de l'agrégation externe et interne.

Les dispositifs de formation continue (FC) et d'ouverture à l'alternance sont modestement déployés en dépit d'un potentiel évident qu'il conviendrait de mieux valoriser afin de conforter les liens existants entre l'université et le milieu socioéconomique local. L'UR compte une seule formation exclusivement ouverte à la FC (*Management sectoriel*) construite en partenariat avec des organismes locaux. En dehors de cette formation et du master *MAE*, l'intégration des stagiaires de la FC se limite le plus souvent à quelques unités au cours des trois années d'évaluation cumulées comme en *Information, communication, Marketing, vente* et *Risques et*

environnement. La mise en œuvre de l'alternance dans les formations se diffuse un peu plus largement au niveau des M2 avec à la clé une adaptation parfois complexe des plannings par les équipes pédagogiques. C'est en particulier le cas des masters CCA, Droit public, GRH, Informatique, Marketing, vente, MBFA et Risques et environnement.

Au total, 14 formations ne proposent pas de dispositifs d'accueil pour l'alternance ou la FC avançant un manque de moyens humains (LLCER), des contraintes organisationnelles jugées trop lourdes (*Économie appliquée*) ou une orientation vers la recherche qui serait difficilement conciliable avec ces formats (*BEE*). Ce dernier argument occulte les besoins de formation de professionnels sur des enjeux pointus de recherche.

Pourtant, certains masters en prise directe avec les enjeux du territoire apparaissent porteurs pour la formation tout au long de la vie (FTLV), notamment dans le domaine des énergies, de la transition écologique, du génie civil ou de l'économie sociale et solidaire. En outre, le master *FLE* organisé intégralement à distance se prêterait également à la FC. Cette ouverture à la FTLV passerait par une plus grande modularisation de l'offre de formation et le développement de diplômes d'université (DU) en lien avec les fiches du Registre national des certifications professionnels (RNCP). Certains DU répondent déjà, et de manière très pertinente, à des besoins spécifiques du territoire ; tel le DU *Risques côtiers* proposé par le master *STPE* en partenariat avec la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL). D'autres DU permettent, une fois validés dans le cadre de la FC, une poursuite d'études en master (*Management sectoriel*, *STAPS : management du sport*). Plusieurs formations annoncent vouloir en créer à court ou moyen terme, par exemple les masters *Droit du patrimoine*, *Droit public* ou *Mathématiques*. Des contenus techniques et méthodologiques comme le Building Information Model (BIM) ou les Systèmes d'information géographique (SIG) présentent également du potentiel en matière de certifications professionnelles. Enfin, les dispositifs de valorisation des acquis sont relativement peu développés et exploités à l'exception notable du master *Management sectoriel*. Une communication renforcée auprès du public serait la bienvenue.

L'internationalisation des formations du 2^e cycle

L'offre du 2^e cycle de l'UR témoigne d'un bon niveau d'internationalisation sur le plan partenarial grâce à une stratégie d'insertion dans son environnement régional, mais le volume des mobilités étudiantes reste assez faible malgré la politique volontariste de l'établissement. La participation de l'UR à des appels à projets relatifs à l'internationalisation se révèle fructueuse dans une grande majorité des cas, preuve du sérieux et de l'efficacité avec lequel l'établissement investit cette dimension. L'établissement valorise de manière pertinente son insertion au sein de la zone de l'océan Indien. Il bénéficie ainsi d'un partenariat avec l'Institut supérieur de technologie d'Antananarivo à Madagascar qui donne lieu à l'ouverture, en M2, du parcours *Espaces bâtis, environnement et énergie* (EBENE) du master *Génie civil*. Ce même master est également délocalisé à l'île Maurice. Cette double implantation dans son environnement régional concerne aussi la création du parcours *Sustainable Business Management* du master MAE. Avec le master *BEE*, l'établissement est partenaire du *Joint Master's Degree in Tropical Biodiversity and Ecosystems* (TROPIMUNDO). Le master *Biologie-santé* est impliqué dans le projet Innovation par les plantes et l'intelligence artificielle pour l'Inde et la France (ILIADÉ). La formation mutualise ainsi des enseignements avec une formation du *Vellore institute of Technology* (VIT). En revanche, peu de liens sont formalisés avec des universités européennes. De ce fait, l'UR devrait poursuivre les efforts déjà engagés pour rejoindre une alliance d'universités européennes afin de développer de nouveaux partenariats au profit de ses formations du 2^e cycle.

La stratégie d'internationalisation de l'établissement se traduit par des résultats décevants en matière de mobilité internationale en 2^e cycle. Les effets de la pandémie de Covid-19 sur les mobilités amènent toutefois à nuancer ce constat pour la première partie de la période de référence. L'analyse de l'ensemble des DAE révèle que 16 formations n'enregistrent aucun flux sortant et 13 formations, aucun flux entrant dans le cadre de programmes d'échanges au cours des trois années de référence. Les freins à la mobilité sortante identifiés pour le 1^{er} cycle valent aussi pour le 2^e cycle (éloignement insulaire, coût économique, barrière de la langue). Viennent s'ajouter les contraintes inhérentes à l'alternance et à la FC comme dans le cas du master *Management sectoriel*. La situation est d'autant plus regrettable que des dispositifs de soutien existent et qu'un consensus est largement exprimé dans les DAE sur l'intérêt d'une expérience à l'étranger dans le parcours de formation des étudiants. Néanmoins, les résultats de l'année 2022-2023 révèlent une trajectoire encourageante que l'on observe tout particulièrement dans les masters *Génie civil*, *STPE*, *LLCER*, *STAPS APAS*, *Économie appliquée*, *BEE*. L'établissement devrait veiller à la conforter dans les prochaines années. Les flux entrants ne profitent pas de ce sursaut et restent par ailleurs très concentrés dans un petit nombre de formations (*Économie appliquée*, *Biologie-santé*, *Génie civil*). Ces mobilités reflètent également l'attractivité de l'université à l'échelle régionale. Le programme d'échanges « Bourses d'excellence Horizon » permet, par exemple, l'accueil d'étudiants malgaches dans les masters *Informatique* et *Mathématiques*.

L'apprentissage des langues vivantes étrangères (LVE) mobilise des volumes horaires trop limités en moyenne et la place des enseignements disciplinaires en anglais demeure marginale, ce qui constitue un frein aux mobilités. Un peu plus d'un tiers des formations consacre moins de 40 heures étudiant à la LVE dans leur maquette. Le master *STAPS : management du sport* ne propose étonnamment aucune heure d'enseignement de LVE. Ce problème doit être réglé même si le DAE indique par ailleurs l'utilisation de ressources en anglais dans certains cours.

Les enseignements de langue ne couvrent généralement pas la totalité des semestres, comme dans les masters *GAED*, *GRH* ou *Informatique*. Or, ils auraient beaucoup plus d'efficacité sur un plan pédagogique s'ils étaient déployés au cours des deux années du cycle avec des volumes horaires plus importants. C'est d'ailleurs une demande relayée par le master *GAED*. Trop rares sont les masters à se doter des moyens adéquats pour atteindre un objectif crédible de montée en compétences des étudiants (*Marketing*, *vente*, *Droit du patrimoine*, *Chimie et sciences du vivant*). Les enseignements de langue concernent en très grande majorité l'anglais ; les formations justifiant leur choix par son importance au sein de la zone de l'océan Indien et son rôle primordial dans la communication scientifique.

En revanche, les masters *Sciences du langage*, *Lettres* et *Anthropologie* proposent au choix l'anglais, l'espagnol et le créole, cette dernière formation exprimant aussi la volonté de s'ouvrir à d'autres langues régionales. La certification des compétences acquises dans le cadre des enseignements de LVE apparaît trop peu développée. L'analyse des DAE révèle que près des deux tiers des formations n'enregistrent aucune validation de certification en trois ans, sans que soit donnée une explication sur cette problématique. Les masters *Génie civil* et *VEU* mentionnent l'existence d'un enseignement en anglais ciblé sur la préparation au *Test of English for International Communication* (TOEIC), mais on ne constate aucune validation de cette certification dans leurs DAE respectifs. Trop peu de formations mettent en œuvre une stratégie cohérente en la matière ; c'est toutefois le cas des masters *Marketing*, *vente*, *CCA* ou *Droit public*. Saluons l'initiative de ce dernier qui indique financer l'inscription de ses étudiants au TOEIC. Peu de maquettes intègrent des enseignements disciplinaires en langue étrangère et tout particulièrement en anglais. Grâce à son partenariat international, le master *BEE* fait figure d'exception à la fois par le volume des cours dispensés en anglais et par son approche pédagogique reprenant certaines bonnes pratiques comme un fonctionnement en tandem impliquant un enseignant d'anglais et un enseignant de la discipline dans l'un de ses parcours. Les masters *Biologie-santé* et accordent également une place notable aux enseignements disciplinaires en anglais. Ce dernier bénéficie notamment du programme de formation, porté par la Maison Des Langues, *English as a Medium of Instruction for Researcher, Academic, and Learner Development* (EMIRALD).

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 2^e cycle

Le pilotage des formations du 2^e cycle doit s'améliorer afin de soutenir plus efficacement l'objectif d'amélioration continue des formations. L'établissement indique dans son rapport d'autoévaluation ne pas être en capacité de mettre en place des contrats d'objectifs pluriannuels d'objectifs et de performance (COMP) avec les composantes en raison de dissensions internes. L'UR s'appuie sur des comités de pilotage (COFIL) et des comités techniques (COTECH) qui se saisissent, par exemple, du sujet de l'admission en master. En revanche, la question de la soutenabilité financière apparaît trop peu investie pendant la période de référence, l'UR indiquant que l'analyse du coût complet de ses formations constitue désormais un objectif majeur à mettre en œuvre. C'est en effet un point fondamental au regard, notamment, des disparités constatées entre masters au niveau des effectifs étudiants et des moyens financiers limités de l'établissement. De nombreuses formations du 2^e cycle se caractérisent par une proportion très faible d'enseignants permanents au sein des équipes pédagogiques. Certes, le recours à des intervenants extérieurs se justifie pleinement et constitue le plus souvent un gage de qualité pour la formation des étudiants, mais certaines proportions révèlent des déséquilibres qui interrogent quant au fonctionnement des formations. Ainsi, les masters *Information*, *communication*, *STAPS : management du sport*, *GRH*, *MAE*, *Marketing*, *vente* et *Tourisme* affichent des taux d'enseignants permanents inférieurs à 20 %. En outre, le pilotage doit s'améliorer pour doter chaque formation du 2^e cycle d'une meilleure visibilité sur l'insertion professionnelle de ses diplômés et pour accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre de l'approche par compétences.

L'amélioration continue des formations repose principalement sur des conseils de perfectionnement bien en place, mais l'évaluation des enseignements et des formations par les étudiants doit augmenter ses taux de réponse. Mises à part quelques cas de compositions qui pâtissent de l'absence de professionnels extérieurs (masters *Droit des affaires*, *Droit public*, *Économie appliquée*, *FLE* et *Mathématiques*), les conseils de perfectionnement sont en place et fonctionnent de manière pertinente profitant d'un cadrage solide de l'établissement en la matière. Les préconisations de nombreux conseils aboutissent ainsi à des réajustements des maquettes pédagogiques. C'est par exemple le cas du master *Biologie-santé* où le volume horaire des cours en anglais a été augmenté ou du master *Anthropologie* qui a mis fin au cours de langue en distanciel. Des modifications substantielles sont aussi intervenues dans les masters *Chimie et sciences du vivant*, *GAED*, *Marketing*, *vente* ou *Informatique*.

À propos de ce dernier, il convient de noter l'initiative consistant à organiser conjointement les conseils de perfectionnement de la licence et du master afin de mieux articuler les deux cycles, même s'il faut veiller à ce que cela ne soit pas fait au détriment d'une analyse approfondie de chaque diplôme. Dans de nombreuses formations, le conseil s'appuie sur une enquête d'évaluation des enseignements et de la formation avec d'assez bons taux de réponses (masters *Droit des affaires*, *CCA*, *STPE*, *Risques et environnement* par exemple). D'autres en revanche ne disposent pas de questionnaires (*LLCER*, *Lettres*, *Anthropologie*) ou recueillent des taux de réponses très faibles qui rendent l'interprétation des résultats fragile (master *Tourisme* par exemple).

Cela constitue un frein au processus d'amélioration continue auquel toutes ces formations doivent remédier. En outre, ce type d'évaluation ne s'appuie pas sur un cadrage général défini par l'établissement qui permettrait d'harmoniser les pratiques et éviterait certaines dérives constatées, par exemple, au sein du master *GRH*.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation diversifiée garantissant une poursuite d'études aux étudiants diplômés du 1^{er} cycle et prenant en compte les contraintes et les spécificités locales ;
- Des formations en pointe sur les questions du développement durable et de la transition écologique en lien avec l'environnement insulaire et tropical ;
- Un adossement des formations à la recherche globalement de bonne qualité ;
- Une bonne dynamique de professionnalisation portée par le recours à des intervenants extérieurs apportant une valeur ajoutée aux formations ;
- Une démarche d'amélioration continue fondée sur des conseils de perfectionnement fonctionnels ;
- Des pratiques pédagogiques diversifiées ;
- Une dynamique d'internationalisation des formations qui favorise le rayonnement de l'université au sein de la zone de l'océan Indien.

Points faibles

- Un pilotage des formations du 2^e cycle largement perfectible ;
- Des taux de réussite insuffisants dans certaines formations peu sélectives et des dispositifs d'aide à la réussite trop peu déployés ;
- Un suivi de l'insertion professionnelle des diplômés présentant des lacunes, bien que l'insertion apparaisse globalement de bonne qualité sur la base des données fournies ;
- Des évaluations des enseignements et des formations parfois inexistantes ou dont les résultats s'appuient sur un taux de réponse faible ne permettant pas d'être mobilisés dans une démarche d'amélioration continue efficace ;
- Un volume horaire consacré à l'apprentissage des langues étrangères souvent trop modeste et un nombre insuffisant de certifications en langue ;
- Une approche par compétences (APC) partiellement déployée dans les formations ;
- Une mobilité étudiante faible, tout particulièrement pour les flux sortants, qui s'explique en partie par la pandémie de la Covid-19 et ce malgré la politique volontariste de l'établissement.

Recommandations

- Renforcer le pilotage des formations du 2^e cycle dans sa globalité.
- Améliorer les taux de réussite en étoffant les dispositifs en faveur de la réussite des étudiants.
- Améliorer la mesure de la qualité de l'insertion professionnelle en améliorant le taux de réponses aux enquêtes d'insertion professionnelle et en développant le réseau des alumnis.
- Améliorer l'efficacité des évaluations des enseignements et des formations en mettant par exemple en place une charte au niveau de l'établissement.
- Renforcer l'apprentissage des langues étrangères et augmenter le nombre de certifications.
- Poursuivre et approfondir le déploiement de l'approche par compétences (APC) par un soutien renforcé de l'établissement.
- Encourager la mobilité des étudiants par des actions permettant de lever les freins, en particulier financiers.

Points d'attention transversaux

Le comité soulève les points d'attention transversaux suivants relatifs à plusieurs critères indispensables de l'accréditation défaillants dans une proportion importante des formations du cycle.

- Une évaluation des enseignements et des formations trop souvent déficiente ;
- Une mise en œuvre partielle de l'approche par compétences (APC).

Points d'attention sur les formations du 2^e cycle

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défaillants. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Arts, lettres, langues

- *Master Français langue étrangère* (faible taux de réussite ; faible adossement à la recherche ; suivi perfectible de la formation ; absence de professionnels dans le conseil de perfectionnement).
- *Master Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales* (faible taux d'encadrement ; faible taux de réussite ; faible participation des professionnels ; dispositif d'amélioration continue insuffisant ; absence de professionnels dans le conseil de perfectionnement ; absence d'évaluation des enseignements).
- *Master Lettres* (chute des inscriptions ; faible taux de réussite ; professionnalisation lacunaire avec une expérience en milieu professionnel trop courte ; absence d'évaluation des enseignements).

Domaine Droit, économie, gestion

- *Master Économie appliquée* (faible taux de réussite ; absence de professionnels dans le conseil de perfectionnement ; faiblesse dans l'évaluation des enseignements).
- *Master Gestion des ressources humaines* (faible adossement à la recherche ; faible taux d'encadrement ; enseignements en LVE très insuffisants).
- *Master Management et administration des entreprises* (faible taux d'encadrement ; faible attractivité dans certains parcours ; faible taux de réussite ; fragilité du parcours de l'ESIROI ; processus d'amélioration continue trop fragile).

- Master *Tourisme* (faible réussite ; faible adossement à la recherche ; faible taux d'encadrement ; décroissance des effectifs ; décalage entre l'objectif de la formation et les débouchés professionnels ; intégration insuffisante dans le tissu socio-économique).

Domaine Sciences humaines et sociales

- Master *Géographie aménagement, environnement et développement* (faible taux de réussite ; décalage entre les débouchés professionnels et les objectifs de la formation ; place insuffisante de l'anglais dans les enseignements).
- Master *Histoire* (baisse des effectifs ; faible taux de réussite ; expérience en milieu professionnel trop courte ; suivi et analyse du parcours des diplômés insuffisants ; évaluation des enseignements insuffisante).
- Master *Information-communication* (taux d'encadrement trop bas ; incohérence entre les données chiffrées et les commentaires pour l'analyse de la réussite ; faible enseignement en langue vivante étrangère).
- Master *STAPS : management du sport* (absence d'enseignement en langue vivante étrangère ; données sur l'insertion professionnelle incomplètes ; faible taux d'encadrement).

Avis d'accréditation des formations du 2^e cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 2^e cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations accréditées très récemment) ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 2^e cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Avis d'accréditation
ALL	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Français langue étrangère	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer le taux de réussite en mettant en place des dispositifs d'aide à la réussite. - Veiller à renforcer l'adossé à la recherche. - Veiller à intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
ALL	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la professionnalisation dans la formation.
ALL	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Lettres	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'attractivité et le volet professionnalisant de la formation en mettant en œuvre de manière effective les contenus de formation envisagés. - Veiller à mettre en place l'évaluation des enseignements par les étudiants.

DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Comptabilité - contrôle - audit	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'encadrement par des enseignants permanents.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Droit des affaires	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer le pilotage et l'amélioration continue avec un suivi et une analyse des candidatures et du parcours des étudiants, et un conseil de perfectionnement plus efficace, intégrant des professionnels.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Droit notarial	Favorable
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Droit public	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer le suivi et l'analyse des candidatures et du parcours des étudiants. - Veiller à renforcer l'amélioration continue en rendant plus efficace et plus complet le conseil de perfectionnement.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Économie appliquée	Favorable avec recommandations : - S'assurer de la pertinence des travaux du conseil de perfectionnement par la participation de professionnels. - Veiller à améliorer l'évaluation des enseignements par les étudiants.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Gestion des ressources humaines	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'adossé à la recherche notamment par une plus grande participation d'enseignants-chercheurs aux enseignements et par la mise en place de dispositifs pédagogiques spécifiques. - Veiller à améliorer l'encadrement de la formation par des enseignants permanents. - Veiller à renforcer l'enseignement de langue vivante étrangère notamment par la mise en place d'enseignements en M1 et la préparation d'une certification.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Justice, procès et procédures	Favorable
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Management et administration des entreprises	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation par des enseignants-chercheurs. - Veiller à améliorer la réussite grâce à des dispositifs de remédiation. - Veiller à améliorer le processus d'amélioration continue.

DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Management sectoriel	Favorable
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Marketing, vente	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignants permanents au sein de l'équipe pédagogique.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Monnaie, banque, finance, assurance	Favorable
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	STAPS : management du sport	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'enseignement des langues vivantes étrangères. - Veiller à renforcer le taux d'encadrement de la formation par des enseignants permanents.
DEG	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Tourisme	Favorable avec recommandations : - Veiller à s'assurer l'attractivité de la formation. - Veiller à l'adéquation de la formation et de ses débouchés professionnels.
Santé		Diplôme d'État (Grade M)	Diplôme d'État d'Infirmier de bloc opératoire	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'adossement à la recherche en cohérence avec les exigences du grade master. - Veiller à élargir les partenariats au-delà du CHU de la Réunion.
Santé		Diplôme d'État (Grade M)	Diplôme d'État d'Infirmier en pratique avancée (IPA)	Formation déjà accréditée pour une ouverture à la rentrée 2025
Santé		Diplôme d'État (Grade M)	Diplôme d'État de Sage-femme	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche des enseignements.
Santé		DFA	Diplôme de formation approfondie en Sciences médicales	Favorable avec recommandations : - Veiller à mettre en place une évaluation des enseignements et de la formation. - Veiller à mettre en place un conseil de perfectionnement.

SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Anthropologie	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer le taux de réussite par exemple en mettant en place des dispositifs de remédiation. - Veiller à mieux valoriser l'expérience en milieu professionnel. - Veiller à effectuer une évaluation des enseignements par les étudiants. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Géographie, aménagement, environnement et développement	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite des étudiants en mettant en place les dispositifs pédagogiques envisagés. - Veiller à mettre en cohérence la formation avec les débouchés professionnels notamment via un renforcement de l'expérience professionnelle et des liens avec les alumni. - Veiller à renforcer l'enseignement de et en langue étrangère.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Histoire	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite notamment en renforçant l'aide à la rédaction du mémoire de recherche. - Veiller à renforcer l'expérience en milieu professionnel (nombre de crédits ECTS et durée). - Veiller au renforcement de l'évaluation des enseignements par les étudiants.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Humanités numériques	Favorable avec recommandation : - Veiller à la qualité de la professionnalisation, notamment par la formalisation de partenariats avec le milieu social, économique et culturel.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Information, communication	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer de manière effective la part de l'enseignement des langues étrangères.
SHS	Cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan Indien	Master	Sciences du langage	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer le taux de réussite en renforçant, par exemple, la remédiation en matière d'expression, surtout écrite. - Veiller à renforcer la professionnalisation en valorisant mieux l'expérience en milieu professionnel en termes de crédits ECTS et en renforçant la part des professionnels dans les enseignements. - Veiller à améliorer le pilotage de la formation en s'appuyant notamment sur des données fiables en matière de suivi du devenir des diplômés.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Agrosciences, environnement, territoires, paysage, forêt	<i>Création</i> Favorable avec recommandation : - Veiller à un bon encadrement de la formation par l'équipe pédagogique pressentie, déjà investie dans d'autres formations.

STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Biodiversité, écologie et évolution	Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer le volet de professionnalisation de la formation. - Veiller à finaliser le déploiement de l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Biologie-santé	Favorable avec recommandation : - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation et assurer un effectif minimum dans les parcours de M2.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Chimie et sciences du vivant	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation pour enrayer la baisse des effectifs. - Veiller à renforcer la professionnalisation en augmentant la part des professionnels dans les enseignements et en renforçant les relations avec le monde socio-économique.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Énergie	Favorable avec recommandations : - Veiller à augmenter les effectifs. - Veiller à mettre en place un suivi et une analyse précis du parcours des étudiants et du devenir des diplômés. - Veiller à la mise en place de l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Génie civil	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la structuration pédagogique de la formation en lien avec ses objectifs. - Veiller à mettre en place un dispositif d'analyse et de suivi des cohortes étudiantes. - Veiller à la mise en place de l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Informatique	Favorable avec recommandations : - Veiller à clarifier les objectifs professionnels. - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation. - Veiller à mettre en place un suivi précis du devenir des diplômés. - Veiller à mettre en œuvre l'approche par compétences.

STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Ingénierie des systèmes complexes	Création Défavorable - Manque de cohérence, voire concurrence possible de la formation au sein de l'offre de master existante ; - Manque de viabilité de la formation du fait d'un vivier d'étudiants très restreint et de moyens humains limités ; - Une faible participation des enseignants-chercheurs aux enseignements ; - Un projet d'ouvrir la formation une année sur deux, du fait d'un manque de moyens, sans proposer de solution pédagogique permettant aux étudiants de M1 défaillants de poursuivre leurs études au sein de la mention.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Mathématiques	Favorable avec recommandations : - Veiller à engager une réflexion sur la structuration et les objectifs de la mention. - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation. - Veiller à intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement. - Veiller à mettre en place un suivi précis du parcours des étudiants, notamment en termes d'effectifs, de réussite et de devenir. - Veiller à mieux valoriser l'expérience professionnelle en crédits ECTS. - Veiller à développer l'approche par compétences.
STS	STS/DEG	Master	Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises - MIAGE	Création Favorable
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Risques et environnement	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation pour enrayer la baisse des effectifs. - Veiller à finaliser l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Santé publique	Création Favorable

STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Sciences de la Terre et des planètes, environnement	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation pour enrayer la baisse des effectifs. - Veiller à déployer le volet professionnalisation de la formation par une intervention accrue des professionnels dans les enseignements. - Veiller à renforcer l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	STAPS : activité physique adaptée et santé	Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer la réussite en M1. - Veiller à faire aboutir l'approche par compétences.
STS	Sciences, technologies et santé en environnement tropical	Master	Ville et environnements urbains	Favorable

Rapports des formations du 2^e cycle

MASTER FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Français langue étrangère (FLE)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Numérique et plurilinguisme*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 502 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 51 étudiants et 9 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Français langue étrangère (FLE)* est une formation à vocation professionnalisante proposée exclusivement à distance, en prolongement de la licence *LLCER*, parcours *FLE*. Si sa place dans la politique de l'établissement n'est pas clairement définie, la formation entend répondre à une réalité linguistique locale et régionale (bilinguisme et plurilinguisme). Elle affiche une bonne attractivité régionale et internationale et définit des objectifs concrets de professionnalisation. Tourné clairement vers l'international, le master *FLE* adopte une approche par compétences. En revanche, le taux de réussite reste faible malgré une amélioration. L'articulation à la recherche est insuffisante, le taux d'encadrement faible et l'absence de partenariats institutionnels forts constitue un frein à sa mise en place et l'empêche de profiter de son potentiel pour ce qui est de la formation continue. Le pilotage de la formation pâtit d'un conseil de perfectionnement n'intégrant pas de professionnels. Enfin, il n'y a pas de formation continue, alors qu'elle est adaptée à cette formation.

Le master *Français langue étrangère (FLE)* est une formation dont l'attractivité régionale et internationale est constante. La formation constitue la poursuite d'études naturelle pour les étudiants en provenance de la licence *FLE* mais elle attire également des étudiants de la région (Madagascar, Comores, Seychelles) et au-delà (Canada, Argentine), en raison de son affichage dans l'université numérique de La Réunion. Son attractivité est en légère augmentation (passant de 23 à 35 inscrits en M1, entre 2021-2022 et 2022-2023, et entre 27 et 16 en M2, où une baisse est observée la dernière année). La formation fait partie d'un dispositif institutionnel sur le bilinguisme et le plurilinguisme, en partenariat avec l'académie de La Réunion.

Le master *FLE* affiche une volonté professionnalisante certaine. Il prévoit des stages obligatoires, de 8 semaines chacun en M1 et M2, comptant pour 19 et 22 crédits ECTS respectivement et validés par un rapport de stage, et malgré une solution de substitution (un mémoire de recherche portant sur la dimension pédagogique de la formation), les étudiants choisissent le stage à une écrasante majorité (89 %, 78 %, et 90 %). Les stages sont associés à des projets tutorés et à l'élaboration du projet professionnel (validés par six crédits ECTS). Ce dispositif a concerné une quarantaine d'étudiants de la formation durant les trois dernières années, mais s'est vu confronté à des difficultés liées à la situation sanitaire mondiale. Ces stages sont associés à la participation de 4 professionnels pour 90 heures d'enseignement, liés aux différentes dimensions de la formation (numérique, pédagogie, organisation de projets), mais ne font pas intervenir d'acteurs socio-économiques.

La formation est tournée vers l'international, mais ne comporte pas de mobilité, en raison de sa nature purement numérique (de nombreux étudiants sont déjà à l'étranger). Un enseignement de langue vivante étrangère (anglais, 18 HETD) est proposé à tous les étudiants, mais apparaît comme insuffisant en relation avec les attendus d'une formation de ce niveau.

La formation est entièrement construite selon une approche par compétences. Elle prépare tout particulièrement aux pédagogies, à la littérature numérique et aux dispositifs pédagogiques spécifiques à l'enseignement du français langue étrangère. Elle repose sur des espaces numériques diversifiés (plateforme Moodle, visioconférences, gdrives) permettant un travail en équipe, par binôme, mais aussi un suivi individualisé.

Il concerne un public non exclusivement francophone, et ne maîtrisant pas toujours un niveau de langue C1, ce qui oblige l'équipe pédagogique à une adaptation au public en formation.

Le taux de réussite est faible sur deux ans, mais s'améliore sur trois ans, ce qui s'explique par la situation particulière des étudiants, dont la plupart sont en emploi. En M2, on compte 23, 12 et 9 diplômés pour des effectifs de 27, 23 et 16, soit 85 %, mais ensuite 52 % et 56 %. En M1, il est de 60 %, 30 % et 48 %, ce qui est consubstantiel à un système entièrement en distanciel, mais aussi lié à un taux d'encadrement trop faible, empêchant la formation de proposer un accompagnement suffisant. La formation compte quatre enseignants-chercheurs appartenant au domaine disciplinaire, mais aussi à la langue régionale (pour répondre aux réalités socio-culturelles de La Réunion). Ils assurent 384 heures d'enseignement disciplinaires sur les 502 heures que compte le master.

La formation s'articule peu à la recherche malgré la présence d'enseignants-chercheurs actifs dans les laboratoires locaux. Le mémoire de recherche est exceptionnel et l'absence d'un Professeur des universités de la discipline limite les possibilités d'encadrement de la recherche. On peut également s'interroger sur l'absence de collaboration annoncée avec le master *Sciences du langage*, en particulier dans ce domaine.

Le suivi de la formation est perfectible et le conseil de perfectionnement n'intègre pas de professionnels. La formation est pilotée par le département et le conseil d'UFR. Le conseil de perfectionnement se réunit une fois par an, mais ne comporte pas de professionnel extérieur à la formation (que ce soit structurel ou que la personne concernée soit absente), ce qui est plus grave qu'un taux de réponse des étudiants aux questionnaires ressenti comme faible, mais sans doute lié au fait qu'il s'agit d'une formation en distanciel.

On peut regretter également l'absence de dispositif de formation continue. Celle-ci est particulièrement adaptée à une formation à distance et adressée à un public d'enseignants de Français déjà installés à l'étranger, mais la formation explique cette absence par la trop faible demande susceptible de payer des frais d'inscription élevés. La formation propose une validation des acquis professionnels (VAP) pour les étudiants étrangers et une validation des acquis de l'expérience (VAE), mais qui n'a pas encore été sollicitée (sans doute en raison de l'absence de formation continue). Cela peut aussi s'expliquer par l'absence de partenariats institutionnels internationaux qui permettraient par ailleurs d'encadrer des candidatures et des stages suffisants à la réussite des diplômés.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation attractive, pertinente dans le cadre du bilinguisme et du plurilinguisme ;
- Une dimension professionnelle certaine ;
- Une structuration en blocs de compétences ;
- Une réelle internationalisation.

Points faibles

- Un faible taux de réussite ;
- Un faible adossement à la recherche ;
- Un suivi perfectible de la formation avec une faible participation des étudiants aux enquêtes ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels ;
- Une absence de dispositifs de formation continue.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite, en créant des dispositifs de remédiation et en améliorant quantitativement l'encadrement (académique et professionnel).
- Renforcer l'adossement à la recherche et lier plus fortement la formation à la recherche, en particulier en rendant le mémoire obligatoire.
- Renforcer le suivi de la formation en améliorant la participation des étudiants aux enquêtes.
- Intégrer des professionnels au conseil de perfectionnement.
- Ouvrir la formation à la formation continue en cherchant une demande solvable.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un faible taux de réussite ;
- Un faible adossement à la recherche ;
- Un suivi perfectible de la formation avec une faible participation des étudiants aux enquêtes ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'intègre pas de professionnels.

MASTER LANGUES, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : *Monde hispanique (sociétés, identités, cultures métisses)* et *Monde anglophone*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 740 heures étudiant, dont 475 heures disciplinaires et méthodologiques pour le parcours *Mondes anglophones* et 265 pour le parcours *Monde hispanique*. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 96 étudiants, dont 62 en Mondes anglophones et 34 dans le parcours *Monde hispanique*, et 20 enseignants permanents et non permanents, dont 15 enseignants-chercheurs.

Analyse globale

Le master *LLCER* est une formation généraliste proposée exclusivement en formation initiale, conçue pour répondre à la stratégie de l'établissement, et en continuité de la licence *LLCER*. Elle offre une formation en langue, linguistique, littérature et civilisation des aires linguistiques anglais et espagnol. Avec des parcours qui consolident leur attractivité locale, la formation offre également un bon adossement à la recherche conduite par une équipe pédagogique engagée. Mais un taux d'encadrement insuffisant entraîne des faiblesses en matière d'internationalisation, fondamentale dans la discipline. Le taux de réussite étudiante et le niveau de professionnalisation sont également inférieurs aux attentes pour une formation de ce type. Enfin, le pilotage de la formation présente des faiblesses, notamment pour ce qui est du suivi étudiant.

Le master *LLCER* est une formation attractive. Le parcours *Mondes anglophones* maintient une attractivité constante, voire à la hausse, alors que le parcours *Monde hispanique*, rouvert en 2020, consolide le nombre d'inscrits (entre 22, 18, 20 inscrits en M1 depuis sa réouverture). La formation est proposée exclusivement en présentiel et en formation initiale pour permettre une meilleure acquisition des compétences linguistiques. Elle repose sur la mutualisation des enseignements méthodologiques et des enseignements de langue vivante (80 heures d'enseignement de LVE pour l'ensemble de la maquette).

L'équipe pédagogique est très impliquée et propose une pédagogie par bloc de compétences conforme au référentiel national. Elle associe, aux pratiques pédagogiques traditionnelles l'utilisation des plateformes numériques, tout en s'adaptant à des conditions matérielles parfois difficiles pour des enseignements de langues vivantes (manque de laboratoires de langue). Les enseignants sont impliqués dans la recherche locale et internationale, et bénéficient d'une mobilité internationale dynamique.

Le master *LLCER* propose un bon adossement à la recherche. C'est notamment grâce à l'activité des enseignants-chercheurs et à leur implication dans la formation. En effet, plus de 75 % des enseignements sont assurés par des enseignants-chercheurs titulaires et rattachés aux laboratoires de l'établissement DIRE (Déplacements Identités Regards Écritures) et LCF (Laboratoire sur les espaces Créoles et Francophones) et Espace-Dev. Les étudiants sont formés à la méthodologie disciplinaire et invités à participer à des activités d'initiation, dont une demi-journée de restitution de leur travail, exposé devant les étudiants de licence et l'équipe pédagogique. Les étudiants réalisent un stage de deux semaines en M2, leur accordant huit crédits ECTS ; entre 18 et 23 étudiants ont réalisé ce type de stage, dont certains en collaboration avec la *Florida International University*, en modalité distancielle, dans le cadre du programme *Collaborative Online International Learning, Tutorage* en FLE, dont les modalités ne sont malheureusement pas précisées dans le DAE). On peut cependant regretter l'absence de poursuite en doctorat.

La formation pâtit cependant d'un taux d'encadrement trop faible. La formation peut compter sur 16 enseignants permanents dont neuf en mondes anglophones (deux Pr, un MCH HDR, six MCF) qui assurent la totalité des enseignements disciplinaires, et quatre en *Monde hispanique* (un PR d'un autre établissement intervenant à distance ; un MCF HDR, repyramidé depuis, et deux MCF). La perte nette de postes a obligé à neutraliser des UE qui ne peuvent plus être assurées et explique aussi la disparité des heures d'enseignement disciplinaire dans les deux parcours (475 en *Mondes anglophones*, mais seulement 265 en *Monde hispanique*).

Si la formation est par définition tournée vers l'international, le master LLCER n'offre pas assez de dispositifs en ce sens, sans doute en raison des problèmes d'encadrement. Les accords de collaboration institutionnels ne manquent pas, ni les structures d'accompagnement (y compris les bourses ERASMUS et régionales), mais la mobilité est faible pour une formation en langues étrangères : trois et six étudiants en mobilité sortante pour les deux dernières années, aucune co-diplomation (un partenariat avec l'université d'Alicante est actuellement à l'étude). Les raisons de cette absence de mobilité ne sont pas suffisamment analysées par le dossier.

De même, la réussite étudiante et la professionnalisation du master LLCER sont faibles. Le nombre de redoublements est important et ne parvient pas à occulter un taux de réussite décevant, surtout dans le parcours *Anglais*. Au moins un quart des étudiants ne réussissent pas leur première année dans le parcours espagnol et près de la moitié des étudiants du parcours anglais se retrouvent en échec. Le nombre de redoublements est également important en M2 : 15 étudiants ayant réussi leur M1, pour 31 inscrits en M2 l'année suivante et un taux de validation du diplôme encore en dessous : 7, 14 et 9 diplômés sur 32 31 et 31 inscrits, soit un taux de réussite de 22, 45 et 29 % pour le parcours Mondes anglophones sur les trois années d'évaluation. Le parcours *Monde hispanique* ayant ouvert récemment, il est encore trop tôt pour proposer une évaluation précise de la réussite étudiante. Le dossier d'autoévaluation ne fait pas état de collaborations formalisées avec le milieu socio-professionnel et les interventions de professionnels des secteurs visés (deux intervenants pour 20 heures d'enseignement sur les deux ans) sont insuffisantes en vue d'une réelle professionnalisation. Le stage obligatoire de M2 de deux semaines apparaît comme insuffisant dans la perspective de l'insertion professionnelle et bénéficie d'un nombre de crédits ECTS très élevé au vu de l'apport pédagogique réel (huit crédits ECTS), même lorsqu'il est réalisé dans le cadre du laboratoire de recherche.

Ces taux d'encadrement faibles se traduisent également par des problèmes de pilotage et de suivi des étudiants. Les formations peuvent compter sur le retour d'expérience que constitue la tenue de conseils de perfectionnement annuels, séparés pour l'anglais et l'espagnol, ce qui peut se comprendre, mais dont, à voir le compte-rendu fourni, l'un (pour l'anglais) ne prévoit pas de représentant du monde professionnel, ce qui serait pourtant intéressant. Par ailleurs, le suivi des étudiants n'est pas satisfaisant. Le taux de réponse aux enquêtes menées par l'établissement est insuffisant pour tirer des enseignements quant à la véritable professionnalisation de la formation, et le suivi empirique par l'équipe pédagogique ne suffit pas à pallier ce manque de données.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation cohérente et attractive ;
- Une équipe pédagogique engagée.

Points faibles

- Un taux d'encadrement par des permanents trop faible ;
- Un taux de réussite trop bas ;
- Une participation des professionnels très insuffisante ;
- Un dispositif d'amélioration continue insuffisant avec un conseil de perfectionnement organisé au niveau des parcours, n'intégrant pas de professionnels, et une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Une internationalisation en dessous des attentes des parcours.

Recommandations

- Renforcer le taux d'encadrement par des permanents.
- Améliorer le taux de réussite trop bas en renforçant l'accompagnement pédagogique par exemple par des dispositifs de remédiation.
- Renforcer la professionnalisation (en dehors des métiers d'enseignement et d'enseignement et de recherche) en étoffant le réseau de collaborations institutionnelles et les partenariats locaux.
- Améliorer le pilotage pour obtenir un meilleur suivi des cohortes étudiantes, de leur poursuite d'étude ou de leur insertion professionnelle.
- Développer l'internationalisation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux d'encadrement par des enseignants permanents trop faible ;
- Un taux de réussite trop bas ;
- Une participation des professionnels aux enseignements très insuffisante ;
- Un dispositif d'amélioration continue insuffisant avec un conseil de perfectionnement organisé au niveau des parcours, n'intégrant pas de professionnels, et une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants.

MASTER LETTRES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Lettres* de l'université de La Réunion est une formation en deux ans, proposant un parcours unique formant à la littérature française, francophone et comparée. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et prévoit 578 heures étudiant. Elle propose au premier et au troisième semestre 20 heures étudiant d'enseignements au titre de la mineure, mutualisées avec d'autres enseignements de même niveau (anthropologie, géographie, histoire, sciences du langage, information-communication). Elle comporte en 2022-2023 27 étudiants et 9 enseignants titulaires.

Analyse globale

Le master *Lettres* est une formation classique, en adéquation avec la stratégie de l'établissement et cohérente dans son offre de formation. Il s'agit du seul master littéraire de la région, formant à la recherche en littératures françaises, francophones et comparées, et préparant les étudiants aux métiers de l'enseignement et de la recherche par le biais du doctorat. L'équipe pédagogique est très impliquée, et assure un suivi pédagogique important. La formation offre également un bon adossement à la recherche. Cependant, la formation souffre d'une baisse d'attractivité associée à une baisse du taux de réussite. De plus, le suivi de la formation pourrait être amélioré. Elle entretient peu de relations avec le monde socio-économique et culturel de la région et ne développe pas assez sa dimension professionnalisante. Enfin, le master manque de dispositifs d'internationalisation ainsi que d'un réseau de collaborations institutionnelles locales, régionales et internationales lui permettant de consolider son attractivité.

Le master *Lettres* s'inscrit dans la continuité de la licence *Lettres* proposée par l'établissement. L'équipe pédagogique du master est très impliquée et met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées et définies en fonction du référentiel national. L'approche par compétences est progressivement mise en place dans la pratique pédagogique et dans la variété des modalités d'évaluation proposées aux étudiants. La formation associe, aux pratiques pédagogiques traditionnelles, des activités innovantes et même si elle ne prépare pas aux humanités numériques, elle prend en compte les outils numériques pédagogiques, notamment afin de proposer une partie des enseignements (100 heures maquette) en distanciel synchrone et asynchrone, ce qui peut faciliter l'accès aux enseignements pour les étudiants empêchés. En revanche, le suivi de l'insertion professionnelle reste fragile, les enquêtes menées par l'établissement étant trop lacunaires. Cela dit, le suivi personnel mené par les enseignants de la formation permet d'observer une insertion de 67 % à 30 mois, notamment dans la fonction publique, et une poursuite en doctorat plutôt satisfaisante au vu du nombre limité d'étudiants (six doctorants en quatre ans).

Le master *Lettres* bénéficie d'un bon adossement à la recherche, avec un taux d'encadrement favorable. Neuf enseignants-chercheurs titulaires appartenant aux sections disciplinaires de la formation (9 et 10), dont trois professeurs et deux maîtres de conférences HDR, assurent la presque totalité des enseignements de la maquette. La formation comporte plusieurs enseignements à et par la recherche (40 heures de la maquette) durant lesquels les étudiants organisent eux-mêmes des séminaires et mini-colloques où ils présentent l'avancement de leur travail à l'équipe pédagogique. Les laboratoires de recherche locaux (Déplacements, Identités, Regards, Écritures - DIRE et Laboratoire de recherche sur les espaces Francophones et Créoles - LFC) accueillent des étudiants en stage (deux par an) et associent les étudiants à leurs activités. Les étudiants reçoivent une formation méthodologique et déontologique, disciplinaire et peuvent bénéficier du soutien ponctuel des services de documentation et des bibliothèques de l'établissement.

Cependant, la chute de l'attractivité et du taux de réussite est préoccupante. L'attractivité du master *Lettres* a connu une baisse entre 2020 et 2023 significative, passant de 16 à 10 inscrits en M1 et de 24 à 17 inscrits en M2 (baisse sur l'ensemble de la formation de 40 à 27 inscrits). On constate également un taux d'échec en augmentation : le nombre de diplômés a baissé de 50 % en trois ans (15 diplômés en 2020-2021 pour seulement 7 en 2022-2023), et le nombre d'étudiants ayant besoin de redoubler pour valider le diplôme est en augmentation (plus de 50 % pour le M2).

Par ailleurs, le suivi de la formation par l'établissement est insuffisant. Le suivi des étudiants est assuré par l'équipe pédagogique, faute d'enquêtes systématiques et de données accessibles par le biais de l'établissement. Il est assuré par le conseil pédagogique, qui se réunit deux fois par an, et par un conseil de perfectionnement associant enseignants, étudiants et personnel administratif une fois par an.

Mises à part les initiatives personnelles des enseignants-chercheurs, le master *Lettres* entretient peu de relations avec le monde social, économique et culturel de la région, et ne manifeste pas de volonté professionnalisante, en dehors des métiers de l'enseignement et de la recherche. La formation ne comporte pas d'enseignants issus des milieux socio-professionnels proches de la discipline et ne propose pas de formation continue (la formation en alternance n'est pas propre à la discipline). En revanche, elle prévoit un stage obligatoire, durant le second semestre de la deuxième année, de 70 heures (deux semaines), validé par un rapport de stage. Ce stage est réalisé prioritairement dans les établissements de l'éducation nationale, dans les laboratoires de l'université ou en entreprise. Ce stage est peu valorisé en termes de crédits, ECTS.

Enfin, la dimension internationale de la formation n'est pas suffisamment développée et manque de partenariats institutionnels locaux ou régionaux. Si les enseignants-chercheurs font preuve d'un dynamisme dans la recherche internationale, la formation ne bénéficie d'aucune collaboration institutionnelle formalisée, ni au niveau local ni au niveau international. La mobilité étudiante entrante et sortante est presque inexistante, même si quelques rares étudiants étrangers peuvent bénéficier ponctuellement d'enseignements de la formation. L'enseignement de langues étrangères est également en deçà des attentes de l'internationalisation, avec seulement 20 heures étudiant par année. La certification en langue étrangère n'est pas systématiquement proposée non plus, ce qui peut expliquer aussi la faiblesse de la mobilité étudiante. Il faut aussi tenir compte de la réalité économique et sociale de l'île, et du surcout provoqué par l'éloignement des destinations potentielles.

Conclusion

Points forts

- Une équipe pédagogique très impliquée ;
- Des pratiques pédagogiques diversifiées et une approche par compétences en déploiement ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Une chute sensible des inscriptions en première année ;
- Un taux de réussite faible ;
- Un stage trop court et peu valorisé en termes de crédits ECTS ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Aucune intervention de professionnels dans la formation ;
- Peu de diversité des débouchés professionnels ;
- Une internationalisation fragile.

Recommandations

- Renforcer l'attractivité de la formation en améliorant la communication sur le master et ses débouchés pour enrayer la chute des inscriptions.
- Améliorer le taux de réussite en mettant par exemple en place des remédiations.
- Allonger la durée du stage et mieux le valoriser en termes de crédits ECTS.
- Intégrer des professionnels dans les enseignements.
- Faire évaluer les enseignements par les étudiants.
- Diversifier les débouchés professionnels en développant par exemple des réseaux de collaborations avec des institutions culturelles et patrimoniales locales, avec des entreprises du livre, de la communication et de la culture.
- Développer la dimension internationale.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une chute sensible des inscriptions en première année ;
- Un taux de réussite faible ;
- Une professionnalisation lacunaire avec une expérience en milieu professionnel trop courte et peu valorisée en termes de crédits ECTS, et une absence de professionnels dans les enseignements ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants.

MASTER COMPTABILITÉ - CONTRÔLE - AUDIT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Comptabilité - contrôle - audit* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Comptabilité - contrôle - audit*. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 934 heures étudiant. La formation se situe sur le site de la Victoire. Elle compte en 2022-2023 57 étudiants et 28 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Comptabilité - contrôle - audit* (CCA) a une place cohérente dans l'offre de formation de son établissement, en témoigne son ouverture à divers publics dont notamment les étudiants de L3 *Gestion*, du DCG (diplôme de comptabilité et de gestion) et de la mise en place de projet commun avec la filière marketing. La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche et a développé de bonnes relations avec le monde socio-économique. L'attractivité, la réussite, l'insertion professionnelle ainsi que la démarche d'amélioration continue de la formation sont bonnes. Toutefois, il est nécessaire de renforcer les moyens de la formation pour lui permettre d'atteindre et de consolider ses objectifs.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche. Neuf enseignants-chercheurs (gestion, droit et économie) dont huit rattachés au laboratoire CEMOI (centre d'économie et de management de l'océan Indien) enseignent dans la formation pour un volume de 31,5 % (295 heures/934 heures) des heures de la maquette. Les étudiants sont sensibilisés aux thématiques de recherche des enseignants-chercheurs et certains choisissent des thématiques qui se rapprochent des recherches de leurs enseignants. 110 heures sont consacrées à la formation à et par la recherche (quantitative et qualitative). Les exigences du mémoire de fin de formation ont été revues afin de se conformer aux exigences de l'UE 7 du DSCG et permettre aux étudiants de se présenter à cette UE sur le plan national. Les étudiants sont formés à la méthodologie de recherche (accès aux bases de données en ligne telle que CAIRN, etc.) ainsi qu'à l'utilisation d'outils spécifiques (Zotero, veille documentaire, etc.).

La formation entretient des relations solides avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. Elle fait partie des 44 masters CCA proposés par les universités en France. Elle dispose ainsi de nombreuses années de conventions de partenariat avec la profession comptable (Conseil régional de l'ordre des experts-comptables – CROEC et Compagnie régionale des commissaires aux comptes – CRCC), et depuis 2017, d'un partenariat avec Antenne Réunion et le CPME Réunion dans le cadre du Trophée « Entreprise et territoire » avec la présence de grands acteurs professionnels (Air France, Urcoopa, région Réunion, CPME, Antenne Réunion, Zeop, Banque Delubac, Groupama OI). 21 professionnels enseignent dans la formation pour un volume de 49,2 % (460 heures/934 heures) des heures de la maquette. Les étudiants en formation initiale classique bénéficient de 28 semaines de stage contre 37 pour les étudiants en alternance.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont bien adaptés pour permettre son ouverture à l'international. Les contenus et les dispositifs de la formation sont suffisants pour permettre son ouverture à l'international. Conformément à l'UE6 du DSCG, l'anglais des affaires est proposé dans la formation tout comme d'autres formations (séminaires socio-économiques en anglais, grand oral, lectures des articles de recherche en anglais). 120 heures (12,8 % des heures étudiants de la maquette) de cours de langue anglaise et de spécialité sont proposées dans la formation (cours en anglais de 20 heures en M1 et 40 heures en M2). En moyenne, sept étudiants obtiennent le TOEIC (*Test of English for International Communication*) chaque année. La formation bénéficie d'un partenariat avec l'université de Mc Gill au Canada même si pour l'instant aucun étudiant ne s'est engagé à la mobilité sortante. Néanmoins, la formation a bénéficié de deux mobilités entrantes en 2022.

Le suivi des flux des candidatures et des inscriptions permet de mesurer et d'améliorer l'attractivité de la formation auprès de ses différents publics. Les étudiants proviennent principalement des DCG locaux ou nationaux et de la L3 option finance comptabilité, ou encore de L3 CCA de métropole avec une part croissante des étudiants en DCG. La formation participe aux journées portes ouvertes et communique activement auprès des étudiants de DCG et de l'IUT ainsi que de l'IAE en général. Les étudiants proviennent à 95 % du territoire de La Réunion. Une partie importante de néo-entrants en M1 provient de la L3 option *Finance comptabilité*.

La formation suit la réussite de ses étudiants et analyse les causes des échecs. Elle affiche un excellent taux de réussite. Les taux de réussite s'établissent à 90 %, 82 %, 93 % en M1 et 81,8 %, 93,7 %, 92,3 % en M2 respectivement pour les années 2021, 2022 et 2023. La plupart des étudiants en échecs en M1 proviennent de L3. L'échec en M2 est essentiellement le fait de mémoire de fin de formation non rendu par les étudiants. La formation pourrait renforcer davantage l'accompagnement des étudiants en M1 en provenance de L3 par des cours de mise à niveau en début d'année et identifier en amont les étudiants en M2 en difficulté afin qu'ils puissent rendre leur mémoire dans l'année.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Tous les étudiants de la formation ayant validé le master1 poursuivent la formation en M2. Aucun diplômé de la formation ayant répondu à l'enquête n'est en recherche d'emploi après 30 mois. Dans une moindre mesure, quelques étudiants (deux à huit par année) réussissent les UE du DSCG.

Le bon processus d'évaluation interne permet de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement avec une composition équilibrée (enseignants, élus étudiants et anciens étudiants invités, chef de département, représentant de l'administration, représentants du monde socio-économique-CROEC, CRCC et ANECS). Elle a mis en place une évaluation des enseignements par les étudiants avec de bons taux de retours, 52 %, 28 % et 82 % respectivement en 2021, 2022 et 2023.

Toutefois, tous ces éléments positifs peuvent être compromis si les moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs de la formation ne sont pas renforcés. La formation compte sept enseignants et enseignants-chercheurs permanents (dont deux MCF et deux PRAG) contre 21 enseignants non permanents. Une collègue en disponibilité n'a pas été remplacée, ce qui peut mettre en tension la charge d'enseignement des enseignants permanents qui pour l'instant est comblée par le recours aux enseignants non permanents.

Conclusion

Points forts

- Une formation avec une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement ;
- Un adossement à la recherche satisfaisant ;
- De bonnes relations avec le monde socio-économique avec une intégration de nombreux éléments de professionnalisation ;
- Une bonne qualité de recrutement et d'attractivité ;
- Un bon suivi de la réussite des étudiants et d'analyse des causes des échecs ;
- Une bonne insertion professionnelle ;
- Des contenus et des dispositifs bien adaptés pour l'ouverture à l'international ;
- De bons processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue.

Point faible

- Un sous encadrement important par des titulaires qui est un frein à la réalisation des objectifs.

Recommandation

- Renforcer l'encadrement par des enseignants permanents.

MASTER DROIT DES AFFAIRES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Droit des affaires* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Droit des affaires*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 949 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 38 étudiants et 39 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La mention de master *Droit des affaires* est en cohérence avec l'offre de formation et en adéquation avec la politique de l'établissement. Professionnalisante, la formation est ancrée dans le tissu socio-économique, les instances locales du monde de l'entreprise. Très attractive, elle apporte aux étudiants des compétences répondant aux besoins professionnels du droit et du chiffre, ce qui se traduit par une très bonne insertion professionnelle. Les enseignants n'hésitent pas à diversifier leurs méthodes pédagogiques et la formation propose un programme pédagogique progressif et structuré, correspondant aux compétences visées et les taux de réussite sont bons. Le master *Droit des affaires* est adossé à la recherche de manière conséquente de par sa proximité avec le Centre de recherches juridiques de l'université de La Réunion. Le processus d'amélioration continue opéré par le comité de perfectionnement ne paraît pas suffisant afin d'analyser la situation et d'y remédier. Il y a peu de partenariats régionaux qui sont officiels et formalisés ; il en est de même de l'ouverture à l'international, laquelle apparaît trop réduite.

La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres masters juridiques de l'établissement et s'inscrit dans la stratégie de l'établissement. Au niveau local, la mention *Droit des affaires* complète bien l'offre de formation juridique de l'université de La Réunion. Les objectifs et la pédagogie du master *Droit des affaires* sont conformes aux bonnes pratiques observables dans cette formation proposée dans d'autres universités françaises. La mention *Droit des affaires*, de ce point de vue, est peu originale. Elle se distingue toutefois par la richesse de ses enseignements, la qualité des intervenants, dont certains viennent d'autres universités françaises. De plus, la mention *Droit des affaires* s'inscrit bien dans le prolongement de la licence *Droit* de l'établissement. De la sorte, il contribue à l'augmentation du niveau d'étude des insulaires, ce qui est l'un des axes stratégiques de l'université de La Réunion.

La formation est ancrée dans le tissu socio-économique local. On note une réelle volonté d'adapter le contenu de la formation aux besoins socio-économiques et spécifiquement aux besoins d'entreprises ou d'organisations relevant de secteurs variés (cabinets d'avocats, études notariales, mandataires judiciaires, services juridiques d'entreprises, collectivités locales, etc.). Le master *Droit des affaires* intègre la pluridisciplinarité en proposant à ses étudiants des enseignements transversaux et très pertinents concernant le monde de l'entreprise et des affaires. De nombreux enseignements sont orientés vers la gestion et le commerce comme le montrent les exemples des cours de contrats d'affaires, du droit de la concurrence, du droit des entreprises en difficulté, ou encore en comptabilité et en informatique même si on peut noter une absence du droit des transports. La formation entretient des liens très étroits avec les professionnels du droit. Ainsi, 21 professionnels assurent 203 heures d'enseignement, ce qui est conséquent. De plus, des séminaires professionnels avec eux sont également organisés. Le master *Droit des affaires* permet une préprofessionnalisation de ses étudiants par un stage assuré chaque année. Toutefois, celui-ci apparaît trop court : il est de seulement un mois en première année de master (M1) et deux mois en seconde année (M2). Ceci se traduit par une très bonne insertion professionnelle (11 personnes en emploi sur 12 répondants).

La formation propose un programme pédagogique progressif et structuré, correspondant aux compétences visées et les taux de réussite sont bons. Le master *Droit des affaires* repose sur une approche par compétences (APC) se référant à la fiche 38159 du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

Le programme, le contenu et le volume horaire de la formation permettent bien l'acquisition des compétences visées. L'approche par compétences mise en œuvre apparaît tout à fait satisfaisante. Les modalités de contrôles de connaissances sont elles aussi adaptées. Des compétences complémentaires en informatique (PIX, PIX 2) particulièrement utiles pour cette formation sont bien proposées aux étudiants via un enseignement à distance. Certains enseignements se font en classe inversée ou sont consacrés à l'étude de cas pratiques, ce qui est adapté à une formation professionnalisante. Sinon, l'ensemble des cours et travaux dirigés restants repose sur un mode classique et éprouvé de pratiques pédagogiques par des enseignements en présentiel. Une part très importante et très satisfaisante des enseignements sont assurés par des enseignants-chercheurs (16 enseignants-chercheurs assurant à eux seuls 544 HTD) rattachés au Centre de recherche juridique. Les taux de réussite des étudiants sont tout à fait corrects (en M1, ils oscillent entre 63 % et 75 % ; en M2, entre 92 % et 100 %).

L'adossement à la recherche de cette formation de niveau master est très satisfaisant. Le master *Droit des affaires* est adossé à un laboratoire, le Centre de recherche juridique, et chaque année, les étudiants organisent, plusieurs manifestations scientifiques en lien avec leur domaine de spécialité. Au sein du master, une véritable formation à la recherche est prévue, avec des enseignements en méthodologie de la recherche, la réalisation d'écrits académiques facultatifs en M1 et obligatoires en M2, l'accès au laboratoire de recherche, mais aussi à l'initiative bienvenue d'organisation de manifestations scientifiques. De manière pertinente, est proposé aux étudiants un enseignement spécifique dédié à la méthodologie de la recherche en Droit, ainsi qu'un cours de déontologie du juriste. Les enjeux du développement durable, qui est l'un des axes stratégiques de l'établissement, sont aussi intégrés à la formation. Les étudiants sont sensibilisés à la transition écologique de manière transversale. Ils abordent les thèmes du gaspillage, de l'obsolescence programmée, de l'information du consommateur sur l'écologie, etc., en concertation avec la recherche par l'organisation d'un colloque sur le *Droit de l'environnement*. Si la formation à la recherche pourrait encore davantage être développée, la mention *Droit des affaires* constitue un bon vivier de doctorants. De nombreux candidats sortent de la mention « droit des affaires » pour entamer une carrière universitaire (entre 2019 et 2023, cinq doctorants ont soutenu une thèse dont un a été recruté récemment en qualité de maître de conférences ; trois anciens du master sont actuellement en thèse).

Le processus d'amélioration continue doit être amélioré afin d'améliorer le suivi de l'insertion professionnelle et l'attractivité de la formation et le conseil de perfectionnement gagnerait à intégrer des professionnels. Si la formation jouit d'une bonne attractivité qu'elle développe fortement et suit de près auprès de ses différents publics au regard du nombre de dossiers déposés chaque année, le dossier ne donne aucun élément sur la manière dont la formation suit le flux des candidatures et cherche à améliorer l'attractivité de sa formation. La formation analyse trop sommairement l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Si les conseils de perfectionnement existent, les rapports restent quant à eux trop peu détaillés. Surtout, ils ne sont pas conformes, car l'inclut pas de professionnels. Si le dispositif de FC est mis en place, il reste, à l'heure actuelle, trop limité. De même, aucune ouverture de la formation à l'alternance n'est envisagée.

Enfin, ne sont suffisamment mis en exergue les partenariats académiques locaux et régionaux, ainsi que nationaux, notamment avec les universités métropolitaines proposant, elles aussi, le master *Droit des affaires*. Ces partenariats formalisés auraient pourtant du sens au regard de la situation géographique de l'Île de La Réunion. Il en est de même des partenariats internationaux. S'il existe au niveau de la zone Indianocéanique avec l'université de Madagascar ou encore l'Institut de formation des professionnels de droit de l'Île Maurice, ils mériteraient d'être renforcés.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans la politique de l'établissement ;
- Une formation professionnalisante attractive ;
- Une bonne insertion professionnelle ;
- Une approche par compétences et des méthodes pédagogiques solides ;
- Un adossement à la recherche très satisfaisant.

Points faibles

- Un suivi des flux de candidatures, de l'insertion professionnelle et de la qualité des enseignements insuffisants ;
- Un conseil de perfectionnement n'intégrant pas de professionnels et peu efficace ;
- Peu de partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.

Recommandations

- Renforcer le pilotage et l'amélioration continue avec un suivi des candidatures et du parcours des étudiants.
- Intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
- Développer des partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.

MASTER DROIT DU PATRIMOINE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Droit du patrimoine* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours : *Droit notarial* et *Ingénierie juridique du patrimoine*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 951 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 64 étudiants et 40 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La mention *Droit du patrimoine* est en adéquation avec la politique de l'établissement sur plusieurs aspects par son fort ancrage insulaire et ses fortes relations avec le tissu socio-économique. Professionnalisant, attractif, adossé à la recherche de manière satisfaisante de par sa proximité avec un laboratoire (le Centre de recherche juridique de l'université de La Réunion (CRJ)), ce master apparaît bien piloté par l'équipe pédagogique en présentant un bon taux de réussite des étudiants. En revanche, même si la formation s'affiche comme professionnalisante (la formation continue (FC) ainsi que les dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou professionnels (VAP) sont disponibles et accessibles), ces dispositifs demeurent en pratique peu utilisés. Enfin, il y a peu de partenariats régionaux qui sont officiels et formalisés ; il en est de même de l'ouverture à l'international, laquelle apparaît trop réduite.

Attractive, la formation présente un fort ancrage insulaire, conformément à l'un des axes stratégiques de l'université de La Réunion. Cela se traduit non seulement par des relations étroites avec le milieu socio-économique local et les instances du notariat et des banques assurance mais également par la volonté explicite de l'équipe pédagogique en charge du master *Droit du patrimoine* d'adapter les objectifs et le contenu de la formation aux besoins spécifiques des entreprises spécialisées en ingénierie patrimoniale (études notariales, cabinets d'avocats, banques ou assurances). Le contenu du master *Droit du patrimoine* s'est d'ailleurs adapté à la réforme de la formation professionnelle des notaires. Enfin, attractif, ce master a des candidats venant de La Réunion, de la France métropolitaine et même de l'étranger (sur 212 candidatures, 86 sont retenues).

La formation est, sans ambiguïté possible, professionnalisante et l'approche par compétences est amorcée. La professionnalisation se décline en différents aspects. Tout d'abord, les compétences visées relèvent bien de la fiche 38196 du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). En découle un programme pédagogique conséquent, progressif et bien structuré. Les éléments de professionnalisation consistent en l'intervention importante de professionnels du Droit (203 heures pour 21 intervenants professionnels) ; deux stages en première année (M1) et en seconde année (M2) d'une durée respective d'un, puis deux mois ; des séminaires professionnels ou encore le recours à des études de cas. Les pratiques pédagogiques, classiques, reposent sur des enseignements en présentiel, parfois selon la modalité de classe inversée. Des dispositifs d'acquisition des compétences complémentaires en informatique (PIX, PIX 2) sont inscrits à la formation, ce qui est pertinent. Une approche par compétences a été débutée et est justifiée dans la maquette et la fiche RNCP.

La formation bénéficie d'un vrai adossement à la recherche, et ce conformément aux attendus d'un master, mais pouvant à terme être renforcé. L'adossement à la recherche existe. Il est ici très satisfaisant. La mention de master *Droit du patrimoine* est notamment adossée à l'axe « Patrimoine et personnes » du CRJ rattaché à l'université de La Réunion, la mention intègre une formation à la recherche, notamment avec la rédaction obligatoire d'un mémoire de recherche en M1 et en M2 ou encore la participation des étudiants aux colloques académiques. De plus, une part très importante, et très satisfaisante, des enseignements sont assurés par des enseignants-chercheurs (17 enseignants-chercheurs assurant à eux seuls 561 heures de formation) issus du CRJ. Deux pistes d'amélioration pourraient être notées. La première concerne le volume horaire trop faible (cinq heures) concédé à la méthodologie de la recherche. Ce volume reste insuffisant au regard des ambitions d'un travail de master et des besoins des étudiants. La seconde concerne l'absence d'une initiation à la déontologie et l'intégrité scientifiques du juriste. L'accueil au sein du CRJ pourrait également être développé.

La formation est bien pilotée et les taux de réussite sont très satisfaisants. Ainsi, les rapports du conseil de perfectionnement (dans lequel un notaire siège comme membre professionnel) démontrent un investissement pédagogique et administratif de la part des différents intervenants. Les résultats des étudiants sont très bons. En M1, sur 32 étudiants inscrits, 32 ont validé tous les crédits ECTS en 2022-2023 ; en M2, sur 32 étudiants inscrits, 28 ont validé tous les crédits, ECTS.

Pour ce qui concerne la professionnalisation, le dispositif de FC est mis en place, mais il reste, à l'heure actuelle, bien trop limité alors que la formation s'y prête (deux stagiaires de FC seulement pour 2022-2023 ; zéro pour les autres années ; zéro VAE ; zéro VAP). De plus, la formation n'est pas encore ouverte à l'alternance alors que des opportunités d'emplois existent.

Ne sont suffisamment mis en exergue les partenariats académiques locaux et régionaux, ainsi que nationaux, avec notamment des universités métropolitaines délivrant cette mention de master. De tels partenariats auraient pourtant du sens au regard de la situation géographique de La Réunion. Il en est de même des partenariats internationaux, existants (université de Madagascar ou encore avec l'Institut de formation des professionnels de droit de l'Île Maurice).

Conclusion

Points forts

- Une formation inscrite dans la politique de l'établissement en matière d'ancrage insulaire ;
- Une formation réellement professionnalisante ;
- Un adossement à la recherche satisfaisant ;
- Un taux de réussite très satisfaisant.

Points faibles

- Un volume horaire d'enseignement à la recherche trop faible ;
- Un dispositif de FC limité et une formation par l'alternance inexistante ;
- Peu de partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.

Recommandations

- Augmenter le volume horaire d'enseignement à la recherche.
- Développer les dispositifs de formation continue et par l'alternance.
- Développer des partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.

MASTER DROIT PUBLIC

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Droit public* de l'université de La Réunion est une formation comprenant quatre parcours : *Prépa Talents du service public*, *Droit public*, *Droit de l'action publiques et des libertés*, *Droit public des affaires*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 1 728 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 43 étudiants et 34 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La mention de master *Droit public* est en adéquation avec la politique de l'établissement et est bien ancrée localement. Elle permet aux diplômés de bien s'insérer professionnellement. Elle apporte aux étudiants des compétences répondant aux besoins professionnels aux métiers de la fonction publique. Les enseignants n'hésitent pas à diversifier leurs méthodes pédagogiques, notamment par l'organisation de procès fictifs, ce qui convient bien à ce type de formation. Les taux de réussite sont satisfaisants. Le master *Droit public* est adossé à la recherche de manière conséquente de par sa proximité avec le Centre de recherches juridiques de l'université de La Réunion (UR). Cependant, le pilotage de la formation n'est pas satisfaisant - rien ne permet d'apprécier le devenir des étudiants ni la façon dont l'attractivité de la formation est travaillée - et la démarche d'amélioration continue pourrait être améliorée. Peu de partenariats régionaux sont officiels et formalisés. Il en est de même pour ce qui concerne l'ouverture à l'international.

La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres masters juridiques de l'établissement et elle est en adéquation avec la stratégie de l'UR. Au niveau local, la mention *Droit public* complète bien l'offre de formation juridique de l'établissement. Les objectifs et la pédagogie du master *Droit public* sont conformes aux bonnes pratiques observables dans cette formation proposée dans d'autres universités françaises. La mention *Droit public* s'avère importante pour la formation des étudiants habitant dans le ressort du bassin d'emploi de la région de La Réunion, mais aussi au sein de la zone Indiana-Océanique (Madagascar, Mayotte, Les Comores, Maurice, Mozambique) conformément aux objectifs de l'établissement. Le master se distingue par la richesse de ses enseignements et de ses intervenants, dont certains, professeurs invités, viennent d'autres universités françaises. De plus, la mention *Droit public* s'inscrit bien dans le prolongement de la licence *Droit* de l'établissement. De la sorte, il contribue à l'augmentation du niveau d'étude des insulaires, ce qui est l'un des axes stratégiques de l'université de La Réunion.

La formation est bien ancrée localement avec de fortes relations avec le monde socio-économique (tant avec les acteurs publics que privés) et est professionnalisante, même si la part des professionnels dans les enseignements interroge. On note une réelle volonté d'adapter le contenu de la formation aux besoins socio-économiques des organismes publics par la conclusion de partenariats (CINOR, Saint-Pierre, SPL énergie). L'ouverture d'une prépa-talent contribue au rayonnement de la mention du fait de ses partenaires importants. Le master *Droit public* intègre la pluridisciplinarité en proposant à ses étudiants des enseignements transversaux et pertinents. De nombreux enseignements sont orientés vers la connaissance des emplois dans le public comme le montrent les exemples des cours droit public économique, du droit de la concurrence ou contentieux des libertés, ou encore le droit des collectivités locales. Le master *Droit public* permet une préprofessionnalisation de ses étudiants par un stage assuré chaque année (entre deux et trois mois en 2^e année). La formation entretient des liens très étroits avec les professionnels du droit par l'enseignement et l'ouverture du M2 *Droit public* à l'alternance. Cependant, on note que les huit professionnels n'assurent que 154 HTD heures d'enseignement sur 899 HTD de la formation, le ratio de 8,91 % étant peu élevé.

Affichant des taux de réussite satisfaisants, la formation propose un programme pédagogique progressif et structuré avec un référentiel de compétences correspondant aux compétences visées et une évaluation des compétences attendues et acquises par les étudiants. Le dossier aurait mérité sur ce point d'être explicité sur les modalités de mise en œuvre de cette nouvelle approche avec les éventuelles difficultés rencontrées. Des compétences complémentaires en informatique (PIX, PIX 2) sont inscrites à la formation ; elles reposent sur un enseignement à distance. Certains enseignements se font en classe inversée ou sont consacrés à l'étude de cas pratiques, ce qui est adapté à une formation professionnalisante ou à l'organisation de procès fictifs particulièrement stimulants. Une part très importante des enseignements est assurée par des enseignants-chercheurs (18 enseignants-chercheurs et non permanents assurant à eux seuls 663 sur les 899 HTD) rattachés au Centre de recherche juridique. La formation affiche des taux de réussite satisfaisants (en 1^{ère} année, le taux oscille entre 77 et 93 % ; en M2, il est de 100 %).

L'adossement à la recherche de cette formation de niveau master est très satisfaisant. Le master *Droit public* est adossé à un laboratoire, le Centre de recherche juridique. Au sein du master, une formation à la recherche spécifique est prévue, avec des enseignements en méthodologie de la recherche, la réalisation d'écrits académiques facultatifs en M1 et obligatoires en M2, l'accès au laboratoire de recherche, mais aussi à l'initiative bienvenue d'organisation et de présence aux manifestations scientifiques. De manière pertinente, sont proposés aux étudiants un enseignement spécifique dédié à la méthodologie de la recherche en Droit, ainsi qu'un cours de déontologie du juriste (15 HTD). Les enjeux du développement durable, qui est l'un des axes stratégiques de l'établissement, sont aussi intégrés à la formation. Les étudiants sont sensibilisés à la transition écologique de manière transversale.

Le pilotage de la formation n'est pas satisfaisant, rien ne permet d'apprécier le devenir des étudiants, ni la façon dont l'attractivité de la formation est travaillée et la démarche d'amélioration continue pourrait être améliorée. Même si les conseils de perfectionnement sont bien rédigés et bien détaillés pour connaître le master, la formation analyse trop sommairement l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés. Il est ainsi impossible de se faire une idée du marché de l'emploi dans lequel s'insèrent les diplômés du master. Si la formation jouit d'une bonne attractivité, mais qui reste locale, le dossier d'autoévaluation envoyé au Hcéres ne donne aucun élément sur la manière dont son équipe pédagogique suit le flux des candidatures et cherche à améliorer l'attractivité du master. Par ailleurs, il est à noter que le conseil de perfectionnement n'inclut ni de professionnels ni de membres de l'administration. Si le dispositif de FC est mis en place, il reste, à l'heure actuelle, trop limité. Seule la deuxième année de master de droit public est ouverte à la formation continue (contrat de professionnalisation) et à l'alternance (contrat d'apprentissage) avec un succès certain (deux/trois de la promotion du M2 *Droit public* sont en alternance. Cet essai réussi pourrait être généralisé à l'ensemble de la mention qui pourrait être ouverte à la formation continue et à l'alternance.

Enfin, ne sont pas suffisamment mis en exergue les partenariats académiques locaux, régionaux et nationaux. La formalisation de tels partenariats aurait pourtant du sens au regard de la situation géographique de l'Île de la Réunion.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans la politique de l'établissement ;
- Une formation professionnalisante attractive.

Points faibles

- Un suivi des flux de candidatures, de l'insertion professionnelle et de la qualité des enseignements insuffisant ;
- Un conseil de perfectionnement qui gagnerait à inclure des administratifs et des professionnels ;
- Un dispositif de formation continue et une formation par l'alternance à généraliser ;
- Peu de partenariats internationaux formels et pérennes.

Recommandations

- Renforcer le suivi des candidatures et des étudiants.
- Renforcer l'amélioration continue en rendant plus efficace et plus complet le conseil de perfectionnement.
- Généraliser les dispositifs de formation continue et par l'alternance.
- Développer des partenariats internationaux formels et pérennes.

MASTER ÉCONOMIE APPLIQUÉE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Économie appliquée* (EA) propose en première année (M1) deux parcours : le parcours EA (M1 EA) et le parcours EA-PTSP (M1 EA-PTSP). La seconde année (M2) se compose d'un tronc commun et de deux parcours distincts : le parcours *Développement durable et aménagement du territoire* (DDAT) et le parcours *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise* (MQME). Le master EA est proposé exclusivement en formation initiale. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie. Le volume horaire étudiant pour l'ensemble du cycle est de 1 633 heures. Le nombre total d'enseignants, permanents et non permanents, intervenant dans la formation, est de 54.

Analyse globale

Le master EA est enraciné dans son environnement insulaire et s'inscrit en parfaite adéquation avec les objectifs stratégiques de l'établissement. La formation s'appuie sur un solide adossement à la recherche et dispose de moyens suffisants pour atteindre ses objectifs. Les relations avec le monde socio-économique régional sont satisfaisantes et le taux d'insertion professionnelle est bon.

Si la formation définit bien un processus d'évaluation interne et d'amélioration continue, celui-ci peut être amélioré pour augmenter les taux de réussite en M1 qui sont très faibles. De plus, le conseil de perfectionnement devrait intégrer des personnalités extérieures et à s'appuyer sur une évaluation des enseignements de meilleure qualité. L'approche par compétences (APC), trop embryonnaire, devrait être mise en œuvre systématiquement. L'internationalisation de la formation sur les zones visées par l'établissement mériterait d'être consolidée.

La formation est construite en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Ce master offre aux étudiants une formation économique approfondie, polyvalente, à la fois adaptée aux spécificités et aux besoins du territoire réunionnais, tout en étant ouverte sur des enjeux globaux. Ainsi, le master EA propose des enseignements consacrés aux spécificités du développement durable insulaire. Bien qu'accueillant un nombre d'étudiants assez réduit, la formation repose sur deux parcours judicieusement ciblés par domaines d'activité. Le parcours *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise* (MQME) prépare aux métiers des données, mais aussi des études ou de l'analyse économiques et le parcours *Développement durable et aménagement du territoire* (DDAT) forme des cadres publics se destinant notamment aux métiers de l'aménagement du territoire et de la gestion de projets publics. Le master EA s'aligne sur la stratégie de formation de l'université de La Réunion, en mettant l'accent sur des objectifs clés tels que l'élévation du niveau de diplomation à Bac+5 des jeunes Réunionnais, la réussite des étudiants, l'adaptation aux spécificités et besoins du territoire insulaire, mais aussi l'ouverture à des enjeux globaux comme celui du développement durable. À titre d'exemple, un module interdisciplinaire consacré à l'économie "bleue" est proposé de façon pertinente au sein du parcours DDAT. Par contre, par choix délibéré, raisonnable et justifié, le master EA est ouvert à la seule FI. Ce choix qui ne s'inscrit pas dans l'objectif de l'établissement de développer la formation tout au long de la vie (FTLV) permet de conserver une certaine cohérence en matière d'enseignements et éviter des conflits d'emplois du temps pouvant devenir ingérables.

La formation bénéficie d'un solide d'un adossement à la recherche et dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. 24 enseignants-chercheurs (EC) et chercheurs interviennent dans la formation, soit environ 45 % de l'effectif des intervenants dans le master EA. La plupart des EC sont des économistes relevant de la section 5 du Conseil national des universités (CNU), ce qui est pertinent pour un master EA. S'ajoutent des EC en *Droit public*, en *Science politique*, voire en *Biologie*, même si cela demeure marginal. Ce large spectre disciplinaire se justifie pleinement par le ciblage des différents parcours du master EA.

Le fort adossement académique du master EA de l'université de La Réunion passe aussi par une propédeutique à la recherche. Le master propose plusieurs enseignements préparant aux études doctorales. En particulier, en M1 comme en M2, les étudiants peuvent privilégier la réalisation d'un mémoire de recherche encadré par un EC. En M2, un module conséquent de 60 heures de formation à et par la recherche est proposé. Des stages en laboratoire peuvent être proposés aux étudiants dès le M1, même si cette option demeure mineure (un étudiant concerné en 2023). Enfin, le master EA coopère avec des organismes de recherche réputés dans le champ du développement durable, notamment en zone ultramarine, comme le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ou l'Institut de recherche sur le développement (IRD). Cette coopération passe par des stages proposés par le CIRAD et l'IRD. Il est toutefois regrettable que cette coopération soit souvent limitée à l'accueil des étudiants pour des stages alors qu'elle pourrait reposer sur des projets communs. La formation dispose des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. En tenant compte des effectifs d'étudiants accueillis (le nombre total d'inscrits administratifs dans la formation dans tout le cycle était de 49 en 2022-2023), l'équipe pédagogique est bien dotée, tant en enseignants permanents qu'en intervenants externes. En effet, 54 enseignants, permanents et non permanents, dont 24 enseignants-chercheurs et chercheurs, interviennent dans la formation. De plus, la répartition des heures d'enseignement entre les enseignants-chercheurs et les professionnels est équilibrée, garantissant ainsi une diversité dans les approches pédagogiques.

La formation entretient de bonnes relations avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. Huit professionnels (ingénieurs, consultants spécialistes de la responsabilité sociale et environnementale (RSE), délégué à la protection des données, etc.) interviennent dans la formation pour un volume d'environ 10 % (160 heures/1 633 heures) des heures de la maquette. L'embauche d'un professeur associé (PAST) à mi-temps témoigne de la volonté du master EA à préserver les liens avec des acteurs socio-économiques insulaires. Les étudiants sont préparés à l'insertion professionnelle à travers différentes unités d'enseignement (UE de conduite de projet, d'emploi de logiciels des métiers des données, etc.). 27 semaines d'expérience professionnelle sont obligatoires dans le cursus et 22 crédits (*European Credit Transfer and Accumulation System*, ECTS) sont accordés à cette expérience. Les autres dispositifs mobilisant les compétences des étudiants en situation professionnelle sont les projets tutorés et un enseignement à l'entrepreneuriat sanctionnés par l'obtention de six crédits, ECTS. Enfin, il existe un flux non négligeable de dossiers de validation des acquis personnels et professionnels (VAPP) : 11 en 2020, 20 en 2021, 9 en 2022 et 17 en 2023, malheureusement, le dossier d'autoévaluation ne permet pas d'apprécier la motivation de ces VAPP ou le devenir des candidats.

La formation analyse bien l'insertion professionnelle (IP) et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. D'après les enquêtes, bien informatives, l'IP à un an sur la période 2019-2022 est très bonne allant de 77 % à six mois à 100 % à un an, avec des taux de réponse entre 57 et 83 % des diplômés de la formation. Les salaires moyens perçus par les diplômés du master EA sont de l'ordre de 2 000 € (salaire net médian). 85 % des répondants qui occupent un emploi au moment de l'enquête se déclarent entièrement satisfaits du poste qu'ils occupent. Les données de cette enquête doivent toutefois être considérées avec prudence, car la taille de l'échantillon est faible (47 répondants au total sur les deux périodes).

Si la formation définit bien un processus d'évaluation interne et d'amélioration continue, celui-ci doit être amélioré pour augmenter les taux de réussite en M1 qui sont très faibles. Le conseil de perfectionnement devrait intégrer des professionnels. L'évaluation des enseignements par les étudiants en M1 et M2 se fait surtout de manière informelle à travers des échanges interpersonnels avec les étudiants, étant donné la petite taille des effectifs. Par ailleurs, un questionnaire anonyme est proposé aux étudiants via la plateforme Moodle depuis 2020-2021. Plusieurs critères sont soumis à l'appréciation des étudiants. Le taux de répondants pour les évaluations sur Moodle est en moyenne de 30 %, ce qui est faible. Il est donc nécessaire de travailler l'évaluation de la formation par les étudiants pour, entre autres, améliorer l'attractivité ainsi que les taux de réussite en M1 qui sont en moyenne inférieurs à 50 % durant la période. En effet, en M1, le taux de réussite était de 45,71 %, 57,14 % et 37,93 % en 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 respectivement. En M2, il était de 90,90 %, 86,36 %, et 100 % en 2020-2021, 2021-2022, et 2022-2023.

Les méthodes pédagogiques ne s'appuient pas sur une approche par compétences (APC) systématique, même si elle s'en inspire pour ce qui concerne certains aspects de la maquette actuelle de la formation. On note une certaine appréhension vis-à-vis de la mise en œuvre systématique de l'APC alors même que les parcours de la formation ciblent des domaines, des métiers assez précis. L'équipe pédagogique en charge du master EA a tout de même créé des référentiels de compétences spécifiques pour le M1 et pour chaque parcours du M2, utiles aussi bien pour les étudiants que pour la valorisation de la formation auprès du monde professionnel. La formation valorise les compétences acquises par les étudiants dans le cursus ou en dehors de celui-ci par, par exemple, des présentations auprès d'un public professionnel. On ignore toutefois l'effectivité de cette modalité d'évaluation des compétences. De même, la formation propose la certification Projet Voltaire (orthographe) et la certification PIX (numérique). Aucun étudiant n'a obtenu cette dernière entre 2020 et 2023.

Les contenus et les dispositifs de la formation pour permettre son ouverture à l'international sont insatisfaisants au regard des potentialités existantes. La formation propose 60 heures (soit 3,5 % des heures de la maquette) de langue anglaise, ce qui est très insuffisant. De plus, de façon surprenante, aucun étudiant n'a obtenu de certification en langue étrangère sur les trois années de l'évaluation réalisée par le Hcéres. En 2022-2023, quatre étudiants ont bénéficié d'une mobilité sortante et 11 d'une mobilité entrante. Le flux de mobilité entrante est plus important que celui de la mobilité sortante. Ce flux entrant provient en grande partie de Madagascar, ce qui est cohérent avec la politique d'internationalisation de l'université de La Réunion. Depuis plusieurs années, un partenariat a été conclu avec l'université catholique de Madagascar (UCM) ayant permis au master EA de bénéficier de mobilités entrantes d'étudiants malgaches bénéficiaires de bourses d'excellence. De façon plus générale, les candidatures en M1 issues de Campus France ont fortement chuté après 2020 (100 candidats CF en 2020, 19 en 2021, 16 en 2022 et 32 en 2023) alors que celles en M2 connaissent en revanche une croissance régulière : 12 en 2020, 13 en 2021, 16 en 2022 et 27 en 2023. Plus de la moitié des candidats de ces deux dernières années viennent d'universités malgaches. En 2023, la formation a noué un nouveau partenariat avec deux universités belges. Un étudiant du M1 EA a ainsi pu réaliser une mobilité d'un an en Belgique grâce à ce nouveau programme. Cet effort mériterait d'être amplifié.

Conclusion

Points forts

- Une formation en bonne adéquation avec la stratégie de l'établissement ;
- Un réel adossement à la recherche ;
- Des parcours professionnalisants, bien adaptés aux spécificités et aux besoins du territoire réunionnais ;
- Une insertion professionnelle satisfaisante.

Points faibles

- Un taux de réussite en M1 trop faible ;
- Un conseil de perfectionnement n'intégrant pas de professionnels ;
- Une évaluation des enseignements par les étudiants trop fragile pour une interprétation robuste ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Une internationalisation encore trop limitée.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite en mettant en place par exemple des pratiques de remédiation.
- Intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement et améliorer l'évaluation des enseignements.
- Faire aboutir la mise en œuvre de l'approche par compétences.
- Renforcer l'internationalisation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux de réussite en M1 trop faible ;
- Un conseil de perfectionnement n'intégrant pas de professionnels ;
- Une évaluation des enseignements par les étudiants trop fragile pour une interprétation robuste.

MASTER GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Gestion des ressources humaines* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Gestion des ressources humaines*. La formation est portée par l'unité de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 1 060 heures étudiant. La formation se situe sur le site de la Victoire. Elle compte en 2022-2023 55 étudiants et 30 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Gestion des ressources humaines* (GRH) est un direct *continuum* de la L3 *Éco-Gestion* et plus particulièrement du parcours *Gestion des RH* et se différencie des autres masters en gestion de l'établissement (*Marketing*, le master *Comptabilité-Contrôle-Audit*, le master *Management et administration des entreprises*). La formation a donc une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement. En outre, elle a développé de bonnes relations avec le monde socio-économique. L'insertion professionnelle, la démarche d'amélioration continue ainsi que l'attractivité et la réussite des étudiants sont bonnes. Toutefois, il est nécessaire de renforcer les moyens humains de la formation pour lui permettre à la fois de renforcer son adossement à la recherche et d'atteindre et de consolider ses objectifs. Aussi, les contenus et les dispositifs de la formation ne permettent pas son ouverture à l'international.

La formation entretient de bonnes relations avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. Elle a noué des contacts avec le réseau des RH de l'association ANDRH. 23 professionnels interviennent dans la formation pour un volume de 52,4 % (556 heures/1 060 heures) des heures de la maquette. Selon la formation, environ 40 % des modules sont assurés par des professionnels (gestion de la paie, droit, négociations sociales). Il est à noter que ce taux semble inexact au regard du nombre d'heures précisées par la formation et des heures de la maquette. La formation est dorénavant positionnée uniquement sur l'alternance.

La formation analyse bien l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Les taux de retour de l'enquête d'insertion professionnelle à 30 mois sont excellents (76 %, 76 % et 85 % sur les années 2021, 2022 et 2023). La formation a des taux d'insertions professionnelles très satisfaisants (89 %, 70 %, 91 % respectivement en 2021, 2022 et 2023). À l'issue de la formation, les étudiants trouvent un emploi, soit dans la structure dans laquelle ils ont réalisé leur alternance, soit sur le territoire réunionnais ou en métropole. Par conséquent, le taux de poursuite d'études est relativement faible (10 % en 2021, 3 % en 2022 et 3 % en 2023).

Le bon processus d'évaluation interne permet de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement avec une composition équilibrée (équipe pédagogique, représentant des étudiants, représentants du monde socio-économique et les représentants de l'administration). Ce conseil de perfectionnement permet de discuter et analyser les résultats des différentes enquêtes. Il a ainsi été décidé d'augmenter le volume horaire en gestion de la paie et en droit, pour répondre aux attentes des DRH (directeur des ressources humaines). La formation a mis en place une évaluation des enseignements par les étudiants. Selon la formation, l'évaluation permet de savoir quels sont les enseignants qui font l'unanimité (satisfaction) et ceux qui au contraire ne donnent pas du tout satisfaction (pas disponible, pas de support de communication). Un point d'attention ici : la formation ne doit pas confondre l'évaluation des enseignements et l'évaluation des enseignants eux-mêmes.

Le suivi des flux des candidatures et des inscriptions permettant de mesurer et d'améliorer l'attractivité de la formation auprès de ses différents publics est satisfaisant. Les étudiants de la formation viennent d'horizon divers (école de commerce, AES, faculté de droit, DECG, autres IAE, bachelor, ...). La formation assure sa visibilité via le site internet de sa composante et organise une soirée porte ouverte sur l'année. Ces actions sont satisfaisantes, mais peuvent être renforcées. La formation est attractive (189, 224, 218 de néo-candidats et 33, 38, 37 d'admis pour 20, 27 et 29 inscrits en 1^{ère} année respectivement sur les années 2021, 2022 et 2023).

La formation suit et analyse la réussite de ses étudiants de manière satisfaisante. La formation présente d'excellents taux de réussite (100 %, 96 % et 96 % en première année et 100 %, 92 % et 96 % en deuxième année respectivement sur les années 2021, 2022 et 2023). La formation met également en place des dispositifs d'accompagnement des étudiants en situation de handicap (par exemple dyslexie).

Les nombreux dispositifs spécifiques consacrés à la recherche ne peuvent compenser le faible encadrement par les enseignants-chercheurs. La formation ne compte que cinq enseignants-chercheurs en majorité de la section 06 qui ne réalise que 19,52 % (207 heures/1060 heures) des heures de la maquette. On note par ailleurs que 150 heures de cours sont consacrées à la formation à et par la recherche (initiation à la recherche, méthodes quantitatives et qualitatives en sciences de gestion). Aussi, les étudiants réalisent un mémoire en fin d'année et peuvent poursuivre en doctorat.

Les moyens nécessaires pour permettre à la formation d'atteindre ses objectifs sont insuffisants. La formation ne compte que cinq enseignants permanents contre 25 enseignants non permanents. Le faible taux d'encadrement d'enseignants permanents rend difficile l'atteinte et le maintien des objectifs de la formation, même si, la formation analyse et suit sa soutenabilité en relation avec le pôle relations entreprises de sa composante.

Néanmoins, la formation aux compétences linguistiques est trop faible pour permettre son ouverture à l'international. En effet, la formation ne consacre que 2,07 % (22 heures/1 060 heures) des heures de la maquette à l'apprentissage de l'anglais et de façon anecdotique, trois heures de cours en langue anglaise sont également proposées (cours de *GRH internationale*, simulations entretiens de recrutement).

Conclusion

Points forts

- De bonnes relations avec le monde socio-économique avec une intégration de nombreux éléments de professionnalisation ;
- Une formation avec une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement ;
- Une bonne insertion professionnelle ;
- Une bonne qualité de recrutement et d'attractivité ;
- Des taux élevés de réussite étudiante ;
- De bons processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant ;
- Un taux d'encadrement par des permanents très insuffisant qui est un frein à la réalisation des objectifs ;
- Des contenus et des dispositifs faibles pour l'ouverture à l'international ;
- Des enseignements en LVE très insuffisants.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche par un meilleur taux d'encadrement par les enseignants- chercheurs.
- Renforcer l'encadrement des permanents.
- Renforcer l'enseignement de l'anglais en s'assurant d'une répartition homogène sur tous les semestres.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un adossement à la recherche insuffisant ;
- Un taux d'encadrement par des enseignants permanents très insuffisant, qui est un frein à la réalisation des objectifs ;
- Des enseignements en LVE très insuffisants.

MASTER JUSTICE, PROCÈS ET PROCÉDURES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Justice, procès et procédures* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Justice, procès et procédures*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 1 045 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 46 étudiants et 29 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La mention de master *Justice, procès et procédures* est cohérente avec l'offre de formation et en adéquation avec la politique de l'établissement. Créée récemment en 2021, la formation affiche de bons taux de réussite. Attractive (184 candidats pour 38 places dont seuls 29 se sont inscrits en 2022-2023), elle apporte aux étudiants des compétences répondant aux besoins professionnels spécialisés en procédure. Les enseignants n'hésitent pas à diversifier leurs méthodes pédagogiques, ce qui convient bien à ce type de formation, notamment par l'organisation d'un procès fictif. Le master *Justice, procès et procédures* est adossé à la recherche de manière conséquente de par sa proximité avec le Centre de recherches juridiques de l'université de La Réunion et affiche de bons taux de réussite. Cependant, la formation n'est pas ouverte en formation continue ou ni encore à l'alternance. La formation reste également très peu ouverte sur l'international. Aucun partenariat pérenne n'a été formalisé et pérennisé.

La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres masters juridiques de l'établissement et s'inscrit dans la stratégie de l'établissement. La mention *Justice, procès et procédures* s'inscrit bien dans le prolongement de la licence *Droit* de l'établissement. Au niveau local, la mention *Justice, procès et procédures* complète bien l'offre de formation juridique de l'université de La Réunion. Les objectifs et la pédagogie du master *Justice, procès et procédures* de l'université de La Réunion sont conformes aux bonnes pratiques en faisant également venir des intervenants d'autres universités françaises.

Professionnalisante, la formation entretient des relations avec le monde socio-économique, les instances locales du monde de l'entreprise insulaire. On note une réelle volonté d'adapter le contenu de la formation aux besoins socio-économiques : cabinets d'avocats, tribunaux, commissaire de justice, greffier). Elle a noué de fortes relations avec le Conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) de la Réunion. Le master *Justice, procès et procédures* intègre la pluridisciplinarité en proposant à ses étudiants des enseignements transversaux sur la société (culture juridique et judiciaire ; criminologie ; sociologie du droit et de la justice ; conférences sur des faits de sociétés) afin de les préparer à des concours nationaux (examen d'entrée aux Écoles d'avocats - CRFPA et aux concours de l'école nationale de la magistrature ENM) et leur permettre de comprendre les enjeux sociaux et de droit sur des questions sensibles. De nombreux enseignements sont orientés vers les métiers juridiques et la procédure (procédure civile, procédure pénale, droit pénal, etc.), comme le montre la maquette, avec des spécificités comme l'organisation de procès fictifs. La formation entretient des liens très étroits avec les professionnels du droit par la mise en place de séminaires. De plus, le master *Justice, procès et procédures* permet une préprofessionnalisation de ses étudiants par un stage assuré chaque année.

La formation propose un programme pédagogique progressif et structuré, correspondant aux compétences visées avec de bons résultats. Le programme, le contenu et le volume horaire de la formation permettent bien l'acquisition des compétences visées. Le dossier aurait mérité des précisions sur la mise en œuvre de l'approche par compétences et les difficultés éventuelles rencontrées. Des compétences complémentaires en informatique (PIX, PIX 2) bienvenues sont inscrites à la formation ; elles reposent sur un enseignement à distance. Une part satisfaisante, des enseignements sont assurés par des enseignants-chercheurs (11 enseignants-chercheurs assurant à eux seuls 749 HTD) rattachés au Centre de recherche juridique.

La formation affiche de bons taux de réussite malgré le caractère récent de la formation (taux de réussite 75 % (15/20) en 2022 et 96 % (28/29) en 2023 pour la 1^{ère} année et 100 % (17/17) pour la 2^e année de master en 2023). Le conseil de perfectionnement est bien tenu avec des procès-verbaux permettant un suivi de la formation.

L'adossement à la recherche de cette formation de niveau master est très satisfaisant. Le master *Justice, procès et procédures* est adossé à un laboratoire, le Centre de recherche juridique, qui accueille des étudiants du M2 en stage (deux étudiants de la promotion de M2 2023-2024 ont été accueillis en stage au sein du CRJ en 2023-2024, l'un pour découvrir le métier d'enseignant-chercheur, l'autre s'est investi dans une recherche-action sur la question des violences intrafamiliales). Au sein du master, une formation à la recherche satisfaisante est prévue, avec des enseignements en méthodologie de la recherche, la réalisation d'écrits académiques, l'organisation de manifestations scientifiques. Le prix du meilleur mémoire de M2 2023 a ainsi été décroché par la major de promotion du M2 *Justice, procès et procédures*. De manière pertinente, est proposé aux étudiants un enseignement spécifique dédié à la méthodologie de la recherche en droit (15HTD). De manière également pertinente, une part satisfaisante des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs (11 enseignants-chercheurs assurant à eux seuls 749 HTD issus du Centre de recherche juridique, soit 71,67 % des heures de la maquette).

La formation n'est pas ouverte à la formation continue (contrats de professionnalisation) ou à l'alternance (apprentissage). On constate une absence de VAP / VAE. Le dossier souligne le peu de succès des VAP en pratique en raison notamment des difficultés se présentant pour les reprises d'études en M1 pour une personne ayant conservé une activité ou ayant une charge de famille. Ce sujet pourrait être abordé lors des conseils de perfectionnement afin d'envisager les pistes d'amélioration.

Enfin, on constate une absence d'ouverture à l'international de la formation. Les mobilités entrantes et sortantes demeurent très marginales. Le volume des langues étrangères pourrait également être renforcé (anglais obligatoire en 1^{ère} et 2^e année (42 HTD) ce qui représente 4 % des heures de la maquette, ce qui est très peu).

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans la politique de l'établissement ;
- Une formation professionnalisante attractive ;
- Un programme pédagogique progressif et structuré affichant de bons taux de réussite ;
- Un adossement à la recherche satisfaisant.

Points faibles

- Absence d'ouverture du master à la formation continue, aux contrats de professionnalisation et à l'alternance ;
- Absence d'ouverture à l'international et de partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.

Recommandations

- Envisager l'ouverture de la formation à l'alternance et aux contrats de professionnalisation.
- Développer des partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.
- Ouvrir la formation à l'international.

MASTER MANAGEMENT ET ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Management et administration des entreprises (MAE)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant trois parcours : *Création et développement d'entreprises innovantes (CDEI)*, *Cadre double compétences (CDC)*, *Sustainable Business Management*. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de La Réunion et contient 1 950 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 83 étudiants et 37 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master MAE proposé par l'IAE de la Réunion est cohérent avec l'offre de formation et la stratégie de l'établissement. La professionnalisation est l'un des marqueurs de ce master et l'insertion professionnelle est bonne même si les informations du dossier d'autoévaluation (DAE) ne permettent pas d'apprécier la qualité des emplois occupés par les diplômés. L'ouverture à l'international est très importante, même si elle est hétérogène selon les parcours. Les contenus de la formation sont conformes et les pratiques pédagogiques variées et l'approche par compétences (APC) est enclenchée sans être encore aboutie. Le taux de réussite est trop faible et on observe une baisse inexplicable des effectifs du parcours CDC. L'adossement à la recherche est problématique malgré la présence d'enseignants-chercheurs (EC) et l'attention accordée à la réalisation du mémoire. Si le conseil de perfectionnement se réunit effectivement, l'effectivité du processus d'amélioration continue semble limitée étant donné la persistance du problème de réussite des étudiants et le taux moyen d'adéquation entre les emplois occupés par les diplômés et l'objectif de la formation. Enfin, la pertinence et la soutenabilité du parcours destiné aux élèves-ingénieurs de l'ESIROI (École supérieure d'ingénieurs Réunion Océan Indien) se posent.

La formation est cohérente avec l'offre de l'université de La Réunion et avec la stratégie de cet établissement, mais le taux d'encadrement par les permanents est trop faible. Le master MAE est une formation historique et généraliste des IAE, il complète l'offre de masters spécialisés proposés par ailleurs par cette unité de formation et de recherche (UFR). L'IAE de La Réunion décline les spécificités du master MAE de façon originale. Il repose sur le parcours classique CDC, dont une branche concerne les élèves-ingénieurs de l'ESIROI, le parcours CDEI et le parcours international SBM. Le master MAE est en ligne avec la stratégie de l'établissement. Avec son parcours SBM, ce master correspond, en effet, aux orientations de l'université de La Réunion en matière d'internationalisation et de développement durable. De plus, ce master est orienté, par sa nature même, vers l'acquisition d'une double compétence ou la formation tout au long de la vie (FTLV). Les modalités pédagogiques des parcours du master MAE sont variées. Elles relèvent, selon les parcours ou les cas, de la formation initiale (FI), de la formation par apprentissage (FA) ou de la formation continue (FC). Ces parcours visent les étudiants porteurs d'un projet entrepreneurial pour le parcours CDEI (18 étudiants en 2022, 650 heures étudiant), les élèves-ingénieurs à la recherche d'une double compétence managériale dès la FI et le parcours bilingue anglais-français pour le parcours SBM (47 étudiants, 850 heures étudiant). Lancé à la rentrée 2022, celui-ci donne lieu à une triple diplomation entre l'université de la Réunion, l'université des Mascareignes de l'Île Maurice et l'Institut supérieur de la communication, des affaires et du management (ISCAM) de Madagascar. Toutefois, on note que le taux d'encadrement par des permanents est très faible (5 sur 37).

La professionnalisation est l'un des marqueurs du master MAE et l'insertion professionnelle est bonne, mais les informations du DAE ne permettent pas d'apprécier la qualité des emplois occupés par les diplômés. La formation aide des étudiants ou des professionnels à devenir des cadres, des entrepreneurs ou des ingénieurs-managers.

Cet objectif pédagogique est en phase avec les orientations stratégiques de l'université de La Réunion, notamment pour ce qui concerne la FTLV ou la volonté d'insérer professionnellement le plus de diplômés possible dans le marché de l'emploi insulaire. D'après la fiche de situation professionnelle à 30 mois, 93 % ont un emploi, dont 23 % suite au stage, et 85 % d'entre eux restent à La Réunion, ce qui est conséquent compte tenu de l'étroitesse du marché de l'emploi insulaire pour les diplômés de niveau 7 (Bac+5). Toutefois, le DAE ne précise pas la nature des activités réalisées ou des emplois occupés par les diplômés. On ignore aussi quelle valeur est apportée par les parcours CDC aux jeunes diplômés ingénieurs ou aux personnes en activité professionnelle. Les informations du DAE ne permettant pas non plus d'évaluer en quoi le parcours CDEI contribue à la croissance ou à la consolidation du milieu entrepreneurial réunionnais, le nombre d'étudiants-entrepreneurs le suivant, son lien éventuel avec le dispositif et le réseau national des Pôles étudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (PEPITE) ou avec les laboratoires de l'université de La Réunion à partir desquels pourraient être créées par essaimage des jeunes pousses. Le DAE ne permet pas plus d'apprécier la proximité de la formation avec les acteurs économiques réunionnais, mais aussi mauriciens ou malgaches, dans le cas du parcours SBM.

L'ouverture à l'international du master MAE est très importante, même si elle diffère selon les parcours. Elle est très forte dans le parcours bilingue SBM donnant lieu à tri-diplomation, moindre dans les deux autres. Proposés en FC ou en FA, ils ne facilitent pas, par construction, la mobilité internationale entrante et sortante. Toutefois, malgré cette forte contrainte, les parcours CDEI et CDC accueillent 19 % d'étudiants étrangers, ce qui est notable. Pour ce qui est du parcours SBM, le compte-rendu du conseil de perfectionnement du 23/04/2024 souligne la difficulté d'adaptation de certains étudiants malgaches ou mauriciens aux particularités de l'enseignement supérieur français. On peut se demander si le fait, pour ce parcours, d'être intégralement en distanciel n'amplifierait pas cette difficulté. Le DAE ne précise pas les liens et les mobilités entre enseignants, notamment Malgaches ou Mauriciens impliqués. Enfin, pour les parcours CDC et CDEI, l'ouverture internationale se limite à des enseignements d'anglais, par exemple pour préparer le *Test of English for International Communication* (TOEIC).

Les contenus de la formation sont conformes et les pratiques pédagogiques variées et l'approche par compétences (APC) est enclenchée même si elle n'est pas aboutie. Le parcours SBM est entièrement à distance, ce qui représente une réelle originalité (mais aussi des difficultés qui sont mentionnées dans le DAE). Les dispositifs pédagogiques sont variés : jeux d'entreprise, études de cas, la classe inversée. Des enseignements professionnalisants bilingues sont assurés en distanciel dans le parcours SBM. Les référentiels des masters en management existant, l'approche par compétences (APC) est engagée même si elle se résume, pour l'instant, à de l'intégration d'enseignements dans des blocs de compétences et si on ignore comment les partenaires malgaches et mauriciens du parcours SBM la pratiquent. Pour ce qui est du parcours CDC proposé aux élèves-ingénieurs de l'ESIROI, l'APC est d'autant plus complexe qu'elle devrait se faire idéalement de conserve avec celle du diplôme d'ingénieur et donc répondre aux exigences de la Commission des titres d'ingénieur (CTI).

Le taux de réussite est trop faible et une baisse importante des effectifs des parcours CDC et CDEI interroge. Tous parcours confondus, le taux de réussite moyen se monte à 70 % sur les années 2019 à 2023 et est donc faible. Le DAE donne des explications pour le parcours SBM, ouvert en 2022, avec des étudiants malgaches peu familiarisés avec le système d'enseignement supérieur français. Pour le parcours CDC, la charge est jugée trop lourde pour les élèves-ingénieurs. S'ajoute la baisse inexplicée des étudiants inscrits dans le parcours CDEI. Les effectifs des deux années du cycle de master passent ainsi, de 2019 à 2023, de 38 à 18 inscrits. De plus, malgré sept étudiants inscrits en seconde année (M2), seuls cinq ont été diplômés. Cette évolution est donc particulièrement inquiétante.

L'adossement à la recherche est problématique malgré la présence d'EC et l'attention accordée à la réalisation du mémoire. L'équipe d'enseignants représente 37 personnes, dont 4 ou 9 EC (il y a une incohérence dans les données du DAE) assurant, hors parcours SBM, environ 353 heures sur les 1 100 maquettées, soit 32 %. Ce taux est trop faible pour un master. Néanmoins, on note que la plupart des EC français sont rattachés au Centre d'économie et de management de l'Océan Indien (CEMOI), laboratoire de l'université de La Réunion et qu'un temps conséquent est accordé à la méthodologie de la recherche, à la déontologie (plagiat), à la rédaction du mémoire et à sa soutenance. Dans le parcours SBM, un module de 15 heures est consacré à la recherche spécifique en développement durable, ce qui est particulièrement judicieux. Un tel module pourrait être généralisé de sorte à servir l'axe stratégique éponyme de l'université de La Réunion.

Si le conseil de perfectionnement se réunit effectivement, l'effectivité du processus d'amélioration continue semble limitée étant donné la persistance du problème de réussite, mais aussi de taux moyen d'adéquation entre les emplois occupés par les diplômés et l'objectif de la formation. La variabilité des taux de réussite, pointée dans le précédent rapport du Hcéres, n'est pas analysée systématiquement dans le cadre du processus d'amélioration continue. L'équipe de pilotage ne fait pas état d'actions spécifiques de remédiation pour pallier ce problème ancien. Il convient toutefois d'être conscient de la difficulté d'un suivi international des diplômés du master MAE de l'IAE de La Réunion, même si celui-ci est l'un des fers de lance du rayonnement international de l'université sur la zone de l'océan Indien (au moins au niveau Droit-Économie-Gestion).

Si la formation est appréciée (76 % de satisfaits, nombre corroboré par les appréciations du compte-rendu du conseil de perfectionnement du 23/04/2024), son taux d'adéquation avec l'emploi occupé n'est que de 61 %. De plus, si l'amélioration continue est amorcée, elle mériterait toutefois un affermissement quant à l'effectivité des décisions du conseil de perfectionnement, dont la constitution est par ailleurs conforme. Le compte-rendu du conseil de perfectionnement du 23/04/2024 montre une participation des enseignants et usagers, avec un débat pour ce qui concerne le contenu des enseignements. Il s'agit d'un indicateur d'existence réelle d'une telle instance. En revanche, il est impossible de se prononcer sur la nature des actions correctives envisagées, par exemple concernant le taux de réussite, l'aide aux étudiants admis sans financement, le rapprochement avec le monde professionnel ou l'accueil -même à distance- des étudiants mauriciens ou malgaches. De la sorte, l'effectivité des décisions prises par le conseil de perfectionnement ne peut être appréciée. De plus, le DAE n'explicite pas le rôle d'un éventuel réseau d'anciens dans la promotion ou l'évolution de la formation.

La pertinence du parcours destiné aux élèves-ingénieurs de l'ESIROI se pose. C'est l'avis même des responsables de la formation, et ce même si le DAE agrège les données au niveau du parcours CDC dans son ensemble. La fragilité de ce parcours a déjà été pointée dans la précédente évaluation du Hcéres. Le DAE mentionne le fait que des ingénieurs ayant échoué à la diplomation reviennent faire un MAE en FC une fois engagés dans leur carrière professionnelle. Suivre une telle formation complémentaire en management confirme l'appétence de certains élèves-ingénieurs pour ce domaine. Compte tenu de la charge de travail conséquente d'un *cursus* d'ingénieur, ajouter une formation en management de niveau master est sans doute trop ambitieux ou, si ce choix est maintenu, il doit se faire en intégrant mieux les exigences d'une formation d'ingénieur.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente avec l'offre de masters de l'IAE de la Réunion ;
- Une formation qui sert plusieurs axes stratégiques de l'établissement (professionnalisation, FTLV, pluridisciplinarité, internationalisation, développement durable) ;
- Un soin apporté à la rédaction du mémoire.

Points faibles

- Un taux d'encadrement par les permanents trop faible ;
- Des faiblesses dans certains parcours, avec une attractivité en déclin (*Cadre double compétences CDC, Création et développement d'entreprises innovantes CDEI*) ;
- Des taux de réussite trop faibles (*CDEI, CDC* proposé à l'ESIROI) ;
- Une part des enseignants-chercheurs insuffisante dans les parcours CDC et CDEI ;
- Un processus d'amélioration continue de la mention trop fragile ;
- La fragilité du parcours destiné aux élèves-ingénieurs de l'ESIROI ;
- Une APC partiellement mise en œuvre.

Recommandations

- S'emparer du problème de réussite avec des mesures adaptées aux spécificités de chaque parcours.
- Améliorer l'attractivité du parcours CDEI en l'intégrant mieux dans l'écosystème entrepreneurial local et dans le réseau national PEPITE.
- Renforcer l'adossement à la recherche en augmentant la part d'enseignants-chercheurs intervenant dans les parcours *Cadre double compétences (CDC) et Création et développement d'entreprises innovantes (CDEI)*.

- Améliorer le processus d'amélioration continue en s'appuyant sur davantage de données pour mieux piloter la formation et mieux suivre l'insertion professionnelle.
- Travailler avec l'ESIROI pour proposer un parcours CDC mieux adapté aux exigences d'un cursus d'ingénieur et de la CTI (Commission des titres d'ingénieur).
- Veiller à consolider la mise en place de l'approche par compétences (APC).

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux d'encadrement par les enseignants permanents trop faible ;
- Des faiblesses dans certains parcours, avec une attractivité en déclin (*Cadre double compétences CDC, Création et développement d'entreprises innovantes CDEI*) ;
- Des taux de réussite trop faibles (*CDEI, CDC* proposé à l'ESIROI) ;
- Une part des enseignants-chercheurs insuffisante dans les parcours CDC et CDEI ;
- Une fragilité du parcours destiné aux élèves-ingénieurs de l'ESIROI ;
- Un processus d'amélioration continue de la mention trop fragile.

MASTER MANAGEMENT SECTORIEL

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Management sectoriel* est une formation suspendue de seconde année (M2) ouverte à la seule formation continue (FC). Ce master comprend deux programmes distincts. Le premier est porté par l'Institut Régional de Management en Santé de l'Océan Indien (IRMSOI), institution à laquelle participe l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de l'université de La Réunion (UR). Ce premier programme se divise en deux parcours intitulés *Pilotage des Organisations en Santé* (POS, 840 heures) et *Management et enseignement en santé* (MES, 452 heures). Le second programme propose le parcours unique *Management des organisations de l'économie sociale et solidaire* (MOESS). 63 étudiants sont accueillis, en 2022-2023, dans les trois parcours. L'équipe pédagogique du master est constituée de 12 enseignants-chercheurs (EC), de quatre enseignants statutaires ou contractuels de l'UR et de 39 intervenants professionnels.

Analyse globale

Le master *Management sectoriel* de l'IAE est cohérent avec l'offre de formation et avec la stratégie de l'établissement, même s'il est difficile d'apprécier le partenariat avec l'IRSMOI. Ce master est proposé à la seule FC et répond aux besoins du territoire et se caractérise par sa forte professionnalisation. Attractive, la formation atteint ses objectifs en termes d'insertion et de progression professionnelles. Bénéficiant d'un adossement réel à la recherche, l'ensemble des parcours disposent globalement de ressources idoines et suffisantes. Enfin, le pilotage s'effectue au niveau de la mention alors que les différences importantes entre les deux parcours liés à la santé (MES, POS) et le parcours MOESS, nécessiteraient un pilotage à un niveau de granularité plus fin.

Le master *Management sectoriel* de l'IAE de La Réunion est cohérent avec l'offre de formation et la stratégie de l'établissement. Ce master a pour originalité d'être uniquement ouvert à la FC et de n'avoir qu'une seconde année suspendue concernant deux secteurs très différents. Le premier, règlementer est celui de la santé, avec les parcours MES et POS. Le second concernant le parcours MOESS relève du champ plus large de l'économie sociale et solidaire (ESS). Les trois parcours du master *Management sectoriel* couvrent une ou plusieurs formations de niche et concernent des secteurs majeurs pour l'île ou celles de l'Océan Indien (Mayotte, par exemple). Du fait de son ciblage sectoriel, la formation est interdisciplinaire. Ajoutons que la santé et l'ESS relèvent de l'aspect social du développement durable, thème structurant de l'université de La Réunion dans son ensemble. Notons enfin que les éléments du DAE concernant les parcours MES et POS ne permettent pas d'apprécier l'investissement respectif de l'IRSMOI et de l'IAE de La Réunion.

Attractive, très professionnalisante, la formation atteint ses objectifs en termes d'insertion et de progression professionnelles. La formation vise l'acquisition de compétences clairement définies, y compris règlementairement, ainsi que l'insertion ou la progression professionnelle à l'échelle réunionnaise ou régionale au sens large, par exemple en incluant Mayotte. Ainsi, les parcours MES et POS visent les paramédicaux en poste et titulaires d'un diplôme de niveau Bac+3 souhaitant devenir cadres de santé, et ce en suivant un cursus en partenariat avec l'École des hautes études de santé publique (EHESP). Moins contraint règlementairement, le parcours MOESS permet à des professionnels d'accéder à des fonctions d'encadrement, de direction d'institutions de l'ESS ou de devenir des entrepreneurs sociaux. Comme en témoigne la légère croissance des effectifs, la formation est attractive auprès des professionnels, et ce malgré l'étroitesse du marché de l'emploi régional pour les cadres. Les compétences acquises par les diplômés sont satisfaisantes : la fiche de situation professionnelle à 30 mois réalisée par l'université de La Réunion montre un taux d'emploi de 100 % à 18 mois, avec un taux de satisfaction de la formation de 78 % et surtout un taux d'adéquation entre le diplôme et l'emploi de 75 %.

Bénéficiant d'un adossement réel à la recherche, les trois parcours disposent globalement de ressources idoines et suffisantes. Environ 40 % des heures sont effectuées par des enseignants-chercheurs (EC) et une place importante est accordée au mémoire, avec une unité d'enseignement (UE) dédiée. Des enseignements méthodologiques sont assurés et certains étudiants (huit entre 2020 et 2023) s'inscrivent même au diplôme universitaire (DU) *Recherches en sciences de gestion* malgré des volumes horaires de base déjà conséquents. On ignore si les mémoires sont encadrés par des seuls EC du champ DEG ou par ceux d'autres champs. Les ressources documentaires de l'établissement ou des partenaires réunionnais sont suffisantes pour permettre un travail de recherche de qualité. Enfin, depuis 2024, le master dispose à l'IAE de La Réunion d'une salle dédiée bien équipée.

Le pilotage s'effectue au niveau de la mention alors que les différences importantes entre les deux parcours liés à la santé (MES, POS) et le parcours MOESS nécessiteraient un pilotage à un niveau de granularité plus fin. Le parcours POS s'inscrit dans le cadre réglementaire de l'arrêté du 18/08/1995 relatif à la formation *Cadre de santé*, ce qui n'est pas le cas des parcours MES ou MOESS. De plus, le parcours POS est proche du Certificat national d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale (CAFDES, fiche RNCP 36838) porté, au niveau régional, par l'Institut régional du travail social (IRTS) de La Réunion. De la sorte, l'évolution du parcours POS ne peut pas se faire indépendamment du CAFDES. D'où l'intention d'un rapprochement avec l'Institut régional du travail social (IRTS) de La Réunion. Pour les parcours POS et MOESS, l'équipe pédagogique a plus de latitude pour définir et améliorer de façon autonome l'offre de formation. À titre d'exemple, d'un point de vue pédagogique, le parcours MOESS propose des projets tutorés, ce qui est une bonne pratique de la FC en *Management*. Malheureusement, les deux autres parcours (POS et MES) n'en proposent pas. De plus, alors que les parcours MES et POS permettent une progression de carrière explicite et sont de ce fait attractifs auprès des professionnels de santé, les choses sont moins évidentes pour le parcours MOESS. S'il est proche de certaines de ses institutions clés comme la Chambre régionale de l'ESS (CRESS), les responsables de formation font état de difficultés à renforcer les relations avec celle-ci.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente avec l'offre de formation et la stratégie de l'établissement ;
- Une formation très professionnalisante qui tient ses promesses en termes d'insertion professionnelle ;
- Un adossement à la recherche qui correspond aux attentes.

Points faibles

- Un pilotage ne tenant pas suffisamment compte de la spécificité des parcours ;
- Un manque d'informations précises sur le partenariat entre l'IRMSOI et l'IAE de l'université de La Réunion.

Recommandations

- Améliorer le pilotage par parcours en prenant en compte leur spécificité ;
- Expliciter la nature du partenariat entre l'IRMSOI et l'IAE.

MASTER MARKETING, VENTE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Marketing, vente* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Marketing, vente*. La formation est portée par l'unité de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 798 heures étudiant. La formation se situe sur le site de la Victoire. Elle compte en 2022-2023, 33 étudiants et 24 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche tout à fait satisfaisant. Elle entretient des relations étroites avec son environnement et occupe une place cohérente au sein de l'établissement. La formation met bien en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées et affiche une qualité d'insertion professionnelle satisfaisante. Elle dispose également d'un processus d'évaluation interne efficace. La formation repose en revanche sur un nombre insuffisant d'enseignants permanents et ses actions de communication sont perfectibles.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche tout à fait satisfaisant. La formation intègre bien une formation à et par la recherche cohérente avec sa finalité. 200 heures de formation sont en effet proposées sur les deux années de master sous forme de modules et d'activités variées (méthodologies d'analyse des données, réalisation d'un mémoire de recherche, méthodologie d'accès à l'information et à la documentation entre autres). Les enseignants-chercheurs (EC) représentent 40 % des intervenants et assurent plus de 50 % des heures d'enseignement, ce qui est tout à fait satisfaisant. Ils sont de plus tous issus de la section 06 - *Sciences de gestion et du management*, en lien direct avec le diplôme. S'il n'existe pas de dispositif spécifique à destination des étudiants mis en place par les unités de recherche, la formation organise en revanche la présentation d'articles de recherche par différents EC.

La formation entretient des relations étroites avec le monde social, économique et culturel, et intègre un grand nombre d'éléments de professionnalisation. Les besoins du territoire sont bien intégrés dans la formation par les contacts réguliers entretenus avec les partenaires socio-économiques - suivi des étudiants et alternants, conseil de perfectionnements, manifestations entre autres. Les acteurs professionnels locaux représentent près de 62 % de l'équipe pédagogique et assurent environ 48 % des enseignements en moyenne sur les deux années de master sur des matières professionnalisantes et des thématiques en lien avec leurs responsabilités. La formation est ouverte à l'alternance uniquement en M2 (décision au choix des étudiants) - pour des raisons pédagogiques et d'insertion professionnelle et aux publics de la formation continue. Enfin, les étudiants sont très bien préparés à l'insertion professionnelle. L'immersion en entreprise prend une place importante entre 8 et 12 mois de stage pour 33 crédits ECTS - auxquels s'ajoutent un panel de modules spécifiques représentant 16 crédits ECTS tels que : Développement relationnel et personnel, Insertion professionnelle entre autres.

La formation est bien en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement et occupe une place cohérente dans son offre. La formation est bien inscrite dans les ambitions et orientations pédagogiques de l'établissement en se montrant professionnalisante, variée dans ses pratiques pédagogiques et susceptible de répondre aux attentes d'un public diversifié - formation initiale, formation initiale par alternance ou formation continue. Le master est construit en cohérence avec la licence 3 (L3) *Économie-gestion* de l'IAE parcours *Marketing* notamment. Il se différencie bien des autres formations de master proposées par l'IAE et est l'objet d'une concurrence importante de formations en marketing digital en alternance hors IAE. La formation s'appuie sur le réseau IAE France, qui fédère les 38 IAE du territoire français.

La pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité sont bien intégrées au sein de la formation au travers notamment de différentes ressources - simulation de gestion, développement personnel - ou de projets proposés aux étudiants - Audit de la responsabilité sociale d'une entreprise (RSE) avec des étudiants du master *Comptabilité - contrôle* - audit (CCA) en M1 ou réponse aux besoins marketing d'une entreprise en M2.

La formation met bien en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. Une approche favorisant l'alignement pédagogique est présente - le diplôme repose sur un référentiel de compétences utilisé pour définir le contenu pédagogique et les modalités d'évaluation. La formation diversifie ses méthodes pédagogiques en mobilisant une pédagogie par projet sur les deux années - projet RSE en M1, projet de conseil marketing en M2, participation des étudiants à un festival. La formation est réalisée avant tout en présentiel jusqu'à 30 heures qui peuvent être réalisées en distanciel selon les besoins. 54 heures d'enseignement de l'Anglais sont proposées sur deux ans, ce qui est correct et cohérent avec son objectif. Les étudiants doivent également obligatoirement passer le test TOEIC (*Test of English for International Communication*) en fin de M2, sans justification particulière. La formation permet bien l'accès effectif des publics de formation continue avec un accompagnement personnalisé, ou en alternance - uniquement en M2 avec un calendrier adapté. Enfin, un diplôme d'université (DU) *Méthodologie des sciences de gestion et du management* est proposé aux étudiants dont l'objectif est la poursuite d'études en doctorat peu compatible avec le master, car positionné au semestre 4.

Un processus d'évaluation interne est en place et permet bien de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. L'évaluation des enseignements est bien organisée et sa méthodologie est détaillée. Le taux de retour est de 60 % en moyenne et les données sont exploitées lors du conseil de perfectionnement. Ce dernier est réuni annuellement et répond bien à son objectif d'outil au service de l'amélioration continue et permet de mettre en place des actions correctives suite à un état des lieux de la formation. Un point de vigilance concerne cependant la difficulté à réunir l'ensemble des parties prenantes au conseil.

La qualité de l'insertion professionnelle des étudiants est satisfaisante. Les taux de réussite sur les deux années évoluent sensiblement (entre 78 % et 100 % de réussite en M1, entre 72 % et 100 % en M2), mais restent globalement satisfaisants (respectivement 91 % et 85 % en moyenne en M1 et M2) et sont bien analysés par l'équipe pédagogique. Les taux de retour aux enquêtes de suivi sont variables, mais restent globalement satisfaisants - 81 % en moyenne pour l'enquête d'insertion à 30 mois. Cette dernière met en évidence des taux d'insertion importants (80 % en moyenne à 18 mois) et des emplois de nature cohérente avec la finalité du diplôme - postes avant tout généralistes en marketing. La poursuite d'études est quant à elle faible.

La formation repose sur une petite d'équipe d'enseignants permanents, ce qui peut nuire à l'atteinte de ses objectifs. L'équipe pédagogique est composée de quatre enseignants permanents (EC) et 20 enseignants non permanents. Ce ratio de 16 % de permanents est insuffisant d'autant plus qu'il résulte du départ de deux enseignants spécialisés en marketing et contribue à fragiliser le diplôme par la croissance du volume des tâches administratives dévolues aux permanents restants, dont le recrutement de non-permanents EC ou professionnels. À noter que les responsables pédagogiques du master ont bénéficié de formations utiles à leur fonction en cohésion d'équipe et intelligence émotionnelle notamment. Le suivi et la maîtrise de la soutenabilité du diplôme reposent sur différents Indicateurs et outils : capacités d'accueil, lettre de cadrage, calcul des seuils de rentabilité, statistiques des campagnes de candidatures et d'inscription.

La formation fait preuve d'une volonté d'ouverture à l'international rendue peu effective faute de promotion suffisante des opportunités. La formation ne propose pas d'offre spécifique à l'international, mais est ouverte aux demandes de mobilité ; elle s'appuie alors sur la cellule relations internationales (RI) de l'université pour la gestion administrative. Aucune mobilité entrante encadrée et une seule mobilité sortante sur la période - la promotion des opportunités internationales ne semble en effet pas effective au niveau de la formation.

Les flux de candidatures et d'inscriptions sont bien suivis et mettent en évidence une attractivité fluctuante sur la période, sans information précise sur les dispositifs de communication. Les dispositifs d'information et de communication sur la formation ne sont pas détaillés, seule est évoquée une baisse des ressources qui leur sont allouées. La formation a une connaissance approfondie de ses publics, suit et analyse bien ses candidatures après une année de hausse sensible (+52 %), le nombre de candidatures repart à la baisse (-19 %), baisse expliquée par la suppression du M1 proposé en alternance - et ses inscriptions, stables.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche très satisfaisant ;
- Une formation très bien intégrée dans son environnement socioéconomique et dans l'offre de l'université ;
- Une pédagogie bien adaptée aux compétences visées ;
- Un processus d'évaluation interne de qualité ;
- Des taux d'insertion satisfaisants.

Points faibles

- Un nombre d'enseignants permanents insuffisant ;
- Peu de mobilités d'étudiants ;
- Une communication autour de la mobilité insuffisante.

Recommandation

- Renforcer la part des enseignants permanents au sein de l'équipe pédagogique.

MASTER MONNAIE, BANQUE, FINANCE, ASSURANCE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Monnaie, banque, finance, assurance* (MBFA) de l'université de La Réunion est une formation comprenant cinq parcours : *Métiers généralistes de la banque Finance Assurance*, *Conseiller.ère de clientèle experts*, *Carrières bancaires et financières*, *Conseiller.ère de clientèle patrimoniale*, *Conseiller.ère de clientèle professionnels et très petites entreprises*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et économie et contient 854 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 122 étudiants et 30 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master MBFA est profondément enraciné dans son environnement régional et s'inscrit en parfaite adéquation avec les objectifs stratégiques de l'établissement. La formation peut s'appuyer sur un solide adossement à la recherche. Elle est conçue pour répondre aux besoins spécifiques du marché local en fournissant une formation Bac+5 dans les secteurs de la banque, de la finance et de l'assurance et elle est ouverte à la formation continue et à l'alternance. La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées de manière satisfaisante et dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le master MBFA affiche un très bon niveau d'insertion professionnelle et révèle un pilotage et un processus d'amélioration continue rigoureux. Il est attractif et enregistre des taux de réussite très honorables. Néanmoins, les contenus et les dispositifs de la formation pour permettre son ouverture à l'international ne sont pas satisfaisants.

La formation est construite en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle s'aligne sur la stratégie de formation de l'établissement, en mettant l'accent sur des objectifs clés tels que la réussite des étudiants, l'adaptation aux spécificités du territoire réunionnais et le renforcement du positionnement stratégique de l'université dans son environnement régional tout en étant complémentaire avec les autres cursus de l'établissement.

La formation bénéficie d'un solide adossement à la recherche. 12 Enseignants-chercheurs et chercheurs interviennent dans la formation (soit 40 % de l'effectif des intervenants dans la formation). Ces derniers effectuent 42 % (364 heures/854 heures) des heures étudiants de la maquette et relèvent majoritairement de la section CNU 05 et de la section CNU 01 et ils sont rattachés aux laboratoires CEMOI (Centre d'Économie et de Management de l'océan Indien) et Droit privé, membres du Centre de Recherche juridique. 48 heures de formation à et par la recherche sont dispensées aux étudiants tout comme des cours théoriques portant sur les avancées de la recherche dans le domaine de la monnaie, banque, finance, assurance. Des écrits académiques sont réalisés par les étudiants et des guides méthodologiques écrits à leur intention sont mis à leur disposition. Cependant, on peut déplorer l'absence d'enseignants-chercheurs de la section 06 (sciences de gestion et management).

La formation entretient de très bonnes relations avec le monde social, économique et culturel ; elle intègre des éléments de professionnalisation et propose des contenus adaptés à la formation continue et à l'alternance. Le contenu et l'organisation de l'activité de la formation ont permis le développement d'un partenariat solide avec les milieux professionnels régionaux et nationaux (Caisse d'Épargne CEPAC, BRED, Banque Postale, ...). Ces acteurs participent activement aux commissions de sélection des dossiers de candidature pour l'entrée en master, et à différents cours et activités pédagogiques de la formation. 16 professionnels interviennent dans la formation pour un volume de 57 % (490/854 heures) des heures de la maquette. Cette solide équipe pédagogique de professionnels (directeur territorial, directeur commercial, directeur Marketing et multicanal, directeur de secteur, directeur d'agence en ligne, directeur d'agence) exercent des métiers de la banque de réseau. Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. En effet, 56,9 %, 62,5 % et 63,9 % des étudiants de la formation sont en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation respectivement sur les années 2021, 2022 et 2023.

Aussi, deux validations des acquis de l'expérience (VAE) ont été présentées en 2022, un en 2023 et un VAE partielle en 2023.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées de manière satisfaisante et dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. En M1 comme en M2 MBFA, toutes les maquettes de cours sont structurées/déclinées en blocs de compétences. Dans le respect de la fiche nationale RNCP publiée pour le master MBFA, les éléments constitutifs du programme de formation ont en outre été agencés de manière optimale et cohérente pour permettre à l'étudiant d'atteindre les compétences visées à l'issue de la formation. 55, 58 et 78 étudiants ont obtenu une certification PIX sur les années 2021, 2022 et 2023. L'équipe pédagogique est composée de 14 enseignants permanents et 16 non permanents. Ainsi, la formation arrive à un équilibre dans la répartition des heures de formation entre les enseignants-chercheurs, d'une part et les professionnels, d'autre part.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés et définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. 73 % (28/38) à 85 % (23/27) des diplômés sont en emplois à 30 mois avec des taux de réponse entre 69 et 77 % des diplômés de la formation. Les salaires moyens perçus par les diplômés du master MBFA sont en progression favorable (salaire net médian de l'ordre de 2000€). Le conseil de perfectionnement a été mis en place au niveau de la mention et a une composition équilibrée (équipes pédagogiques et administratives, délégués étudiants et personnalités du monde socio-professionnel). Des rencontres, organisées tous les ans, permettent de faire le bilan des promotions sortantes (récemment diplômées) et des promotions en cours de formation. Le questionnaire d'évaluation des enseignements et de la formation a un taux de retour autour de 50 % (58/116 en 2021, 56/112 en 2022 et 63/122 en 2023).

La formation jouit d'une forte attractivité ainsi que de forts taux de réussite malgré quelques fluctuations. Le suivi des flux des candidatures et des inscriptions permet de mesurer et d'améliorer l'attractivité, déjà élevée, de la formation auprès de ses différents publics. Les dossiers de candidatures passent de 148 pour 2020-2021 à 292 pour 2021-2022 (186 candidats en session 1 de recrutement, dont 30 en validation des acquis personnels et professionnels (VAPP), et 106 en session 2, dont 20 en VAPP). Pour 2022-2023, il s'établit à 337 dossiers de candidature (189 candidats en session 1, dont 41 en VAPP, et 48 en session 2). La formation jouit d'une forte attractivité ainsi que de forts taux de réussite malgré quelques fluctuations. En M1, le taux de réussite était de 82,25 %, 68,9 % et 81,9 % en 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 respectivement. En M2, ils étaient de 90,7 %, 92,59 %, et 62,5 % en 2020-2021, 2021-2022. La baisse du taux de réussite en M2 en 2022-2023 doit être regardée avec vigilance.

Néanmoins, les contenus et les dispositifs de la formation pour permettre son ouverture à l'international ne sont pas satisfaisants. La formation propose 56 heures (soit 6 % des heures de la maquette) de langue anglaise sur toute la formation ce qui est peu pour une formation dans le milieu de la banque, de finance et de l'assurance. Aussi, aucun étudiant n'a obtenu de certification en langue étrangère. Toutefois, des étudiants étrangers sont présents dans la formation (zone océan Indien (hors programme d'échange), Afrique de l'Ouest et de l'Est, Comores, Madagascar, Maurice, Rodrigues).

Conclusion

Points forts

- Une formation avec une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- De bonnes relations avec le monde socio-économique avec une intégration de nombreux éléments de professionnalisation ;
- Une bonne insertion professionnelle ;
- De bons processus d'évaluation interne permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue ;
- Une forte attractivité et de très bon taux de réussite.

Point faible

- Des contenus et des dispositifs pour l'ouverture à l'international insuffisants.

Recommandation

- Renforcer les dispositifs pour l'ouverture à l'international en proposant davantage de cours de et en langue étrangère.

MASTER STAPS : MANAGEMENT DU SPORT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master STAPS : *management du sport* est une formation comprenant un parcours : *Management du bien-être physique et mental des individus et des organisations*. Elle a pour objectif de former des intervenants issus du domaine du sport, de la santé, de l'éducation ou encore du travail à intervenir pour améliorer le bien-être individuel et collectif. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 500 heures étudiant. Située sur le campus du Tampon, elle compte en 2022-2023 49 étudiants, 3 enseignants permanents et 17 non permanents.

Analyse globale

Le master STAPS : *management du sport* (MS) s'inscrit dans la politique de l'établissement dans la mesure où il est interdisciplinaire (psychologie, physiologie, management) et parce qu'il répond aux problématiques locales insulaires (programmes sur les compétences psycho-sociales mis en place dans de nombreux établissements scolaires). La formation bénéficie d'un adossement à la recherche correspondant aux attentes du niveau master et est très professionnalisant (stages en immersion et forte implication de professionnels au sein du cursus). Il adopte une approche par compétences, diversifie ses méthodes pédagogiques et développe un processus d'évaluation interne efficace pour améliorer les contenus de formation. L'ensemble permet une bonne attractivité de la formation et une diversité des candidatures. Cependant, on note l'absence d'enseignement en LVE. De plus, bien que le taux d'insertion professionnelle soit élevé, le nombre de réponses aux enquêtes est trop faible pour avoir une idée précise du niveau d'insertion professionnelle des étudiants du master. Le taux d'encadrement est à son maximum, ce qui ne permet pas d'ouvrir la formation à d'autres candidatures. La formation continue est insuffisamment développée ainsi que les dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP). L'alternance est inexistante et la formation est peu ouverte à l'international.

La formation est en adéquation avec les objectifs stratégiques de l'établissement. Le master MS s'inscrit dans la politique de l'établissement. L'interdisciplinarité, qui constitue un axe stratégique de l'établissement, est fortement présente dans ce master : les étudiants mobilisent des connaissances aussi bien autour de la psychologie que de la physiologie, l'ergonomie ou la psycho-physiologie. Ces connaissances sont mobilisées et restituées dans les différents projets et évaluations que les étudiants doivent réaliser. De plus, l'établissement incite les formations à s'implanter dans le tissu local en répondant aux problématiques locales insulaires. Le master MS permet le développement de programmes sur les compétences psycho-sociales reconnues maintenant par le rectorat et mis en place dans de nombreux établissements scolaires. L'établissement encourage également l'augmentation du niveau d'étude des insulaires. Le master MS y contribue : 80-90 % ont validé leur master MS avec 67 % d'insertion professionnelle.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche à la hauteur des attentes du niveau master et d'un fort niveau de professionnalisation. Bien qu'il n'y ait pas de laboratoire en lien direct avec la formation (laboratoire en construction), celle-ci est tout de même adossée à la recherche. Cela se concrétise par la restitution d'un mémoire de recherche à la fin de chaque année, par la présence de séminaires méthodologiques et la possibilité de faire un stage au sein d'un laboratoire. 80 heures sont consacrées à la formation par la recherche en complément des cours théoriques scientifiques en lien avec le management du bien-être physique et mental. Le master MS est très professionnalisant dans la mesure où 218 heures de la formation sont assurées par des professionnels (au nombre de 17). Des relations avec l'association de psychologie positive de l'océan Indien sont régulièrement entretenues, et de nombreux stages en immersion sont déclarés (cependant le nombre exact d'heures de stage en immersion des étudiants n'est pas renseigné).

L'approche par compétences, la diversification des méthodes pédagogiques et l'évaluation interne de la formation et l'amélioration continue qui en découle contribuent à une forte attractivité de la formation. La formation suit une approche par compétences en adoptant l'ensemble des blocs de compétences inscrit dans la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) du master MS au niveau national. La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques par l'emploi de classe inversée, travail de groupe et d'exposés. Le faible nombre d'étudiants (24 étudiants en M1 et 25 en M2) permet de développer une certaine proximité entre étudiants et encadrements, ce qui rend la formation plus efficace. Le pourcentage de réussite est important (80-90 % de réussite au master). En outre, la formation définit un processus d'évaluation interne très solide permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue à l'aide notamment d'un conseil de perfectionnement en M1 et en M2. L'ensemble de ces dispositifs révèle une forte attractivité de la formation (91 candidatures en 2022-2023 pour 25 places). Les étudiants sont principalement issus des différentes licences proposées à la Réunion (*Éducation et motricité, Entraînement sportif et Activité physique adaptée*), mais 12 étudiants viennent de la métropole. De plus, des étudiants issus d'autres formations (ergothérapie, sciences de la santé, psychologie, Management des organisations, psychomotricien...) et des professionnels en reconversion ou recherche de compléments d'informations (12 étudiants) rejoignent également ce master.

La formation ne propose pas d'enseignement en LVE.

Le taux de réponse aux enquêtes d'insertion professionnelle et le taux d'encadrement sont trop limités. Bien que le taux d'insertion professionnelle soit élevé d'après l'enquête par la Direction de l'orientation, de l'insertion et de l'entrepreneuriat (DORIE), le nombre de réponses aux enquêtes est trop faible pour avoir une idée précise du niveau d'insertion professionnelle des étudiants du master MS (quatre étudiants ont répondu à l'enquête). Il n'y a pas de suivi de la part de l'équipe enseignante du flux sortant des étudiants pour compléter ce manque d'information. Le taux d'encadrement est à son maximum (3 permanents et 17 non permanents pour 24 étudiants en M1 et 25 en M2), ce qui ne permet pas d'ouvrir la formation à d'autres candidatures pourtant conséquentes.

La formation continue et les dispositifs de VAE/VAP sont insuffisants et l'ouverture à l'international est limitée. Bien que la formation soit ouverte à la formation continue, celle-ci est insuffisante : un seul étudiant en formation continue est recensé en 2022-2023. Un dispositif pour la formation continue est déclaré être mis en place, condensant la formation sur deux jours. Ceci devrait pouvoir accueillir plus d'étudiants en formation continue. De même, il n'y a pas de contrat d'alternance alors que la formation en alternance est bien adaptée pour ce type de formation. La formation par alternance pourrait augmenter fortement l'employabilité des étudiants ainsi que la mise en place de partenariats formels et pérennes. En outre, les données quantitatives ne recensent aucun étudiant en VAE et une seule VAP a été accordée les deux dernières années. L'ouverture à l'international est informelle : il n'y a pas de partenariat officiel et aucun dispositif spécifique de préparation à la mobilité internationale (en dehors du dispositif Erasmus) n'est mis en place. Concernant la mobilité Erasmus, aucune mobilité sortante ni entrante n'est renseignée sur les trois dernières années, alors que le dispositif Erasmus est disponible au sein du département pour tous les étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans la politique de l'établissement ;
- Un adossement à la recherche qui répond aux attentes d'une formation en master ;
- Une formation professionnalisante ;
- Une diversification des méthodes pédagogiques, un processus d'évaluation interne solide et une amélioration continue efficace de la formation ;
- Une forte attractivité de la formation.

Points faibles

- Une absence d'enseignement de langue vivante étrangère ;
- Des données sur l'insertion professionnelle des diplômés incomplètes ;
- Un taux d'encadrement par les enseignants permanents trop faible ;
- Un dispositif de formation continue trop limité et une formation par l'alternance inexistante ;
- Peu d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Intégrer un enseignement de langue vivante étrangère.
- Améliorer le suivi de l'insertion professionnelle des diplômés.
- Augmenter le taux d'encadrement des enseignants permanents.
- Mener une réflexion sur l'opportunité de développer les dispositifs de formation continue et par l'alternance pour améliorer l'employabilité des étudiants et renforcer les partenariats régionaux.
- Développer des partenariats internationaux formels et pérennes.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une absence d'enseignement en langue vivante étrangère ;
- Des données sur l'insertion professionnelle des diplômés incomplètes ;
- Un taux d'encadrement par les enseignants permanents trop faible.

MASTER TOURISME

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Tourisme* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours unique : *Management et ingénierie du tourisme (MIT)*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Institut d'administration des entreprises (IAE) et contient 735 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 21 étudiants et 23 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Tourisme* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'université et de l'IAE de La Réunion. Clairement professionnalisant, ce master repose sur des dispositifs pédagogiques éprouvés pour ce type de formation, si bien qu'il affiche un très bon taux de réussite en seconde année (M2). En termes d'amélioration continue, la formation présente un bilan en demi-teinte : certaines recommandations de la précédente évaluation du Hcéres ont été prises en compte même si la place occupée par les professionnels dans les enseignements est trop importante et si le taux de réussite en première année (M1) chute de façon inquiétante sans pour autant être traité dans le cadre de l'amélioration continue. S'ajoute une place de la recherche trop faible pour un master et une soutenabilité non assurée du fait de la baisse d'attractivité, donc de la chute des effectifs aggravée par le faible taux de réussite en M1. En outre, l'insertion professionnelle est difficile à appréhender en raison de données insuffisantes du dossier d'autoévaluation (DAE) et semble ne pas correspondre aux objectifs professionnels de la formation. Son ancrage dans le territoire réunionnais est problématique et grève l'insertion locale des diplômés en dépit d'un gros potentiel. Enfin, l'ouverture à l'international est insuffisante pour une formation en tourisme de niveau master.

Professionnalisant, le master *Tourisme* s'inscrit pleinement dans la stratégie de l'établissement et affiche un très bon taux de réussite en M2. Cette formation entend se focaliser sur le tourisme tropical insulaire. Un tel objectif est à priori en cohérence avec la volonté de l'université de La Réunion de se spécialiser dans le développement durable, le tourisme étant l'un des secteurs pour lesquels cette question est critique, d'autant plus dans les zones insulaires et tropicales. Les compétences visées par le master dérivent de la fiche 39172 du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). L'équipe pédagogique en charge du master les a adaptées de façon judicieuse au cas du tourisme insulaire et tropical. Suite aux remarques de la précédente évaluation du Hcéres, la maquette du master a été revue dans le sens d'une professionnalisation accrue dès le M1, ce qui mérite d'être salué. Reposant sur des dispositifs pédagogiques efficaces pour un master en management et affichant de très bons taux de réussite en M2 (100 % en 2022-2023), la formation donne une large place à la fois aux interventions de nombreux professionnels (20) et aux stages. Le *cursus* du master se suit en présentiel en formation initiale (FI) selon des modalités habituelles pour une formation en management. La diversification des pratiques pédagogiques n'apparaît pas à l'ordre du jour même si les très faibles effectifs favoriseraient les projets collectifs et la pédagogie active.

En termes d'amélioration continue, la formation affiche un bilan en demi-teinte : certaines recommandations de la précédente évaluation du Hcéres ont été prises en compte, mais la place occupée par les professionnels dans les enseignements est trop importante et le taux de réussite en M1 chute de façon inquiétante, sans pour autant que ces éléments fassent l'objet d'un traitement approprié dans le cadre de l'amélioration continue. L'équipe pédagogique en charge du master a pris en compte certaines recommandations de la précédente évaluation du Hcéres. À titre d'exemples, la formation comprend désormais des enseignements sectoriels dès la première année (M1), deux stages en M1 et en seconde année (M2). 19 professionnels interviennent. Toutefois, deux éléments ternissent ce point. Les professionnels assurent désormais 76 % des volumes horaires (562 heures sur 735 heures), ce qui représente un niveau trop important pour un master compte tenu du volume horaire de l'ensemble de la formation et de la petite taille d'une promotion (voir point suivant).

Surtout, les taux de réussite en M1 sont en nette baisse : 77 % (14/18), 83 % (15/18) et 44 % (4/9) respectivement en 2021, 2022 et 2023. La situation en 2023 est particulièrement inquiétante. Le DAE ne donne aucun élément permettant d'apprécier comment est analysée et traitée cette question critique et relativement ancienne par l'équipe pédagogique et par le conseil de perfectionnement. Ceci interroge la qualité du processus d'amélioration continue de la formation.

L'adossement à la recherche est insuffisant. La formation par la recherche et à la recherche est en-dessous des attendus d'un niveau master. Malgré la présence d'enseignants-chercheurs (EC) membres du CEMOI, l'adossement à la recherche du master ne va pas au-delà des enseignements aidant à la rédaction et à la soutenance d'un mémoire de stage à l'issue du M1 et du M2. À s'en tenir aux données du DAE, seulement 24 % des heures sont effectuées par des EC. Même si le master est professionnalisant, la rédaction d'un mémoire de M2 n'allant pas au-delà du rapport de stage pose problème.

Le troisième point négatif concerne la soutenabilité de la formation, étant donné la baisse des effectifs aggravés par les faibles taux de réussite en M1. La baisse des effectifs au fil des années est très préoccupante alors que la capacité d'accueil de la formation est de 30 étudiants. Les candidatures évoluent de la façon suivante : 96, 72 et 84 étudiants en 2021, 2022 et 2023, et on constate respectivement 18, 18, puis 9 inscrits en M1. Se pose, dès lors, une interrogation quant à l'attractivité réelle du master auprès des étudiants du fait de la différence entre le dépôt des candidatures venant quasi exclusivement de licences *Économie et gestion* de l'université de La Réunion et les inscriptions administratives. Facteur aggravant, la faiblesse des taux de réussite en M1 (*supra*) réduit mécaniquement les effectifs de M2. Ainsi la question de la soutenabilité du master *Tourisme* se pose avec une acuité particulière. Consciente de ce problème, l'équipe pédagogique qui en a la charge esquisse des pistes de mutualisation avec d'autres masters de l'IAE de La Réunion afin d'alléger le coût de la formation, mais celles-ci demeurent très hypothétiques.

L'insertion professionnelle est difficile à appréhender en raison de données insuffisantes et semble ne pas correspondre aux objectifs professionnels. Si la totalité des diplômés occupent un emploi sur l'île de La Réunion, seulement la moitié travaillent dans le secteur visé par le master *Tourisme*. Les taux de réponse à l'enquête d'insertion à 30 mois sont excellents : 80 %, 60 % et 82 % respectivement 2021, 2022 et 2023. Sur les répondants, 68,75 %, 55 % et 77 % sont en emploi, ce qui est satisfaisant. Cependant, d'un point de vue qualitatif, les taux de satisfaction et d'adéquation de la formation au diplômé sont jugés comme faibles par les diplômés de 2019 (56 % et 60 %). Qui plus est, pour ce qui concerne l'évaluation des enseignements et de la formation, les taux de réponse à l'enquête à 30 mois sont trop faibles. Ils sont seulement de 20 % (6/29) et 23 % (5/21) en 2022 et 2023. Avec des taux aussi faibles, il est impossible pour l'équipe pédagogique en charge du master de piloter convenablement la formation dont elle a la charge. Même si le DAE n'explique pas ce fait, on peut se demander si la relative insatisfaction des diplômés ne tient pas à l'étroitesse du marché de l'emploi réunionnais pour des étudiants ayant obtenu un diplôme de niveau 7 (Bac+5).

L'ancrage de la formation dans le territoire réunionnais est problématique et grève l'insertion professionnelle locale des diplômés en dépit d'un gros potentiel. Le DAE énonce plusieurs objectifs allant du management d'unités hôtelières, en passant par l'événementiel ou l'ingénierie de services touristiques. Or, à lire la fiche de situation professionnelle à 30 mois produite par l'université de La Réunion, tous les diplômés du master de 2019 occupent un emploi sur l'île, mais seulement la moitié dans le domaine du commerce, du transport, de l'hébergement et de la restauration. Alors que la précédente évaluation du Hcéres indiquait la qualité des relations avec le monde socioéconomique, le DAE de 2024 montre, au contraire, une "paroi" (terme employé par les rédacteurs du dossier) entre les institutions touristiques réunionnaises et le master *Tourisme*. On ignore si ce cloisonnement explique l'insuccès relatif de cette formation à l'échelle insulaire. De même, on ignore la place qu'occupent les anciens diplômés, notamment en matière d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants en cours de formation.

Enfin, l'ouverture à l'international est insuffisante pour une formation en tourisme de niveau master. Plusieurs langues étrangères sont enseignées dans le cursus, à savoir l'anglais, l'espagnol, l'allemand, le chinois, pour environ 19 % (141 heures sur 735 heures) des heures de la maquette, ce qui est conséquent. De plus, la formation propose, de façon pertinente, des unités d'enseignement (UE) formant à la multiculturalité et à la connaissance des grandes zones géographiques visées par elle. Toutefois, les flux de mobilités sont inexistants, aucun parcours multilingue n'est assuré et la formation n'a aucun partenariat avec les pays de l'océan indien ciblés par les orientations internationales de l'université de La Réunion, voire des groupes internationaux opérant à cette échelle océanique et intéressés par le recrutement de diplômés spécialisés en ingénierie touristique. Mal positionné localement, le master *Tourisme* l'est aussi au niveau régional de l'océan Indien.

Conclusion

Points forts

- Une formation pertinente dans l'un de ses objectifs, à savoir le tourisme durable dans les zones tropicales insulaires ou vulnérables ;
- Une formation réellement professionnalisante.

Points faibles

- Une réussite en M1 trop faible et insuffisamment prise en charge par le pilotage de la formation ;
- Un adossement à la recherche en dessous des attendus d'un master ;
- Un taux d'encadrement trop faible par les EC et par les permanents ;
- Une décroissance des effectifs aggravée par un faible taux de passage en M2 ;
- Un décalage entre les débouchés professionnels et l'objectif de la formation ;
- Une impossibilité d'évaluer l'insertion professionnelle ;
- Une intégration dans le tissu socio-économique local insuffisante ;
- Une trop faible internationalisation.

Recommandations

- Définir et mettre en œuvre une stratégie pour améliorer le taux de réussite en M1.
- Veiller à renforcer l'adossement à la recherche en augmentant notamment la part des enseignements réalisée par les EC.
- Se saisir du problème de la baisse des effectifs.
- Renforcer l'alignement entre les objectifs de la formation et les débouchés professionnels.
- Renforcer les liens avec le tissu socio-économique.
- Renforcer l'internationalisation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une réussite en M1 trop faible et insuffisamment prise en charge par le pilotage de la formation ;
- Un adossement à la recherche en dessous des attendus d'un master ;
- Un taux d'encadrement par les enseignants-chercheurs et par les enseignants permanents trop faible ;
- Une décroissance des effectifs aggravée par un faible taux de passage en M2 ;
- Un décalage entre l'objectif de la formation et ses débouchés professionnels ;
- Une intégration dans le tissu socio-économique local insuffisante.

DIPLÔME D'ÉTAT DE SAGE-FEMME

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le diplôme d'État de Sage-femme de l'université La Réunion est une formation comprenant un parcours : diplôme d'État de Sage-femme. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé et contient 2751 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 51 étudiants et 87 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Cohérente avec l'offre de formation et bien inscrite dans la stratégie de l'établissement, cette formation médicale favorise l'approche pluridisciplinaire en partageant quelques enseignements avec médecine et les autres formations du domaine de la santé. Les étudiants bénéficient des ressources universitaires et du Centre hospitalier universitaire (CHU). Les pratiques pédagogiques sont variées et les moyens pour les réaliser sont adaptés même si l'approche par compétence n'est pas mise en œuvre. Cette formation a de bons taux de réussite, mais les étudiants rencontrent des difficultés à gérer la charge de travail. L'adossement à la recherche des enseignements reste faible, bien qu'une UE de « méthodologie de la recherche » et un mémoire initient les étudiants à la recherche. Qui plus est, le parcours recherche n'en est qu'au stade projet. Les partenariats internationaux permettant les échanges d'étudiants et d'enseignants sont inexistantes. Enfin, étant donné son statut spécifique (école hospitalière sous convention), la formation ne dispose pas des mêmes moyens que les autres formations de l'établissement en termes d'enseignants permanents et en termes de recherche.

La formation est conforme à la stratégie de l'établissement. À partir d'enseignements théoriques, méthodologiques, appliqués, pratiques et cliniques, le deuxième cycle maïeutique a pour objectifs d'approfondir les connaissances et les compétences acquises au cours du DFGSMa. À l'issue de ce cycle, les étudiants obtiennent le diplôme de Sage-femme qui leur confère le grade de master. Cette formation médicale, qui consiste à former sur le territoire les futures sages-femmes, les prépare au contexte d'insularité et à ses particularités. L'intégration de la formation maïeutique de second cycle sur le campus santé depuis 2023 favorise les échanges avec médecine et les autres formations de santé. De plus, ce rapprochement répond aux stratégies de l'établissement puisqu'il facilitera l'intégration universitaire totale de la filière qui est prévue en 2027.

Cette formation adapte ses enseignements au contexte local et à ses particularités, et en les organisant de manière cohérente avec les autres formations du domaine de la santé. Comme au premier cycle, apporter aux futurs diplômés une formation spécifique et spécialisée répondant aux besoins de la population ultramarine et multiculturelle de l'île reste prioritaire. La formation fait appel à des professionnels pour aborder les critères socio-économiques et démographiques de l'île, les aspects culturels et culturels, les pathologies tropicales, les indicateurs de santé globaux, et spécifiques de la périnatalité. Le DFASMa est marqué par l'importance des stages qui sont réalisés en alternance avec les cours. Cette organisation laisse peu de place à la mutualisation des enseignements avec médecine. Toutefois, la cohérence du programme pédagogique avec les programmes des autres formations du domaine de la santé est certaine. L'enseignement de l'urgence en obstétrique, qui est dispensé sous forme de séances de simulation avec les étudiants préparant au diplôme d'État des infirmiers anesthésistes et les Internes en est un exemple. Le service sanitaire obligatoire et les stages en milieu professionnel permettent également une collaboration avec les étudiants des autres filières et des professionnels appartenant à différents corps de métier.

Les pratiques et les ressources pédagogiques sont variées et adaptées. Les programmes comportent des UE théoriques, des stages et une UE clinique transversale. La formation dispose pour ses enseignements de locaux adaptés et équipés (CM, salle de TP) et a accès au centre de simulation du CHU.

Elle propose des enseignements en présentiel et/ou distanciel et des enseignements en e-Learning, notamment pour les cours d'anglais. Jusqu'en 2023, l'approche programme était prédominante pour la formation maïeutique. L'équipe pédagogique avait fait le choix d'un référentiel par compétence et d'un livret de suivi pour cadrer et évaluer les stages. L'enseignement de la culture numérique concerne la sécurité des données de santé, le PMSI, la cyberprotection. De plus à la rentrée, 28 heures de formation en « PIX plus santé » seront obligatoires et une certification sera proposée. Cependant, la formation n'a pas encore mis en place d'enseignement spécifique concernant le développement durable et la transition écologique, ces aspects sont évoqués lors des enseignements spécialisés et dans le cadre de sujets de mémoire de fin d'études. À la rentrée 2024, l'approche par compétence doit être mise en place et l'organisation des enseignements suivre les nouveaux textes réglementaires (arrêté du 3 juillet 2024).

Les taux de réussite du DFASMa sont bons, voire très bons, mais le suivi des étudiants souligne les difficultés rencontrées et le taux de réponse des enquêtes sur le devenir des étudiants est trop faible pour être informatif.

Ce second cycle, qui est la continuité du cycle DFSGMa, est une formation initiale non ouverte à la formation continue. Seuls les étudiants ayant validé le premier cycle sont autorisés à poursuivre en DFASMa. Les enseignements sont évalués régulièrement et différentes instances, dont le conseil de perfectionnement, analysent les résultats des promotions. Les étudiants rencontrent plus de difficultés en DFASMa1 qu'en DFASMa2. L'ensemble des crédits ECTS est validé par 90 % des étudiants de DFASMa2. Un soutien pédagogique individualisé accompagnant les étudiants en difficulté est bien présent. L'équipe pédagogique a repéré que certains d'entre eux ont délibérément choisi de ne pas valider certains crédits ECTS pour redoubler leur DFASMa1, ou ont demandé des reports de scolarité. L'introduction de la sixième année d'études (arrêté du 3 juillet 2024) et la réorganisation des enseignements pourront vraisemblablement résoudre les difficultés rencontrées par ces étudiants. Par contre, comme aucun étudiant inscrit via la procédure « passerelles » n'a terminé ses études, une réflexion semble indispensable pour comprendre ces abandons. Les étudiants ayant validé tous les crédits ECTS, ont deux ans pour soutenir leur mémoire de fin d'études. Les taux de réussite varient entre 80 et 90 %, mais ceux cités dans le document tiennent compte de ce dispositif, ce qui explique les pourcentages de plus en plus faibles entre 2021 et 2023. Plusieurs enquêtes sont menées pour analyser le devenir des diplômés, mais aucune d'elles n'obtient un taux de réponse significatif. La région Réunion, financeur de cette formation, enquête à six mois (taux de réponse : 10 %), suite à celle-ci, l'équipe administrative tente d'améliorer par une enquête téléphonique, puis l'Agence régionale de santé (ARS) de la Réunion interroge en fin d'année (deux réponses).

Bien qu'une UE « Méthodologie recherche » et un mémoire caractérisent la formation à la recherche, peu de cours bénéficient d'un adossement à la recherche. La formation n'offre pas encore de parcours recherche aux étudiants en maïeutique, mais c'est un projet qui devrait leur être proposé prochainement. Parmi les 87 enseignants, seuls cinq enseignants-chercheurs (MCU-PH, PU-PH) dispensent 25 heures de cours en apportant leur expertise à la filière maïeutique. À ce jour, la formation à et par la recherche s'appuie sur un travail personnel qui est finalisé par la rédaction d'un mémoire de fin d'études et une soutenance orale. La réalisation du sujet choisi par l'étudiant et validé par le comité pédagogique à l'issue du premier cycle, est encadrée par cinq PU PH ou MCU PH du domaine de l'obstétrique et de la pédiatrie. Les meilleurs travaux peuvent faire l'objet de publications dans des revues professionnelles. Pour ce travail, les étudiants ont accès aux documentations du CHU et de l'université. Ils ont été sensibilisés aux règles éthiques et au respect de l'intégrité scientifique. Il est à noter que si les étudiants sont amenés à réaliser des enquêtes pour valider leurs hypothèses, ils ne semblent pas intégrer des équipes de recherche labellisées.

À ce jour, la formation n'a pas formalisé d'accords internationaux et il n'y a pas eu de mobilité entrante ou sortante d'étudiants ou de personnels enseignants. Le programme d'anglais concerne la santé, l'obstétrique, la gynécologie et la pédiatrie et ne semble pas préparer les étudiants à la mobilité. En France, les statuts des sages-femmes étant particuliers, les contenus des programmes suivent la législation et n'ont pas d'équivalent dans d'autres pays. Pourtant, il est important que la formation et l'établissement s'engagent à offrir aux étudiants en maïeutique la possibilité de réaliser des stages au sein de l'Union européenne ou dans un autre état dans le cadre d'un programme d'échange européen ou international.

Étant donné son statut spécifique (école hospitalière sous convention), la formation ne dispose pas des mêmes moyens que les autres formations de l'établissement en termes d'enseignants permanents et en termes de recherche. Pour les années évaluées, la formation a simplement le statut spécifique de formation conventionnée par l'université, ses fonds sont alloués par le CHU qui les perçoit de la région. Concernant les ressources humaines impliquées, parmi les 87 enseignants de la formation, seuls cinq sont des permanents de l'université, les autres sont surtout des enseignants vacataires du domaine professionnel. Le document indique que le statut d'école hospitalière et la spécificité de la formation ont fait que l'établissement de partenariats avec les autres filières est resté au stade de projet et qu'il est difficile d'impliquer des professeurs invités. Il est également noté que la formation n'a pas connaissance des appels à projets pédagogiques de l'université.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien structurée répondant aux besoins du territoire ;
- Des liens forts avec le monde socio-professionnel, l'hôpital et la région ;
- Attentive à la réussite des étudiants et à la cohérence de ses enseignements avec les autres formations de santé ;
- Des méthodes variées d'enseignements et adaptées aux compétences recherchées.

Points faibles

- Un faible adossement à la recherche ;
- Un manque de partenariats internationaux permettant la mobilité des étudiants et des enseignants.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche et ouvrir un parcours recherche.
- Mettre en place des partenariats permettant une période d'études comprenant un ou plusieurs stages dans le cadre d'un programme d'échange européen ou international.

MASTER ANTHROPOLOGIE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Anthropologie* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Anthropologie sociale et culturelle de l'océan Indien*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 424 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 38 étudiants et 21 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Anthropologie*, ouvert en 2020, bénéficie d'un solide adossement à la recherche, d'une attractivité en hausse et de méthodes pédagogiques très diversifiées. S'ajoutent de bons éléments de professionnalisation avec un réseau de partenaires, essentiellement institutionnels, assurant des stages pensés en termes d'insertion professionnelle, et obtient par elle-même des données utiles sur le devenir de ses étudiants. Cependant, le taux de réussite des étudiants est très faible et il y a une carence dans l'évaluation interne, une faiblesse dans la mise en place de l'approche par compétences et des difficultés en ce qui concerne la mobilité étudiante.

L'adossement à la recherche de la formation est solide. La recherche est fondamentale dans la conception et la pratique de la formation. 13 enseignants-chercheurs et chercheurs de sept sections CNU (Conseil national des universités) y assurent 406 des 541 heures étudiant, dont 120 de formation à et par la recherche *stricto sensu* (à cela s'ajoute la place très importante du mémoire 24/30 des coefficients au 4e semestre), et où les étudiants participent à des journées de recherche annuelles (12 heures en première année, M1, huit en deuxième année, M2) avec les doctorants, et doivent assister (40 heures) aux séminaires, colloques, etc. des deux laboratoires d'adossement. Six heures sont consacrées à l'intégrité scientifique et à la déontologie (un doublement est envisagé), avec rappels dans d'autres cours et dans l'encadrement individualisé des recherches. La formation s'appuie sur les services de documentation, forme à l'utilisation des outils nécessaires (sites, logiciels...).

La formation bénéficie d'une attractivité en augmentation. Les effectifs en M1 connaissent une croissance (21, 23, 27) qui les rapproche de la capacité d'accueil, alors que les admis sont à peu près stationnaires (55 51 51 donc la proportion de ceux qui choisissent la formation augmente), ce qui est plus probant qu'une montée des candidatures annoncées avec satisfaction, mais que les chiffres ne prouvent pas (131, 150, mais 107, et 128 pour 2023) avec désormais une moitié extérieure à la région et plus de candidats de la métropole, mais sans indication sur leur choix final et sans questionnement sur les effets de la structure de Mon Master. La formation constate une évolution avec une arrivée d'étudiants engagés dans la vie active (enseignement, santé, culture), mais elle n'indique pas quelles conséquences pédagogiques ou administratives elle en tire (elle est ouverte à la formation continue, avec deux stagiaires en trois ans, mais sans aménagement spécifique).

La diversité des méthodes pédagogiques et des évaluations mérite d'être soulignée. Il y a un apprentissage collaboratif entre étudiants dans certains TD ; outils numériques dont MOOC ; sorties de terrain avec collecte de données, analyse et évaluation lors d'un bilan écrit semestriel ; grande variété de supports (diaporamas, vidéos...) ; mémoire, participations à des manifestations scientifiques, etc. Si en revanche le distanciel est limité le plus possible hors circonstances exceptionnelles, c'est suite aux retours d'expérience de l'ensemble des enseignants.

La formation met en place des dispositifs originaux favorisant la professionnalisation même si le stage est trop peu valorisé. La formation insiste sur la construction d'un réseau de partenaires pour définir les débouchés et valoriser les compétences.

Il s'agit d'abord d'accueil pour des enquêtes de terrain et surtout un stage de 120 heures (obligatoire, mais concernant 15 étudiants sur 22 en 2021-2022 et 16 étudiants sur 19 en 2022-2023 en M2, sans que la différence soit commentée), le but étant de repérer des débouchés et de faire connaître la formation. On note que le stage est trop peu valorisé avec trois crédits, ECTS. Les partenaires concernent pour l'essentiel des collectivités territoriales, et leurs services (archives, inventaire, musées, médiathèques...), des universités et leurs centres de recherches comorien, mauricien, malgache, des associations et des ONG sociales et « activistes ». De plus, des professionnels sont invités pour des séminaires et des rencontres avec le public. Il est cependant peu question d'interventions directes de professionnels dans la formation, au-delà de ces invitations, même s'ils sont largement pris en compte hors enseignement et si est envisagée pour l'avenir une UE où des professionnels venant de l'anthropologie viennent présenter leur parcours et leur métier. En l'état, ce peut être une vraie faiblesse.

La formation analyse finement l'insertion professionnelle à partir d'une enquête menée en interne. La formation fait état de données intéressantes sur la qualité de l'insertion professionnelle. Trop récente pour s'appuyer sur les enquêtes quantitatives de l'établissement ne portant que sur des promotions antérieures à sa création (dont elle sait la nécessité), elle a obtenu des indications précises, de façon directe, à partir de l'itinéraire de ses premiers anciens diplômés (chef de projet de cohésion sociale à la mairie de Saint-Denis, chef de projet programme réussite éducative au Rectorat, professeurs des écoles et PLP2) et même (ce qui mérite d'être souligné) d'étudiants sortis sans diplôme (chef d'entreprise (gestion, services à la personne), policiers, douaniers, etc.) ce qui montre la validité de la liste d'emplois possibles avancée, même si bien l'échantillonnage est restreint et si manquent les données quantitatives (mais aussi des détails supplémentaires sur les emplois) permettant de mesurer le lien réel entre débouchés et formation.

Cependant, les taux de réussite atteignent des niveaux préoccupants. Ils sont de l'ordre de 70 % en première comme en deuxième année, avec une baisse tendancielle (en M2 15 et 11 diplômés pour 22 et 19 étudiants). Ce taux est analysé comme correspondant aux abandons, césures et réorientations donc en partie à des inscriptions par défaut (les cas où aucun crédit ECTS n'est obtenu M1 sont assez rares - deux, quatre, deux, mais pèsent sur de petits effectifs), et en M2 par l'obstacle du mémoire, suscitant des redoublements d'étudiants « souhaitant avoir plus du temps pour le réaliser », mais aussi d'autres qui dans la situation réglementaire antérieure pouvaient ou auraient pu enchaîner les redoublements – un nouveau règlement, où les redoublements ne sont plus de droit, est salué comme réglant ce problème. Il n'y a pas de dispositifs de mise à niveau en M1, et pour le mémoire du seul appui sur les efforts personnels des enseignants dans le suivi individuel.

La formation ne propose pas d'évaluation systématique, par questionnaire, des enseignements et de la formation par les étudiants et l'évaluation par compétence n'est pas aboutie. L'évaluation reste « qualitative » via les délégués au conseil de perfectionnement. L'approche par compétences n'est pas encore totalement aboutie. Les compétences sont effectivement bien identifiées, explicites dans des fiches de cours, et la formation annonce que les « enseignants se placent bien dans une approche par compétences opérationnelles », mais la formalisation est moins aboutie que ce que proposent les modèles issus d'autres disciplines. Et si l'alignement pédagogique est proclamé, et sans nul doute présent du fait de la cohérence d'ensemble, il faut qu'il soit explicité.

Malgré des efforts, la mobilité étudiante est très limitée. Les données de l'établissement indiquent une mobilité sortante nulle, la formation parle de cinq cas en trois ans (Comores, Madagascar et Maurice avec une claire valeur ajoutée pour les étudiants), mais il peut s'agir de séjours de recherche. Elle compte aussi un entrant en trois ans et neuf étudiants internationaux hors échanges. Elle met en avant la barrière de la langue, mais l'apprentissage des langues de cette région du monde, nécessaires pour des recherches, passeraient par des diplômes d'université (DU) payants ; par ailleurs deux DU dont elle considère qu'ils faciliteraient la mobilité entrante (mise à niveau en langue française et connaissance des cultures locales) ont été mis en sommeil par l'établissement.

Conclusion

Points forts

- Une très solide place de la recherche dans la formation ;
- Une croissance réelle des effectifs ;
- Une grande diversité des méthodes pédagogiques et des modes d'évaluation ;

- La mise en place d'un réseau de partenaires pour favoriser la professionnalisation ;
- Un effort d'obtention de données sur le devenir des étudiants.

Points faibles

- Des taux de réussite trop faibles ;
- Un stage trop faiblement valorisé ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Une approche par compétences non aboutie ;
- Une mobilité étudiante limitée.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite par exemple en mettant en place des dispositifs de remédiation.
- Mieux valoriser le stage.
- Faire une évaluation des enseignements par les étudiants.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Développer la mobilité étudiante via l'intégration d'enseignements en langues étrangère dans la formation.

MASTER GÉOGRAPHIE, AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Géographie, aménagement, environnement et développement (GAED)* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Territoires et sociétés de l'océan Indien*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 512 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 51 étudiants et 16 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master GAED dispose d'un très bon adossement à la recherche. Son positionnement dans l'offre de formation de l'établissement est à la fois pertinent et cohérent. La formation s'inscrit par ailleurs dans une démarche d'amélioration continue très positive ; elle jouit d'une bonne attractivité qui s'exerce au-delà de l'île de La Réunion. La formation s'appuie sur une approche programme bonifiée par une pluralité de pratiques pédagogiques. Elle fait preuve d'un bon niveau d'internationalisation, mais la place de l'anglais dans les enseignements mériterait d'être davantage étoffée et les certifications encouragées. L'insertion professionnelle des diplômés atteint un niveau assez satisfaisant au regard du marché local du travail, mais il est à noter que le principal débouché apparaît assez éloigné des objectifs professionnalisants du master. Les taux de réussite structurellement bas révèlent une hétérogénéité des profils qui doit être mieux prise en compte dans le cadre de dispositif de remédiation adapté. De plus, la professionnalisation de la formation, son ouverture au monde socio-économique, gagnerait à être renforcée.

La formation dispose d'un très bon adossement à la recherche. Celui-ci repose sur neuf enseignants-chercheurs et chercheurs qui interviennent à hauteur de 400 heures étudiant dans une formation qui en compte 460 au total. La grande majorité d'entre eux est rattachée au laboratoire Océan Indien : espaces et sociétés (OIES) et les sujets de mémoire de master s'inspirent de manière cohérente des thématiques de recherche du laboratoire. Ce lien étroit s'exprime également par l'accueil de quatre à six étudiants par an dans le cadre de leur stage de deuxième année (M2). En outre, le master propose un volume conséquent (159 heures étudiant) de formation à et par la recherche sous la forme de séminaires et de cours de méthodologie dispensés sur les deux années. Il comprend aussi une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie, sur la question notamment de la collecte et du traitement des données, et bénéficie des interventions du service commun de la documentation.

Le master GAED affiche un positionnement pertinent, en cohérence avec la politique de l'établissement. La formation accorde une place centrale aux questions de durabilité tout en orientant une grande partie de ses enseignements vers son environnement local et régional. Ce double positionnement rejoint ainsi les ambitions stratégiques de l'établissement. En outre, le master s'inscrit dans un *continuum* de formation avec la licence *Géographie et aménagement*. L'équipe enseignante a judicieusement pensé à une progressivité des apprentissages entre les deux cycles, basée sur des thématiques communes.

Le master GAED est engagé dans un processus d'évaluation interne qui a abouti à des améliorations substantielles de l'offre de formation. Le conseil de perfectionnement se réunit une fois par an en présence notamment de quatre étudiants et de deux professionnels extérieurs. Il s'appuie sur l'enquête sur l'évaluation des enseignements et de la formation, dont les taux de réponse sont encore perfectibles (environ 50 %), qui constitue néanmoins un outil efficace au service de l'amélioration continue de la formation.

Ainsi, des réajustements de la maquette ont pu avoir lieu au fil du précédent contrat : suppression d'une UE, hausse du volume horaire de la méthodologie, augmentation de la durée de stage.

Le master GAED bénéficie d'une attractivité globalement satisfaisante qui s'exerce bien au-delà du territoire insulaire. Outre les opérations de communication menées auprès du vivier local dans le cadre des Journées portes ouvertes, la formation est également représentée depuis 2022 au salon de l'association fédérative nationale des étudiants en géographie. Cette initiative donne au master une visibilité potentiellement très intéressante à l'échelle hexagonale, mais l'effet sur les admissions n'est pas clairement quantifié. La région du sud-ouest de l'océan Indien constitue un bassin de recrutement complémentaire (Comores, Madagascar) via la procédure Bienvenue en France. Le nombre de candidats néo-entrants en M1 est suffisant pour constituer une promotion malgré d'importantes fluctuations selon les années universitaires : 63 en 2020-2021, 112 en 2021-2022, 86 en 2022-2023. Au final, le nombre d'étudiants admis varie assez peu. Il était de 39 en 2022-2023, en légère baisse par rapport aux deux années précédentes et les effectifs définitivement inscrits en M1 parviennent à rester stables, garantissant ainsi la viabilité de la formation.

La formation met en œuvre des pratiques pédagogiques diversifiées au service d'une approche programme.

Le master articule des contenus disciplinaires, épistémologiques et méthodologiques avec une identification des compétences par UE en lien avec les blocs de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). L'approche par compétences (APC) n'est pas encore aboutie et il est par ailleurs dommage que la formation ne propose pas de certifications complémentaires. Les outils numériques sont classiquement mobilisés dans le cadre d'enseignements techniques (traitement de données, cartographie) et de cours à distance (30 heures étudiant), mais aussi pour développer des pratiques interactives (Wooclap).

La formation témoigne d'une bonne ouverture à l'international grâce en particulier à la qualité de son réseau partenarial, mais la place de la langue anglaise dans les enseignements mériterait d'être renforcée. Les accords Erasmus + avec l'Europe et l'aire de l'océan Indien ont permis de développer la mobilité enseignante entrante et sortante. Les étudiants du master profitent ainsi d'interventions pédagogiques ponctuelles dispensées en anglais par des enseignants-chercheurs étrangers. Ces partenariats constituent une réelle plus-value et ils pourraient à terme déboucher sur une coopération institutionnelle plus poussée (double diplomation notamment) dans la mesure où certaines thématiques enseignées (sciences de la durabilité en milieu insulaire) apparaissent très porteuses. En termes de mobilité étudiante, les flux entrants atteignent un niveau satisfaisant (cinq entre 2021 et 2023). Les flux sortants sont en revanche un peu plus modestes (trois au cours de la même période) malgré le dispositif d'accompagnement et les nombreuses destinations proposées. Conformément à la politique de l'établissement, l'apprentissage de la langue anglaise se limite à 40 heures sur l'ensemble du master. Ce volume apparaît très modeste au regard, notamment, des enjeux actuels d'insertion professionnelle. Il est à cet égard regrettable qu'un seul étudiant ait validé une certification en langue étrangère sur la période de référence. La montée en compétences de la promotion du master GAED permettrait d'envisager plus facilement la mise en place d'un enseignement disciplinaire en langue anglaise qui renforcerait la dimension internationale de la formation.

L'insertion professionnelle des diplômés est plutôt satisfaisante au regard du contexte économique de l'île mais le débouché principal n'est pas en adéquation avec les objectifs professionnalisants de la formation. Les enquêtes sur les promotions 2019 et 2020 révèlent que respectivement 64 % et 67 % des diplômés ont un emploi à +30 mois. Ces données témoignent des spécificités et contraintes du marché local du travail avec en particulier une nette prédominance des emplois publics. Il est par ailleurs indiqué qu'une proportion importante des titulaires du master (33 % pour 2019 et 53 % pour 2020) trouve un emploi dans l'enseignement, un débouché qui apparaît éloigné des métiers prioritairement ciblés par la formation. Le nombre d'étudiants poursuivant en doctorat est quant à lui marginal.

La formation affiche des taux de réussite structurellement bas qui interrogent l'adéquation entre le profil des étudiants recrutés et les attendus de la formation. En 2022-2023, seuls 12 étudiants de M2 avaient validé l'intégralité des crédits ECTS sur un total de 25 inscrits, soit un taux de réussite de 48 %. Cette proportion s'élevait à 75 % en 2021-2022 pour retomber à 42 % en 2020-2021. En première année du cycle, les taux de réussite sont globalement plus élevés sans pour autant atteindre des niveaux satisfaisants au regard des standards nationaux (65 % en 2022-2023, 67 % en 2021-2022, 76 % en 2020-2021). L'équipe enseignante pointe les évaluations du mémoire d'étape de M1 et du mémoire final de M2 pour lequel toute note inférieure à 10/20 est éliminatoire alors que certains étudiants, notamment parmi ceux originaires de la région du sud-ouest de l'océan Indien, présentent un faible niveau académique. Si les critères de sélection à l'entrée du master sont maintenus en l'état, cette situation plaide pour la mise en place d'un solide dispositif de remédiation tout au long du cursus en privilégiant un suivi personnalisé des étudiants. Le projet d'ateliers d'écriture évoqué dans le rapport d'autoévaluation est de ce point de vue très pertinent. En outre, un dispositif de remédiation consolidé nécessiterait sans doute de dépasser le plafond d'heures étudiant imposé par l'établissement, voire de proposer une modulation du temps d'apprentissage afin de mieux prendre en compte l'hétérogénéité des profils étudiants.

La formation accorde une place modeste aux éléments de professionnalisation et elle gagnerait à renforcer ses relations avec le monde socio-économique. La maquette intègre un stage de huit semaines en M2, doté de 20 crédits ECTS, mais il est dommage que les interventions pédagogiques des professionnels se limitent à seulement 30 heures étudiant. Davantage d'interactions de ce type seraient en effet bienvenues dans les enseignements relatifs à l'aménagement, l'environnement et le développement. En outre, la formation n'enregistre aucun alternant au cours des trois années ; idem en ce qui concerne le public de la formation continue et elle n'a pas non plus délivrée de validation des acquis de l'expérience dans l'intervalle. Une adaptation de la maquette serait souhaitable afin de valoriser ce potentiel.

Conclusion

Points forts

- Un très bon adossement à la recherche ;
- Une offre de formation pertinente et cohérente dans son positionnement ;
- Une démarche d'amélioration continue de la formation très positive ;
- Une attractivité de la formation satisfaisante.

Points faibles

- Des taux de réussite très faibles, notamment en M2 ;
- Un décalage entre les débouchés professionnels et les objectifs de la formation ;
- Une place insuffisante de l'anglais dans les enseignements ;
- Une mise en œuvre partielle de l'approche par compétences.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite des étudiants notamment en M2 en étoffant le dispositif de remédiation pour une meilleure prise en compte de l'hétérogénéité des profils étudiants.
- Agir pour une meilleure adéquation entre débouchés professionnels et objectifs professionnels de la formation.
- Améliorer les données pour pouvoir apprécier l'insertion professionnelle.
- Renforcer la place de la langue anglaise et mieux la répartir sur l'ensemble des semestres et encourager les étudiants à valider des certifications.
- Faire aboutir l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Des taux de réussite très faibles, notamment en M2 ;
- Un décalage entre les débouchés professionnels et les objectifs de la formation ;
- Une place insuffisante de l'anglais dans les enseignements.

MASTER HISTOIRE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Histoire* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Océan Indien, société, culture, pouvoir*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 540 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 48 étudiants et 13 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Histoire* a une politique volontariste de diversification des débouchés et travaille à l'insertion professionnelle des diplômés. La formation s'appuie fortement sur la recherche, se signale par la variété des méthodes pédagogiques et des modes d'évaluation mis en œuvre. Mais les problèmes sont nombreux, l'évolution des effectifs est inquiétante, tout comme le taux d'échec, le caractère peu utilisable des indications sur le devenir des étudiants et l'absence d'évaluation systématique des enseignements, les approximations de l'approche par compétences, les difficultés rencontrées dans le domaine de la mobilité étudiante, ainsi que la faible part des intervenants professionnels.

La formation mène une politique de diversification des débouchés et de travail sur l'insertion professionnelle.

Une enquête de l'établissement, remontant à la promotion de 2019, indique que sur dix diplômés et neuf y répondant, huit sont dans l'enseignement, et tous dans la fonction publique. La formation souligne ses liens et conventions avec diverses administrations pour des stages et des séjours hors les murs ayant pour objectif de faire connaître les employeurs potentiels aux étudiants, et réciproquement elle envisage une extension côté entreprise privée (archivage, etc.) à partir de la formation à la recherche documentaire. Mais peu de données permettent de juger des résultats, encore que se manifeste une demande des étudiants et des professionnels pour des allongements volontaires (avec indemnisation) du stage obligatoire de 70 heures au quatrième semestre (S4). L'augmentation de la proportion des étudiants effectuant ce stage dans les années envisagées (4, 10 et 16 pour 16, 30 et 33 inscrits en deuxième année - M2) est elle aussi significative (bien qu'elle puisse s'expliquer en partie par une diminution du nombre des redoublants), mais des données manquent, sur les lieux de stage et l'évolution la plus récente. On peut enfin regretter que le gros effort de contact avec le monde professionnel se traduise peu par une participation à l'enseignement (trois intervenants pour 40 heures étudiants).

La formation s'appuie fortement sur la recherche et se signale par la variété des méthodes pédagogiques et des modes d'évaluation mis en œuvre.

La part de la recherche est essentielle dans la formation, avec selon les modes de calcul 77 heures de formation à et par la recherche ou 148, mais surtout plus du quart des crédits ECTS pour la préparation et la soutenance d'un mémoire, deux matinées par semestre obligatoire de participation à des manifestations scientifiques du laboratoire d'adossment, 326 heures sur 540 assurées par huit enseignants-chercheurs et chercheurs, des séminaires internationaux et des interventions de chercheurs en distanciel, quatre à six heures consacrées à la déontologie et à l'intégrité scientifique, reprises dans d'autres cours et dans les suivis individualisés, neuf séances à la bibliothèque universitaire avec la participation de son personnel. Les méthodes pédagogiques et les évaluations sont très diversifiées, en cohérence avec les objectifs de la formation, mémoire, examens, évaluation du stage, évaluation réalisée par des pairs avant notation d'exposés, classe inversée, préparation en binôme de fiches de lecture imitant le style des recensions, le tout dans des « espaces (...) variés » en particulier hors les murs (sites, chantiers, bibliothèques).

La formation souffre d'un problème d'effectifs doublé d'un important taux d'échec. Elle insiste sur l'augmentation des demandes récentes provenant de l'hexagone (20 en 2022, 25 en 2023) et sur l'attractivité internationale.

Mais c'est sans parler des effets de Mon Master ni dire si elles se traduisent concrètement pour les demandes de la métropole et en oubliant que le nombre d'étudiants internationaux est très contingenté et que les services centraux en ont compté deux, deux et un. Certes, les candidatures augmentent (63, 78, 80), mais les admissions diminuent beaucoup (60, 56, 37) comme les inscriptions (26, 25, 15) loin de la capacité d'accueil (45). Bien que préoccupant, ce dernier point n'est pas commenté et cette absence de commentaire interpelle. En revanche, on peut remarquer une connaissance assez pointue des flux du point de vue qualitatif. La formation regrette le départ des meilleurs diplômés de licence en métropole. La mise en place des questionnaires en début de semestre dans chaque cours pour un diagnostic des besoins et une gestion de l'hétérogénéité mérite d'être saluée. La baisse des effectifs se double de plus d'un important taux d'échec. En M1 cela ne concerne que la promotion de 2021 puisque sur 26, 25 et 15 inscrits, 22, 17 et 14 ont obtenu tous leurs crédits ECTS, et la formation a analysé les échecs comme liés à quelques inscriptions par défaut, et à une hétérogénéité des connaissances antérieures, pénalisant en particulier des étudiants venus de Mayotte, ce que doit pallier une coordination organisée avec le centre universitaire de cette île. Le gros du problème se situe en M2, avec 6, 5 et 11 diplômés sur 16, 30 et 33 étudiants, un tiers au mieux, un sixième au pire. La part des redoublants est d'ailleurs évidente quand on passe de 22 réussites en M1 à 30 inscrits en M2, et surtout de 17 réussites à 33 inscrits. L'obstacle, bien identifié, est le mémoire, mais le seul dispositif invoqué est un projet de pré-soutenance en M1 avec UE et crédits ECTS. Il semble y avoir eu nombre d'échecs après redoublement, ce qu'un récent changement du règlement, faisant que ce redoublement n'est plus de droit, devrait permettre d'éviter, mais seuls les chiffres ultérieurs permettront de mesurer les effets de cette mesure, et des remises à niveau s'imposent sans doute dès le M1 ; les étudiants en sont conscients, et réclament en conseil de perfectionnement plus de préparation au mémoire, et plus de dissertations pour progresser à l'écrit.

Le suivi du devenir des diplômés et l'évaluation des enseignements par les étudiants sont insuffisants. Le suivi est lacunaire qu'il s'agisse des chiffres fournis par les services centraux sur le devenir des diplômés, anciens et isolés (promotion 2019), de l'apparente absence d'enquête palliative par la formation, ou de l'absence d'évaluation des enseignements par les étudiants qui ne peut-être palliée qu'en partie par la prise en compte des remarques des délégués étudiants lors des conseils pédagogiques semestriels et du conseil de perfectionnement annuel, en bonne et due forme, et pour lequel les deux personnalités du monde socio-économique (une seule était présente lors du conseil pour lequel un compte rendu a été fourni) doivent être renouvelées pour varier les points de vue et renforcer le réseau de contacts.

L'approche par compétences a été entamée avec une réflexion réelle, mais n'est pas totalement aboutie contrairement à ce qu'affiche la formation. Celle-ci est organisée autour des quatre grands blocs de compétences que l'on retrouve dans d'autres masters (« Usages avancés et spécialisés des outils numériques » ; « Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés » ; « Communication spécialisée pour le transfert des connaissances » et « Appui à la transformation en contexte professionnel »). Trois de ces blocs sont traduits dans la pratique du mémoire avec trois séries de formulations différentes, et chaque UE est liée à un, ou plus rarement deux, d'entre eux. C'est clair et efficace, mais trop schématique. L'approche par compétence mérite d'être plus approfondie.

La mobilité étudiante est inexistante. La formation a beaucoup amélioré son offre depuis la dernière évaluation, avec une unité d'enseignement (UE) d'anglais au 1^{er} semestre (S1), puis en anglais les deux suivants, et elle souhaiterait maintenant intégrer les langues de l'océan Indien dans son offre en partenariat avec la Maison Des Langues (portugais, arabe, swahili, hindi, tamoul) et l'Institut Confucius (chinois). Mais il n'y a guère de dispositif spécifique de préparation à la mobilité, sauf deux séances d'information et de préparation au 1^{er} semestre (S1) et le suivi individuel par les directeurs de mémoire (de même que les enseignants accueillent les entrants et opèrent des aménagements individuels). En pratique, il n'y a pas de demande de départs, et la formation rappelle les difficultés des étudiants, d'ordre logistique, culturel et financier (malgré le soutien matériel de la direction des relations internationales de l'établissement).

Conclusion

Points forts

- Une politique volontariste de diversification des débouchés ;
- Un solide adossement à la recherche ;
- Une grande variété de méthodes pédagogiques et de modes d'évaluation.

Points faibles

- Des effectifs en baisse inquiétante durant la période d'évaluation ;
- Un taux d'échec inquiétant en M2, avec peu de dispositifs susceptibles de le pallier ;
- Un suivi des diplômés et une évaluation des enseignements par les étudiants insuffisants ;
- Un stage trop court et trop peu valorisé ;
- Une approche par compétences moins finalisée qu'annoncé ;
- Une mobilité étudiante inexistante, malgré les efforts récents en matière de langue vivante.

Recommandations

- Renforcer l'attractivité en faisant davantage connaître la diversité des débouchés.
- Augmenter la réussite en M2 en mettant en place des dispositifs de mise à niveau en vue du mémoire, en répondant à la demande étudiante d'exercices écrits plus nombreux.
- Allonger et mieux valoriser le stage.
- Obtenir des données récentes sur le devenir des étudiants, et leur faire évaluer systématiquement la formation.
- Finaliser la mise en œuvre de l'approche par compétences.
- Développer la mobilité étudiante sortante, malgré les obstacles indépendants de la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Des effectifs en baisse inquiétante durant la période d'évaluation ;
- Un taux d'échec inquiétant en M2, avec peu de dispositifs susceptibles de le pallier ;
- Une expérience en milieu professionnel trop courte et trop peu valorisée ;
- Un suivi et une analyse du parcours des diplômés et une évaluation des enseignements par les étudiants insuffisants.

MASTER INFORMATION, COMMUNICATION

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Information, communication* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Communication, cultures et médias*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 645 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 50 étudiants et 40 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Information, communication* se signale par sa volonté de maintenir un solide ancrage dans la recherche, la grande variété des méthodes pédagogiques mises en œuvre, et un important travail d'établissement de liens avec le monde professionnel. Si la réussite étudiante a connu une explosion récente selon les chiffres de la formation, ceux fournis par les services centraux indiquent des taux encore plutôt faibles en deuxième année (M2) ; de façon générale d'ailleurs, le processus d'évaluation interne présente d'importantes faiblesses, avec des données parfois contradictoires, et trop anciennes, pour que les résultats des efforts faits puissent être appréciés. L'attractivité en termes de candidatures n'empêche pas le recrutement réel de diminuer, et un effort pour l'enseignement des langues a fort peu d'effets sur la mobilité étudiante.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche important. Le master défend la place qu'a la recherche, face à des étudiants voulant souvent une formation très technique. Elle insiste sur le lien avec la professionnalisation et entend montrer aux étudiants que les sciences de l'information et de la communication participent au développement de leurs compétences professionnelles. Le mémoire est devenu obligatoire, non compensable, et représente plus de la moitié des crédits ECTS du semestre 4, avec un rapport d'étape en première année (M1). Les enseignants-chercheurs (EC) d'autres disciplines (cours mutualisés et mineures), et les huit dont sept titulaires (avec trois postes créés depuis 2019), qualifiés en 71ème section assurent un peu plus de la moitié des enseignements (en plus du suivi des mémoires et des stages). Les étudiants bénéficient de 80 heures de formation à et par la recherche, auxquelles s'ajoute là aussi le mémoire. Le laboratoire d'adossement accueille les étudiants tentés par une poursuite en doctorat, deux par an en moyenne, même s'il est difficile de leur trouver des financements. La formation à l'intégrité scientifique et la déontologie n'est pas systématisée, mais bien présente en méthodologie de la recherche, en séminaire et dans le suivi individuel.

La formation propose une grande variété d'activités et de méthodes pédagogiques (lecture collective d'articles scientifiques, débats autour de textes de référence, études de cas analysant des productions médiatiques et culturelles, enquêtes quantitatives et qualitatives sur les productions ou les pratiques médiatiques, mises en situation professionnelle autour de l'élaboration d'un projet en équipe, classe en partie inversée, « *Serious Game* » en l'occurrence compétition entre agences arbitrée par un client réel). La formation utilise toute une gamme de lieux, à l'université, en dehors (terrain, situations professionnelles), voire des lieux virtuels même si le distanciel est peu adapté à nombre de ces activités et si les confinements en ont montré les limites.

La formation est adaptée à la réalité des débouchés, et a fait un important travail de constitution d'un réseau de professionnels. Le bassin d'emploi insulaire a imposé un caractère très généraliste, associant journalisme, communication et médiation culturelle, critiqué dans la précédente évaluation, mais permettant de répondre localement à des besoins à la fois divers et trop restreints pour justifier chacun une formation spécialisée. L'identification de ces besoins est confiée à trois professeurs associés (PAST) professionnels couvrant les trois spécialités, intervenant dans la définition des contenus, assurant trois unités d'enseignement (UE) par semestre sauf au quatrième (les étudiants doivent en choisir deux à chaque fois) et faisant intervenir une trentaine (c'était 20 voici cinq ans) de chargés de cours ou intervenants ponctuels relevant aussi, pour l'essentiel, du monde professionnel.

Cela assure plus du quart des heures étudiant (180 heures sur les 645 du cycle) et un réseau qui accompagne les étudiants dans leur insertion ; mais on regrettera l'absence de détails sur leurs métiers et leurs interventions. Les PAST gèrent aussi les stages, de six semaines en M1, 12 en M2, devenus obligatoires, avec la même fonction d'insertion : sans que ce soit explicite, ils semblent fractionnables, puisque pour la « filière » journalisme, il est question d'une semaine dans un journal malgache, avec rédaction et publication d'articles. S'ajoutent des projets tutorés dans des institutions intéressées et l'organisation par les étudiants de deux séminaires par an de rencontre entre professionnels et chercheurs. La formation souhaite par ailleurs proposer à des professionnels des UE et des blocs de compétences sous forme de certificats universitaires. Il est cependant difficile de saisir les résultats de ces efforts, la dernière enquête citée remontant à 2019, avec six réponses de diplômés, en général en CDD et à un niveau inférieur à leur niveau de formation, et dont un seul travaillait dans l'information et la communication. Ceci interroge. Aucune indication quantitative ou qualitative n'est donnée sur une évolution ultérieure.

La formation souffre d'un taux d'encadrement par les permanents très bas : 7 sur 40 soit 17,5 % et la qualité du pilotage de la formation est mise en question par des données contradictoires, obsolètes ou insuffisantes, et une présentation parfois approximative. Ainsi le taux de réussite semble exploser en M2, mais les données fournies dans le DAE (dossier d'autoévaluation) ne sont pas cohérentes. Les chiffres ne correspondent pas aux taux mis dans les commentaires. Par exemple, si on rapporte le nombre d'étudiants ayant validé tous leurs crédits ECTS au nombre d'inscrits en 2022-2023, on obtient un taux de 67 % alors que la formation annonce dans les commentaires un taux de 96 % en 2023. En dépit de cet écart inexpliqué et dommageable pour l'évaluation, la progression en M2 mérite cependant d'être saluée. Elle est analysée comme liée à un meilleur encadrement des mémoires, mais aussi à une politique de recrutement plus sélective grâce à l'augmentation des candidatures, à une formation des étudiants dès la licence et au changement de règlement permettant, en M2, d'interdire certains redoublements en chaîne, n'aboutissant à rien du fait de l'obstacle du mémoire. Par ailleurs, et de façon générale, la formation déplore l'absence d'évaluation systématique par les services centraux des méthodes pédagogiques ou de l'efficacité des dispositifs d'information sur la formation, de mesure de l'attractivité, ou de méthodologie de suivi de cohorte. Elle tente de compenser cela par des indications simplement qualitatives par des questionnaires annuels sur ses enseignements, pour lesquels le taux de réponse ne dépasse pas 50 %. Elle note surtout l'absence de suivi systématique, par l'établissement, de la qualité de l'insertion professionnelle ; les données les plus récentes datent de 2018-2019 avec six réponses et des résultats assez inquiétants. S'ajoute un certain flou dans la présentation, ainsi la maquette est peu compréhensible si l'on s'en tient à elle, et n'indique ni que les étudiants font des choix entre les UE (deux des trois spécialités), ni quelles sont les mineures complémentaires de l'offre prenable dans d'autres départements.

La formation met en avant une augmentation des candidatures, mais le recrutement est en diminution. Les candidatures augmentent certes, avec une fluctuation, 132, 182, 164 et les candidats étrangers, comptés à part, passent d'une trentaine à 60. C'est analysé comme résultant, outre des mécanismes de Mon Master (des « hexagonaux » sont candidats, mais viennent-ils ?), de l'ouverture récente d'une filière en licence avec d'ailleurs de bons effets sur les compétences des étudiants, et de l'option *Médiation culturelle*, attirant une centaine de demandes. Mais le nombre des admis diminue (51, 43, 42) tout comme avec là aussi une fluctuation, celui des inscrits en M1 (24, 26, 20). Ces chiffres et l'apparent paradoxe qui en résulte ne sont pas commentés, alors que la formation connaît ses candidats potentiels, son évolution qualitative positive, ses origines géographiques (« clientèle captive insulaire ») ; on s'étonne aussi, pour cette discipline, des moyens très classiques, très standards, de se faire connaître.

Si un effort a bien été fait en matière de langues étrangères depuis la précédente évaluation, il a peu d'effets sur la mobilité étudiante. L'anglais (remplacé par l'espagnol pour un ou deux étudiants par an) ne représente encore que 40 heures, sur seulement deux semestres ; des cours en anglais correspondant mieux aux disciplines enseignées sont envisagées, mais supposent l'acquisition, côté enseignants, de meilleures compétences linguistiques, même si un volontaire a été trouvé ; les certifications proposées par la Maison Des Langues n'ont concerné qu'un étudiant en trois ans. Des stages à l'étranger sont organisés, ce qui est très positif, mais aucun chiffre n'est fourni ; en ce qui concerne les mobilités de type Erasmus, les services centraux comptent un sortant par an, la formation deux en moyenne, entre problèmes d'insularité, de distance, donc de coût de transport, sans doute aussi de coût global, de structure du master et de type de formations qui suppose la présence des étudiants (il est sans doute très difficile de trouver un équivalent à l'étranger), et de maîtrise des langues – la mobilité se fait d'ailleurs vers les francophonies du Nord, Belgique en particulier.

Conclusion

Points forts

- Une solide défense de la place de la recherche dans la formation ;
- Une grande variété des méthodes pédagogiques.

Points faibles

- Un taux d'encadrement par les permanents trop bas ;
- Une analyse de la réussite obérée par une incohérence entre les données chiffrées et les commentaires ;
- Une formation en LVE trop faible et mal répartie.

Recommandations

- Renforcer le taux d'encadrement par les permanents.
- Améliorer l'analyse de la réussite en s'assurant de la robustesse des données.
- Renforcer l'enseignement en langues étrangères et mieux l'équilibrer sur les différents semestres.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un taux d'encadrement par les enseignants permanents trop bas ;
- Une analyse de la réussite obérée par une incohérence entre les données chiffrées et les commentaires ;
- Une formation en LVE trop faible et mal répartie entre les semestres.

MASTER SCIENCES DU LANGAGE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Sciences du langage* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Sciences du langage et mondes créoles*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines et contient 541 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 53 étudiants et 22 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Sciences du langage* se signale par ses liens avec le monde professionnel et avec la recherche, par l'intérêt porté à l'innovation pédagogique, par la croissance de son recrutement et la connaissance de son public, par des efforts d'évaluation interne et de perfectionnement. Toutefois, les taux de réussite restent assez faibles, et les données statistiques disponibles sont rares, peu cohérentes et non commentées. Enfin, malgré de réels efforts, l'ouverture à l'international est très limitée.

Les liens avec le monde professionnel existent, mais l'intervention des professionnels dans la formation devrait être renforcée. La formation s'affiche comme non « directement professionnelle » et seules vingt heures de cours sont assurées par des acteurs socio-économiques ou culturels hors enseignants. Mais ceux-ci, dont des chefs d'entreprise, des responsables d'associations, interviennent dans au moins cinq autres unités d'enseignement (UE), proposent dans différents cours des projets tutorés mettant en situation professionnelle, en particulier dans les administrations territoriales (traductions, réflexion), participent à des soutenances. Les contacts ont été noués à l'occasion des recherches des membres de l'équipe pédagogique, ou de formations extérieures qu'ils ont assurées (Académie, mairies bilingues, associations, collectivités, personnels de santé, de justice, etc. - des formations « concentrées » sur une journée ou demi-journée pour des acteurs (santé, du tourisme, de la justice, etc.) étaient annoncées à partir de la rentrée 2024). La formation envisage des formalisations (conventions avec l'Académie, avec des orthophonistes), et la proposition d'UE ou de blocs de compétences en formation continue. La professionnalisation est complétée par deux UE de projet professionnel personnalisé, et par un stage de 120 heures crédité de 3 crédits ECTS (au lieu de 70 auparavant) suivi par plus de 90 % des étudiants avec même une augmentation d'année en année (mais sans explication sur les cas où il n'est pas effectué). La formation note et déplore implicitement qu'il se fasse souvent en établissement scolaire et ne contribue directement à l'insertion professionnelle que dans un tiers des cas.

La recherche est centrale dans la formation, avec des efforts particuliers. La formation comporte des interventions d'enseignants-chercheurs (EC) « métropolitains » (Angers, Rennes, Tours, etc.) ou internationaux, en présentiel à l'occasion de missions de recherche ou en distanciel, 30 heures en tout de présence dans des manifestations scientifiques avec compte-rendu noté, et possibilité – valorisée – de participer à leur organisation, la possibilité d'effectuer le stage dans le laboratoire d'adossment (deux ou trois cas par an). Cela s'ajoute à des éléments plus habituels : importance fondamentale du mémoire de recherche ; 95 heures de formation à et par la recherche stricto sensu ; 11 EC avec l'originalité de représenter neuf sections différentes du Conseil national des universités (CNU) et assurant (avec un PRAG, titulaire d'un doctorat) 361 heures sur les 541 ; formation à l'intégrité scientifique d'une dizaine d'heures, mais prolongée dans différents cours et dans le suivi individuel et prolongeant celle donnée en licence avec cependant une faiblesse puisque la diversité des licences suivies ne semble pas prise en compte ; appui sur les services communs de documentation pour former à la recherche de ressources et à divers logiciels.

La formation est engagée dans l'innovation pédagogique. Elle salue les formations proposées par l'établissement, évoque leur essaimage interne par partage entre collègues, ainsi que l'apport de la pluridisciplinarité et du croisement entre méthodes différentes, évoque cours dialogués, activités collaboratives, mises en situation, pédagogie par projet, pédagogie inversée, *serious games*, etc. 70 % des UE des trois premiers semestres sont au moins en partie disponibles en distanciel (en général en hybride asynchrone), mais le chiffre de 140 heures est également indiqué (peut-être s'agit-il des UE entièrement disponibles ainsi) et surtout, à l'expérience, elle considère qu'il ne s'agit que d'un palliatif pour des étudiants ne pouvant assister au cours (salariés, etc.), totalement inadéquat pour certains enseignements comme les langues vivantes. La formation s'intéresse en termes d'employabilité aux compétences transversales (« *soft skills* »), orthographe comprise, mais considère que leur mise en valeur devrait revenir au service central chargé de l'insertion professionnelle. Dix heures de cours, prolongeant d'autres, proposées en licence, préparent la certification PIX, celle-ci est aux frais des étudiants, dont aucun ne l'a demandé en trois ans.

L'attractivité réelle de la formation est en hausse, comme le montre l'évolution du nombre d'inscrits en M1. Sur trois ans, ceux-ci sont passés de 21 à 23 puis 27. Cela ne correspond pas vraiment aux candidatures, plus fluctuantes même si la formation dit qu'elles « ne cessent d'augmenter » (126, 136, 107), ni aux admissions, au moins aussi fluctuantes (42, 75, 56), mais même si ces distorsions auraient appelé commentaire, le résultat final est probant. Si les effectifs globaux, eux, sont en baisse, c'est du fait des chiffres en M2 (39, 35, 26) manifestement du fait d'une politique devenue plus restrictive en matière de redoublements sans que cela soit précisé. À noter que la formation connaît et prend en compte l'hétérogénéité de la formation antérieure de ses étudiants, issus de licences très diverses, et qu'elle ajoute aux moyens habituels d'information sur ses enseignements la possibilité d'assister à des cours, des présentations à l'usage des étudiants en fin de licence et des rencontres entre étudiants des deux cycles, organisées grâce à des jeunes en service civique.

L'évaluation des enseignements en vue d'une amélioration continue est bien assurée. Elle pourrait l'être un peu plus et la formation envisage d'étendre à toutes les UE le questionnaire papier et numérique distribué à l'avant-dernier cours dans 60 % des UE, celles proprement disciplinaires, avec taux de réponse en augmentation, et plus qu'honorable si l'on n'oublie pas qu'au premier semestre de M2 la plupart des redoublants ne sont pas concernés (24, 25 et 28 réponses pour 60, 58 et 53 inscrits). Le conseil de perfectionnement annuel, préparé par deux conseils pédagogiques, composé de façon réglementaire, a proposé et obtenu des améliorations substantielles, de la fin des cours de langue vivante en distanciel à la possibilité de choisir entre plusieurs UE « mineures » ou à une meilleure visibilité des compétences mobilisées.

Le taux de réussite des étudiants est relativement faible. Le taux d'échec est variable, mais important dès le M1 (de l'ordre de 10, 35 puis 25 % pour les années prises en compte) ; il est alors analysé comme correspondant à des inscriptions « par défaut » de candidats refusés en particulier en master MEEF et sous-estimant la spécificité disciplinaire, d'où des abandons. En M2, même si elle augmente un peu, la réussite est de l'ordre de 50 % (18/39, 18/35, 14/26, soit 46, 51, 54 %) ce qui est peu et est expliqué par l'impossibilité de satisfaire aux exigences du mémoire, d'où des redoublements, de droit jusqu'en 2023-2024, expliquant d'ailleurs la différence entre les effectifs de M1 et de M2, et aboutissant souvent à un autre échec. La formation annonce que les UE du premier semestre de M2 sont validées dès la première année d'inscription à ce niveau dans 80 % des cas, mais ce n'est déjà pas un très bon résultat d'autant qu'elle dit ne prendre en compte dans ce calcul que les étudiants qui ne se sont pas inscrits « par défaut ». Le durcissement des conditions de redoublement est trop récent pour apparaître dans les chiffres, et la petite amélioration constatée est liée à un effort général d'accompagnement et de remédiation en communication orale et écrite, avec des UE spécifiques - d'où pour l'avenir la demande d'un poste de PRAG de Lettres.

Le suivi du devenir des étudiants est insuffisant pour un pilotage de la formation. Il interdit toute conclusion sur les résultats des efforts, très réels, on l'a vu, en matière de professionnalisation. Les données de l'établissement sont peu utilisables, les réponses étant trop rares sauf pour la dernière année : 4, 5, 12. Sur les 12, 5 sont en poursuite d'études un an après leur diplôme, mais si un « poursuit (son) cursus », aucun n'est indiqué comme inscrit dans un autre établissement, aucun dans un autre master, ce qui interroge sur ce que font les quatre autres. Les enquêtes de la formation, avec l'aide de jeunes en service civique, ont un meilleur taux de réponse (75 %) et montrent que 50 % des étudiants sont insérés professionnellement, 30 % sont en poursuite d'études où passent des concours et 20 % sont à la recherche d'emploi, mais aucune indication n'est fournie sur les emplois occupés. L'établissement parle d'un tiers dans le privé et un tiers dans le public, on supposera que c'est par rapport à l'effectif global avec 60 % d'insertion, mais il n'y a pas d'autre indication.

L'effort réel pour favoriser la mobilité étudiante ne se traduit pas dans les faits. Il n'y a aucune mobilité sortante malgré l'accompagnement prévu, y compris la proposition de cours spécifiques et de contact direct avec des enseignants des potentielles universités d'accueil, malgré aussi un enseignement de langue vivante normal en quantité (20 heures à chacun des trois premiers semestres), mais surtout varié (créole, malgache, anglais, allemand, espagnol et portugais) en attendant des cours en langue étrangère, mieux liés à la discipline, envisagés en fonction de nouveaux partenariats internationaux hors francophonie.

Entre palliatif et incitation, la formation promeut les contacts en binôme avec ses étudiants internationaux (trois en moyenne par an, de Maurice, Madagascar, Chine et Seychelles) et sinon avec ceux en mobilité entrante (deux seulement en trois ans), du moins avec la dizaine d'inscrits dans une autre formation qui choisissent une de ses UE et bénéficient d'un accompagnement spécifique à titre bénévole. La formation ne peut sans nul doute pas grand-chose à cette situation, encore qu'elle envisage de déplacer le stage de M2 en M1, ou durant les vacances, avec l'idée qu'il se fera plus facilement à l'étranger s'il n'est pas en concurrence directe avec la réalisation du mémoire de recherche. En tout état de cause, tous ces dispositifs ne peuvent pas être considérés comme efficaces, comme le considère pourtant la formation.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec le monde professionnel ;
- Un très solide adossement à la recherche ;
- Des pratiques pédagogiques très innovantes ;
- Un recrutement en augmentation et une bonne connaissance de la formation des étudiants recrutés ;
- Une évaluation par les étudiants, prise en compte dans l'amélioration continue.

Points faibles

- Un taux d'échec assez élevé ;
- Des données sur le devenir des étudiants très difficilement utilisables ;
- Une part des professionnels dans l'enseignement insuffisante ;
- Un stage trop peu valorisé en termes de crédits ECTS ;
- Une très faible internationalisation.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite en renforçant, par exemple, la remédiation en matière d'expression, surtout écrite.
- Veiller à renforcer la professionnalisation en valoriser mieux l'expérience en milieu professionnel en termes de crédits ECTS et en renforçant la part des professionnels dans les enseignements.
- Améliorer le pilotage de la formation en s'appuyant notamment sur des données fiables en matière de devenir des étudiants.
- Renforcer l'internationalisation de la formation.

MASTER BIODIVERSITÉ, ÉCOLOGIE ET ÉVOLUTION

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Biodiversité, écologie et évolution* de l'université de La Réunion est une formation comprenant trois parcours : *Biodiversité et écosystèmes Tropicaux-Aquatiques, Littoraux et Insulaires (BEST-ALI)*, *Biodiversité et écosystèmes tropicaux-terrestres (BEST-T)* et *Tropimundo (M1)*. La formation se situe sur deux campus : le campus du Moufia et le campus du Tampon. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et l'UFR Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 424 heures étudiant. Elle compte en 2022-2023 69 étudiants et 56 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation est bien alignée avec la stratégie de l'établissement, cohérente avec l'offre locale et intégrée au tissu économique régional, notamment sur les thématiques prioritaires de la biodiversité, de l'écologie et de l'évolution dans un contexte tropical. Elle bénéficie d'un solide adossement à la recherche, avec des projets concrets pour les étudiants, et attire un nombre important de candidats, renforçant ainsi son attractivité. L'approche internationale, soutenue par le programme *Erasmus Mundus* et les enseignements en anglais, permet aux étudiants de développer des compétences pour une carrière internationale. Les taux de réussite sont élevés, avec une poursuite d'études et une insertion professionnelle satisfaisante. Cependant, certains points nécessitent des améliorations, tels que le faible volume d'heures dédiées à la professionnalisation, l'absence de certification dans le cadre de l'approche par compétences (APC), et le faible taux de participation des étudiants à l'évaluation des enseignements. L'introduction de parcours pour l'apprentissage, la formation continue et la validation des acquis de l'expérience (VAE) serait bénéfique, tout comme le renforcement de la formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie.

La formation est alignée avec la stratégie de l'établissement, cohérente avec l'offre de formation et ancrée dans le tissu économique local. En effet, elle s'inscrit dans les thématiques prioritaires de la biodiversité, de l'écologie et de l'évolution dans un contexte tropical. De plus, elle adopte une approche interdisciplinaire qui inclut les sciences humaines et sociales. Le positionnement de la formation sur deux composantes (UFR ST, UFR SHE) favorise une couverture géographique équilibrée des principaux sites de l'île. Par ailleurs, elle complète d'autres formations comme le master *Biologie-santé*, offrant ainsi une continuité d'études pour les étudiants de licence *Sciences de la vie* (BOPE). La formation collabore avec des institutions locales et internationales.

La formation assure un bon adossement à la recherche. Elle est adossée à deux unités mixtes de recherche (UMR), avec une équipe pédagogique composée majoritairement d'enseignants-chercheurs (plus de 90 % des heures d'enseignement). Les étudiants participent à des projets de recherche sur le terrain, tels que "PlantRunDNA", et à des stages dans des unités de recherche locales (61 % pour le parcours *BEST-T*) ou internationales (22 %). Ils sont également intégrés aux animations scientifiques des laboratoires d'appui, comme les séminaires et les journées des doctorants.

La formation bénéficie d'une attractivité notable. Elle attire en moyenne 365 candidats (dont 236, soit 64 %, pour le parcours *BEST-ALI* et 129, soit 36 %, pour le parcours *BEST-T*), pour une capacité d'accueil en M1 de 41 étudiants. En 2022-2023, 39 étudiants se sont inscrits en *BEST-ALI* et 26 en *BEST-T*, complétés par quatre étudiants *Erasmus-Mundus* (*Tropimundo*). Il est toutefois important de noter que 90 % des étudiants proviennent de la licence *Sciences de la vie* (SV). Afin de diversifier les sources de recrutement, il serait pertinent de viser d'autres profils, au-delà de ceux issus de la licence SV et du parcours international *Tropimundo*, dont la sélection est gérée de manière distincte par un *consortium Erasmus-Mundus*, qui reçoit plus de 350 candidatures internationales chaque année pour seulement cinq places disponibles à l'université.

Ces chiffres illustrent l'attractivité et la reconnaissance de la qualité de la formation à l'international, soutenues par des partenariats académiques dynamiques.

Le master accorde une place significative à l'international grâce au programme Erasmus Mundus « Joint Master Degree TROPIMUNDO » et au renforcement des enseignements en anglais. Il offre 85 heures de cours en anglais, ainsi qu'un semestre complet dispensé dans cette langue pour le parcours BEST-T, en collaboration avec le programme international Erasmus Mundus « Tropimundo ». Au total, 350 heures de cours sont proposées en anglais, permettant aux étudiants de développer des compétences essentielles pour la recherche et l'internationalisation.

Le taux de réussite des étudiants est élevé, avec une poursuite d'études et une insertion professionnelle satisfaisante. Le suivi des résultats sur les trois dernières années révèle d'excellents taux de réussite pour le parcours BEST-ALI, avec une progression notable en M1 (78 %, 90 %, et 95 %) et en M2 (78 %, 90 %, et 95 %). Pour le parcours BEST-T, les taux de réussite sont restés élevés et stables, atteignant 100 %, 91 %, et 92 % en M1, et 93 %, 100 %, et 100 % en M2. Globalement, les taux de réussite sont équilibrés et constants pour les deux parcours. Par ailleurs, les enquêtes de suivi à 30 mois montrent une augmentation du taux de réponse, passant de 68 % à 81 %. En général, entre 25 % et 35 % des diplômés poursuivent en thèse, tandis que le taux d'insertion professionnelle atteint 60 % dans les 30 mois suivant l'obtention du diplôme. Ce taux peut être amélioré.

Le volume horaire consacré à la professionnalisation peut être augmenté, malgré la présence d'un stage et de quelques UE axées sur cet objectif. Dans le parcours BEST-T, 15 professionnels interviennent pour un total de 32 heures, ce qui représente seulement 4 % des enseignements sur une maquette de 750 heures. Pour le programme BEST-ALI, 15 intervenants issus du monde professionnel contribuent pour 24 heures, soit 3 % du volume total d'enseignement de 783 heures. Cette implication réduite des professionnels contraste avec l'existence de quelques UE à visée professionnalisante, telles que Découverte du monde professionnel et Expérience en milieu professionnel pour le programme BEST-ALI, ainsi que AGROECO, CONSERV et COMRED pour le programme BEST-T. Il serait souhaitable de renforcer cet aspect afin d'assurer un meilleur équilibre et de permettre ainsi aux étudiants d'interagir davantage avec les professionnels.

La formation met en œuvre l'approche par compétences (APC), mais ne propose pas de certification pour valoriser les compétences acquises. Les blocs de compétences sont identifiés au S2, et l'APC est mise en œuvre à travers des projets intégrés dans plusieurs UE, développant ainsi des compétences pratiques par le biais de travaux de terrain, de séminaires interdisciplinaires et de projets collaboratifs. Chaque UE contribue à l'évaluation des compétences requises, conformément à la fiche RNCP du diplôme. Les sorties sur le terrain et les projets de recherche intégrés, tel que la « Field School » à Madagascar, renforcent la cohérence pédagogique et favorisent l'acquisition de compétences pratiques et analytiques. Cependant, il reste nécessaire de formaliser l'évaluation des compétences acquises et de les valoriser en proposant des certifications.

La formation bénéficie d'un encadrement et d'une gouvernance solides, mais l'évaluation des enseignements par les étudiants reste un point à améliorer. L'équipe pédagogique, composée de 45 enseignants-chercheurs, assure près de 95 % des heures d'enseignement (740 sur 783 heures). Cette équipe joue un rôle actif dans les conseils de perfectionnement, réunissant étudiants, enseignants et professionnels pour analyser les performances du programme et identifier les axes d'amélioration. Cependant, le taux de réponse aux questionnaires d'évaluation des enseignements par les étudiants n'a atteint que 47 % en 2022-2023, sans données disponibles pour les années précédentes. Ce point de vigilance nécessite des efforts pour encourager une participation plus large des étudiants afin de garantir une évaluation plus représentative et constructive.

Actuellement centré sur la formation initiale, le master gagnerait à proposer des parcours spécifiques pour les publics en apprentissage et en formation continue, ainsi que la validation des acquis de l'expérience (VAE). Cette absence d'options pourrait limiter l'accès à la formation aux professionnels en reconversion ou aux adultes en reprise d'études, réduisant ainsi la diversité des profils d'apprenants.

La formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie est peu développée. Bien que la question de l'intégrité scientifique soit abordée dans certains cours et via des outils de détection de plagiat tels que Compilatio sous Moodle, la formation ne dispose pas d'un module spécifique dédié à ces thèmes.

Conclusion

Points forts

- Une formation alignée avec la stratégie de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une formation attractive ;
- Une bonne ouverture à l'international ;
- Un bon taux de réussite.

Points faibles

- Un faible taux de participation des professionnels ;
- Une approche par compétences (APC) non aboutie ;
- Un faible taux de réponses aux questionnaires d'évaluation des enseignements ;
- Une absence de formation en formation initiale (FI) et formation continue (FC), ainsi que pour la validation des acquis de l'expérience (VAE) ;
- Une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie peu développée.

Recommandations

- Renforcer la participation des professionnels aux enseignements.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Améliorer le taux de réponse aux questionnaires d'évaluation des enseignements.
- Développer les dispositifs de formation continue (FC) et formation initiale (FI), ainsi que de validation des acquis de l'expérience (VAE).
- Renforcer la formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie.

MASTER BIOLOGIE-SANTÉ

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Biologie-santé* de l'université de La Réunion est une formation comprenant quatre parcours : un premier parcours en M1 : *Biologie-santé* et trois parcours en M2 : *Maladies infectieuses tropicales, Maladies métaboliques et chronique et Vulnérabilités et développement*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé et contient 424 heures étudiant. La formation se situe sur le Site de Bellepierre-Campus de Terre-Sainte. Elle compte en 2022-2023 37 étudiants et 56 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Cohérente avec l'offre de formation, le master *Biologie-santé* est une formation destinée au secteur santé et est en lien avec le seul Centre hospitalier universitaire (CHU) de l'île de La Réunion. La formation jouit d'une bonne visibilité internationale. Bien adossé à la recherche, le master propose des méthodes pédagogiques adaptées et a identifié des blocs de compétences. Le pilotage de la formation est très satisfaisant. Néanmoins, le master pâtit d'un manque d'attractivité.

Le master est cohérent avec l'offre de formation. Ses enseignements se déroulent sur les sites nord et sud de la faculté de santé. Si le M1 est un tronc commun, les trois parcours proposés au niveau M2, (*Maladies chroniques et métaboliques ; Maladies infectieuses et immunologiques ; Périnatalité-génétique*) sont des axes d'intérêts importants pour le développement régional et donc des axes définis dans la stratégie de formation de l'université. De nombreux enseignants-chercheurs et praticiens hospitaliers interviennent dans ce cursus orienté recherche. Afin d'offrir d'autres débouchés au diplôme, la formation fait également appel à des professionnels du secteur privé. Cette formation est proposée à la suite des licences *Sciences pour la santé* et *Sciences de la vie* de la faculté des Sciences et technologies et d'un double cursus aux étudiants souhaitant suivre un parcours recherche de médecine et de maïeutique. Bien que ce master soit ouvert à ces différents publics, la formation manque encore localement d'attractivité, mais jouit d'une bonne visibilité internationale grâce à son implication dans un certain nombre de partenariats.

La formation a établi des partenariats internationaux et nationaux, et a adapté ses enseignements pour accueillir des étudiants et enseignants-chercheurs étrangers, ce qui lui confère une bonne visibilité. Avec une capacité d'accueil limitée à 30 étudiants, on note une ouverture à l'international certaine. Cette formation accueille des étudiants étrangers, participe au programme ERASMUS + (Liban, Inde et Afrique du Sud) et a développé un partenariat avec le master *Biologie-santé* du « *Velore Insitue of Technology* » (VIT) en Inde. Cette collaboration est soutenue par le « campus Franco Indien » via le projet ILIADE qui lie plusieurs universités françaises et indienne dans le domaine de la santé. L'accord MiC ERASMUS+ avec une université libanaise s'est terminé en 2021. Des mobilités étudiantes sont effectives. Les contenus et les dispositifs de cette formation sont variés et bien adaptés aux partenariats internationaux. La formation impliquée dans le projet ILIADE a rendu possible le suivi de ses enseignements en hybride ou en asynchrone, permettant l'intervention d'enseignants ou de spécialistes de la France métropolitaine et de l'étranger. Une salle est dédiée aux enseignements de M1 et de M2 et facilite l'esprit de promotion. Certains cours sont dispensés en anglais et les enseignants peuvent bénéficier de formations à la pédagogie en anglais. De plus, le nombre d'heures d'enseignement de l'anglais a augmenté. Les étudiants anglophones ont accès au cours FLE (*Français langue étrangère*). Le document ne mentionne pas de participation aux actions des projets du PIA qui pourraient pourtant soutenir des projets d'innovations pédagogiques. Des enseignements mutualisés sont ouverts au parcours d'un master du VIT.

Le master *Biologie-santé* bénéficie d'un fort adossement à la recherche en offrant des enseignements spécialisés et orientés recherche avec des pratiques pédagogiques adaptées et l'identification de blocs de compétences.

Les cours sont dispensés par 28 enseignants-chercheurs appartenant à différentes sections CNU (Conseil national des universités) et impliqués dans des unités de recherche reconnues. Si des praticiens hospitaliers interviennent dans les enseignements, le document ne mentionne pas la contribution de chercheurs issus des grands organismes alors que les sites de l'établissement hébergent des unités de recherche labellisées CNRS, INSERM, IRD. Ces unités sont les principales structures qui reçoivent les stagiaires M1 et M2. L'accueil d'étudiants stagiaires par les laboratoires DSIM B (Unité INSERM Uni Paris Cité/UP de la Réunion) et Quali Sud (Uni de Montpellier) montre un lien avec la métropole. Enfin, le master *Biologie-santé*, correspond aux thèmes de la fédération de recherche "BioSécurité en milieu Tropical" (BioST). Ce master est principalement orienté vers la recherche publique, mais implique de plus en plus de professionnels du secteur privé. Il n'est pas ouvert à la formation continue ou à l'alternance, mais les équipes pédagogiques ont mis en place des supports numériques et des modalités de contrôle de connaissances pour permettre aux salariés et internes de suivre un parcours recherche adapté à leurs besoins de formation. Alors que la certification PIX est proposée au niveau licence, seuls certains aspects de la bio-informatique sont enseignés au niveau master. Si une UE dédiée à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique est dispensée en M1, peu d'informations sont données sur des UE qui engagent l'étudiant ou qui initient à la transition écologique. Les blocs de compétences de la mention *Biologie-santé* sont associés aux différentes UE des deux années du master. L'organisation des quatre blocs de compétences est cohérente, puisque celui concernant l'usage des outils numériques est bien présent au semestre 2 et celui relatif à l'appui de la transformation au contexte professionnel est présent en M1 et M2 pour les trois parcours.

Le pilotage de la formation est très satisfaisant. La formation et son conseil de perfectionnement (CP) analysent la réussite et le devenir de ses étudiants tant sur le plan qualitatif que quantitatif, par le biais d'enquêtes menées par la direction de l'orientation, de l'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat (DORIE). Les résultats d'enquête (DORIE) à 18 et 30 mois montrent un taux de réponse satisfaisant (64 %), principalement de la part de diplômés qui poursuivent leurs études. L'analyse de ces données par le CP indique que les 3/4 des étudiants de master s'orientent vers l'enseignement en attendant un financement de thèse.

Les analyses qualitatives et quantitatives du suivi et de la réussite des étudiants par la formation montrent une attractivité à améliorer. Le nombre d'admis (92) à suivre cette formation par rapport aux 250 candidatures, prouve à la fois l'intérêt de ce master par les étudiants et la qualité des profils des candidats retenus. La plateforme « Mon Master » a permis d'améliorer la visibilité de cette formation sans pour autant répondre aux attentes. En effet, bien que ce master soit ouvert aux étudiants ayant validé une licence *Sciences pour la santé* ou *Sciences de la vie*, aux étudiants BUT, aux étudiants de médecine et de maïeutique ainsi qu'aux professionnels de santé, le nombre d'inscrits en M1 (21) et en M2 (16 pour 2022-23) montre que l'attractivité de la formation doit être améliorée. Parmi les étudiants en santé, seuls les étudiants en médecine participent aux enseignements de M1. Les taux de réussite en M1 sont bons, voire très bons (95 % en 2021 ; 72 % en 2023). Cependant le nombre d'inscrits en M2 dans les trois parcours est faible et n'atteint pas l'objectif des 10 inscrits par parcours. Après avoir réussi leur M1, nombre d'étudiants partent en métropole suivre un M2. En 2023, 25 étudiants du VIT participant au projet ILLIADE ont suivi des UE du M1 en étant inscrits dans leur université d'origine. Ils devraient poursuivre en M2.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche conséquent ;
- Une forte visibilité internationale - partenariats internationaux et nationaux ;
- Un grand nombre d'intervenants : locaux, nationaux, internationaux du secteur public et privé.

Point faible

- Un manque d'attractivité en première et deuxième année, mais plus important en deuxième année.

Recommandation

- Améliorer l'attractivité de la formation et assurer un effectif minimum dans les parcours de M2.

MASTER CHIMIE ET SCIENCES DU VIVANT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Chimie et sciences du vivant* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours : *Valorisations chimique et biotechnologique de la biodiversité tropicale*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 638 heures étudiant. La formation se situe sur le Campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 22 étudiants et 23 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Chimie et sciences du vivant* de l'université de La Réunion s'inscrit dans une dynamique de formations alignées avec les priorités stratégiques de l'établissement, notamment dans les domaines des sciences de la durabilité. Ce master qui bénéficie d'un fort adossement à la recherche, à un contenu très professionnalisant : il vise à former des spécialistes en chimie des substances naturelles, tant en recherche fondamentale qu'appliquée. Le master bénéficie aussi d'un pilotage solide et d'un bon taux de réussite associé à un bon taux d'insertion professionnelle. Cependant, certains aspects, notamment les relations avec le monde socio-économique, restent à améliorer pour renforcer la professionnalisation des étudiants.

Le master *Chimie et sciences du vivant* de l'université de La Réunion est en adéquation avec la stratégie de l'établissement. Cette formation s'inscrit pleinement dans la stratégie de l'établissement, qui met en avant une signature scientifique autour des axes de recherche liés aux sciences de la durabilité. Par exemple, elle est en accord avec les projets partenariaux tels que PIOM TrétZerbaj, axé sur la valorisation de la biodiversité.

La formation présente un fort adossement à la recherche et s'inscrit dans le potentiel de développement régional. Le master *Chimie et sciences du vivant* permet aux étudiants d'acquérir des compétences en chimie des substances naturelles, tant en recherche fondamentale qu'appliquée. Les enseignements spécifiques reposent essentiellement sur l'expertise des enseignants-chercheurs du laboratoire ChemBiopro. Ainsi, le master bénéficie d'un fort adossement à la recherche avec 23 enseignants-chercheurs (dont 17 permanents) assurant 592 heures sur les 638 heures d'enseignement. Les objectifs de la formation sont en cohérence avec le potentiel de développement de la région et avec son écosystème de recherche.

Avec des taux de réussite et d'insertion professionnelle très satisfaisants, la formation bénéficie d'un pilotage solide et a initié l'approche par compétences. Les taux de réussite sont de 87 % en M1 et de 81,3 % en M2, les échecs étant principalement dus à des abandons ou des défauts de stage. Des enquêtes menées sur les promotions 2019-2022 montrent un taux d'insertion professionnelle de 95 %, avec 35 % des diplômés poursuivant en doctorat. Un suivi rigoureux de la réussite et de l'insertion professionnelle des étudiants est assuré par le responsable de la formation. La formation bénéficie d'un pilotage solide. En effet, le conseil de perfectionnement est conforme et se tient annuellement. Bien que le taux de réponse aux questionnaires en M1 soit faible (2/10), il est correct en M2 (8/10). Des propositions pour la nouvelle offre ont été faites à l'issue du conseil de perfectionnement : suppression de l'UE transversale "Chimie numérique" au profit d'un volume horaire de TP plus conséquent, inclusion de l'intervention de professionnels du secteur cosmétique/parfumerie, et renforcement du lien avec le pôle de compétitivité QUALITROPIC pour la recherche de stages et d'emplois. Le taux de remplissage moyen est 66 %. 10 étudiants sont inscrits chaque année pour 15 places disponibles. Le master est adapté pour une poursuite d'études après une licence *Chimie* ou *Sciences du vivant*, proposée à l'université de La Réunion. En 2022-2023, la formation a principalement accueilli des étudiants issus de la licence *Sciences de la Vie* (2/10) et de la licence *Chimie* de l'université de La Réunion (7/10). Enfin, la maquette du master est encore basée sur une approche programme, et une démarche de correspondance a été initiée pour mettre en œuvre l'approche par compétences.

La formation est ouverte à l'international, mais le nombre d'inscrits étrangers est très fluctuant. Deux étudiants étrangers sont inscrits dans la formation en 2022-2023, bien que ceux-ci représentaient plus de 30 % des effectifs en 2020-2021. En effet, la formation a une ouverture internationale significative, essentiellement vers l'océan Indien, les Comores et Madagascar, mais elle reste fluctuante. En 2020 et 2021, de nombreux étudiants étrangers ont été admis (sept et cinq respectivement). Les étudiants internationaux sont inscrits hors programme d'échange et ne bénéficient pas de bourses de mobilité.

L'attractivité est limitée et la formation n'atteint pas le nombre maximal d'inscriptions. Sur la période 2020-2023, on recense en moyenne 65 candidatures par an, mais seulement 10 inscriptions pour une capacité maximale de 15 places.

Les relations avec le monde socio-économique et culturel sont limitées et la part des professionnels dans la formation est inexistante. La formation organise deux visites de laboratoire, mais n'inclut pas de séminaires ni d'interventions de professionnels. Par ailleurs, le master n'est pas ouvert à l'alternance. Cette absence de lien avec les professionnels est un point à développer pour améliorer la professionnalisation des étudiants. L'implication des EC permet un adossement à la recherche important (supra), mais il faut repenser la répartition du volume d'enseignements en faisant appel à des professionnels. En effet, on note qu'il n'y a aucune heure d'enseignements dispensée par les professionnels. Toutefois, l'équipe cherche à renforcer ses liens avec le tissu économique local, notamment à travers des partenariats en construction avec le pôle de compétitivité Qualitropic, déjà présent au conseil de perfectionnement.

Conclusion

Points forts

- Une formation cohérente avec l'offre de formation et avec la politique de l'établissement ;
- Un fort adossement à la recherche ;
- Un taux de réussite et d'insertion professionnelle très satisfaisant ;
- Un processus d'évaluation interne de la formation basée sur un bon suivi des étudiants et de l'insertion professionnelle.

Points faibles

- Un nombre d'inscrits trop faible par rapport à la capacité d'accueil ;
- Une absence de participation des professionnels aux enseignements et des relations avec le tissu socio-économique trop faibles.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité de la formation pour enrayer la baisse des effectifs.
- Renforcer la professionnalisation en augmentant la part des professionnels dans les enseignements et en renforçant les relations avec le monde socio-économique.

MASTER ÉNERGIE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Énergie* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un seul parcours *Énergie*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 706 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 19 étudiants et 31 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Énergie* a été fortement remanié en 2018 afin d'en renforcer l'adossement à la recherche et l'ouverture à l'international. Cette restructuration devait permettre une meilleure attractivité de la formation dont les effectifs étudiants étaient très faibles. Les enseignements disciplinaires dispensés sont nombreux et couvrent une large gamme des connaissances attendues pour ce type de formation. Ils sont forts bien accompagnés par des enseignements d'ouverture (enjeux des changements climatiques, développement durable, droit, anglais) qui, avec les projets et les stages, sont en accord avec les objectifs visés et les besoins actuels en termes de métiers. L'orientation recherche est satisfaisante sans être prépondérante. En revanche, l'effectif de la mention demeure réduit, questionnant l'attractivité de la formation. En outre, la professionnalisation et l'ouverture à l'alternance devraient être développées et l'internationalisation de la formation est perfectible.

Le master *Énergie* s'intègre à la politique de formation de l'établissement et s'inscrit dans le double continuum bac-3/bac+3 et L/M. Il offre une poursuite d'études aux lycéens de La Réunion ayant obtenu un baccalauréat général (avec profil scientifique) ou technologique (STI2D) et qui ont obtenu ensuite la licence *Physique* ou la licence *Sciences pour l'ingénieur*. La formation bénéficie d'un fort ancrage académique et territorial grâce à ses liens avec le laboratoire ENERGY-Lab (unité de recherche hébergée au sein de la faculté des sciences et technologies) et avec les entreprises via le cluster TEMERGIE (une association regroupant entreprises, laboratoires, universités et fédérations professionnelles de La Réunion). Ces liens privilégiés permettent *a priori* au master de prétendre à une double finalité : une poursuite d'études en troisième cycle ou une insertion professionnelle directe. Le secteur de l'énergie, avec le focus sur la transition énergétique et les énergies renouvelables, est un secteur économique et industriel incontournable qui justifie pleinement l'existence et le développement d'une formation dans ce domaine.

Le programme d'enseignement du master *Énergie* est relativement complet en termes d'apprentissages disciplinaires et est positivement enrichi par des enseignements complémentaires, mais l'approche par compétences n'est pas mise en œuvre. La formation est organisée en un unique parcours diplômant avec un tronc commun d'enseignements obligatoires. La maquette est simple et lisible. Les trois premiers semestres sont très équilibrés. Chacun d'eux comporte huit modules, qui sont déclinés en CM+TD+TP, ce qui est important pour ce type de formation. Les volumes sont de 20 heures, 30 heures ou 45 heures par module, et les crédits correspondants de trois, quatre ou cinq crédits ECTS. Le dossier ne précise pas s'il s'agit d'un découpage strict ou bien s'il s'agit dans les faits de cours-TD intégrés, ce qui aurait du sens vu les faibles effectifs. Les enseignements complémentaires au S3 dédiés aux questions de développement durable (« *Changements climatiques et impacts* », 30 heures, quatre crédits ECTS ; et « *Enjeux du changement climatique et développement durable* », 45 heures, cinq crédits ECTS) sont très à propos. De même, deux modules relatifs aux questions juridiques (« *Les acteurs de l'énergie (cadre réglementaire et législatif)* », 30 heures, cinq ECTS ; et « *Droit de l'énergie et géopolitique de l'environnement* », 30 heures, trois crédits ECTS) offrent une ouverture pertinente. La maquette de formation est bien traduite en blocs de compétences, mais toutes ou presque sont validées par tous les modules, ce qui n'est pas suffisamment différenciant. Une réelle approche par compétences reste à mettre en place.

L'orientation recherche du master Énergie est satisfaisante sans être prépondérante. La formation est suffisamment complète et théorique pour offrir les conditions d'une poursuite d'études doctorales. La maquette intègre deux modules spécifiques permettant aux étudiants de travailler sur un sujet de recherche : un « Projet professionnel » au S2 (20 heures, cinq crédits ECTS), et surtout un stage long de quatre mois sur la totalité du S4 qui peut être effectué au sein du laboratoire local ENERGY-Lab ou d'un laboratoire partenaire. Il est fait mention d'un total de 50 heures d'enseignement par et à la recherche (séminaires de recherche, méthodologie de la recherche), mais, faute de précisions et d'intitulés correspondant dans la maquette, il est difficile de voir de quoi il s'agit concrètement. Quoi qu'il en soit, de tels modules gagneraient à être développés. Concernant l'encadrement pédagogique, l'équipe enseignante est constituée de 31 intervenants, mais seulement la moitié sont des enseignants-chercheurs ou chercheurs de différentes sections CNU (Conseil national des universités), assurant environ les 2/3 du volume horaire de la mention. Il serait intéressant d'avoir plus de détails sur cette répartition (par discipline, par CM/TD, par projets/stages).

Le master Énergie peine à stabiliser des effectifs suffisants alors même qu'il s'inscrit dans un secteur attractif.

Dans le cadre de sa politique visant à offrir au plus grand nombre de jeunes de La Réunion une poursuite d'études, l'établissement a augmenté la capacité d'accueil en M1 du master en 2022 (capacité de 15 en 2020-2021 et en 2021-2022, puis de 18 en 2022-2023). Le nombre de candidats n'est pas très élevé (autour de 40) et la moitié sont acceptés par l'équipe pédagogique. Au final, le nombre d'inscrits reste bien inférieur à la capacité affichée (9 en 2020-2021 et en 2021-2022, puis 10 en 2022-2023). L'effectif du M2 est aussi faible et en diminution (17 en 2020-2021, 11 en 2021-2022 puis 9 en 2022-2023). Globalement, on constate donc une diminution sur l'ensemble du cycle. Dans le même temps, le nombre d'étudiants internationaux (admis via Études en France) a augmenté (deux en 2020-2021, cinq en 2021-2022 puis neuf en 2022-2023) et ceux-ci constituent une part importante des étudiants. La question de l'attractivité de la formation et du vivier de candidats se pose donc, d'autant que le master Énergie est accessible après deux licences généralistes de l'université de La Réunion.

La formation intègre des éléments de professionnalisation qui pourraient être renforcés au vu des débouchés de la filière.

Le master est ouvert uniquement en formation initiale et affiche une orientation recherche. Cependant, on dénombre seulement deux poursuites d'études en thèse sur la période évaluée (les deux en 2020-2021) et les données relatives à l'insertion professionnelle des diplômés ne permettent pas de savoir dans quelle mesure les étudiants trouvent un emploi en lien avec la recherche. Au-delà de cela, les modules de (pré-) professionnalisation sont peu nombreux : anglais au S1, projet professionnel au S2, stage long au S4 pouvant être effectué en entreprise. On ne trouve pas de modules dédiés à l'entrepreneuriat ou à l'insertion en entreprise, ce qui aurait du sens pour ce type de master. La création de ces modules plus spécifiques est à envisager. Il est aussi dommage que les faibles effectifs ne permettent pas la mise en place de parcours différenciés recherche et entreprise. La question d'ouvrir le master à l'alternance doit être posée comme une voie d'évolution positive de la formation. Le volume horaire conséquent de la formation (808 heures éq.TD sur le cycle) permet d'envisager une telle ouverture à moindre coût. Le dossier indique dans sa partie projet la préparation d'une offre de formation en alternance (master en alternance avec l'IUT de La Réunion et un master de l'université de Nantes), mais l'articulation précise avec le master Énergie n'est pas claire.

Le processus d'amélioration continue de la formation est peu formalisé. Il repose presque exclusivement sur le conseil de perfectionnement qui se réunit annuellement. Sa composition inclut des professionnels et des étudiants, mais pas d'enseignants hormis les deux responsables du master, ce qui est surprenant au vu du grand nombre d'intervenants académiques. L'élargissement du conseil serait sûrement profitable. Le compte rendu du dernier conseil est très succinct, et n'intègre aucun élément quantitatif. Il n'y a pas non plus de réflexion sur les effectifs étudiants ni sur la réussite ou les taux d'insertion professionnelle. En dehors des conseils de perfectionnement, la formation ne dispose pas d'outils de pilotage et n'a pas mis en place de dispositifs internes pour collecter et analyser des données relatives aux cohortes étudiantes (il n'y a pas d'évaluation par les étudiants et pas d'enquête menée à part celle faite par l'établissement). Une plus grande action dans ce domaine pourrait conduire à mieux positionner et mieux orienter la mention.

L'internationalisation, présentée comme une priorité pour le master, apparaît, dans les faits, relativement limitée.

Concernant les enseignements, la maquette de formation intègre deux modules d'anglais (« Anglais universitaire et pré-professionnel » au S1 puis « Anglais » au S3, chacun d'un volume horaire de 30 heures de TD et de deux crédits ECTS). Il est indiqué en plus la présence de modules disciplinaires dispensés intégralement en langue anglaise par des intervenants anglophones pour un volume de 100 heures sur 706 heures (soit 15 %). Mais ce point, qui en soi pourrait être un point fort, n'est pas détaillé. Aucun intitulé de modules n'étant en anglais, il n'est pas possible de savoir quels sont les modules en question, ni s'il s'agit des cours ou des TD. Il est aussi indiqué que certains enseignants suivent des formations en langue afin d'être en mesure de dispenser de tels cours, ou encore que certains supports de cours sont en anglais, mais il n'y a pas, là non plus, de précisions. Il n'est pas indiqué si les projets professionnels ou de recherche peuvent être rédigés en anglais et donner lieu à des soutenances en anglais. Concernant les mobilités, on ne compte aucune mobilité enseignante entrante ou sortante sur la période évaluée.

Des partenariats sont mentionnés avec l'université de Franche-Comté, l'IUT de Valence ou encore l'université des Mascareignes via le laboratoire ENERGY-Lab, mais le lien effectif avec le master *Énergie* n'est pas suffisamment explicité dans le rapport. Le laboratoire accueille bien des chercheurs étrangers, mais il n'est pas écrit qu'ils interviennent occasionnellement dans le master. De même, il est fait état de l'accueil d'étudiants étrangers qui présenteraient leurs activités, mais cela est trop peu explicité. Les mobilités étudiantes au sein du master se limitent à deux mobilités sortantes (une en 2021-2022, une en 2022-2023) ; aucun stage long n'a non plus été effectué à l'étranger. La formation ne propose pas d'enseignements à distance qui permettraient d'envisager des mobilités virtuelles.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui a toute sa place dans l'offre de l'établissement ;
- Des enseignements disciplinaires nombreux et de qualité ;
- Des enseignements complémentaires judicieux.

Points faibles

- Un faible effectif étudiant ;
- Une mention peu professionnalisée ;
- Un suivi de cohortes non formalisé ;
- Une approche par compétences quasi inexistante.

Recommandations

- Infléchir la trajectoire prise en termes d'effectifs étudiants en ouvrant par exemple la formation en alternance.
- Mettre en place un suivi et une analyse précis du parcours des étudiants et du devenir des diplômés.
- Mettre en place l'approche par compétences.

MASTER GÉNIE CIVIL

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Génie civil* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours *Sciences et Ingénierie de la Construction* et *Espaces bâtis environnement énergie*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 1 118 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Tampon. Elle compte en 2022-2023 59 étudiants et 20 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Génie civil* est une formation ambitieuse visant à former les étudiants aux métiers du bâtiment avec un focus sur les aspects liés à l'environnement et aux énergies renouvelables, notamment en milieu tropical. Elle rassemble des enseignants-chercheurs et des intervenants professionnels locaux, induisant un fort ancrage académique et territorial. La formation est effectivement ouverte à l'international du fait d'un parcours de M2 délocalisé à Madagascar. Les enseignements disciplinaires abordent une large gamme des connaissances attendues pour ce type de formation. Des projets et des stages possiblement effectués en entreprise ou dans le laboratoire de recherche local adossé au master permettent de préparer les étudiants à une insertion professionnelle directe ou à une poursuite d'études. Cependant, au regard du nombre très important de modules disciplinaires, on dénombre peu de modules transversaux de professionnalisation ou de formation par et à la recherche. Une réflexion sur la structure pédagogique et les objectifs principaux de la formation devrait être menée, en lien avec les profils et les attentes des étudiants qui sont insuffisamment analysés.

Le master *Génie civil* est parfaitement intégré à l'établissement et à l'environnement socio-professionnel de La Réunion. Il participe concrètement au *continuum* 1^{er} cycle-2^e cycle en offrant une poursuite d'étude naturelle aux étudiants ayant obtenu la licence *Génie civil* ou le BUT *Génie civil et construction durable*, mais aussi à ceux titulaires de la licence *Physique* ou de la licence *Sciences pour l'ingénieur*. Ce vivier important permet à la formation d'afficher des effectifs confortables et en augmentation de 2020 à 2022 (25, 25, 35 en M1, et 19, 21, 24 en M2). Cela traduit une bonne attractivité, confirmée par l'augmentation du nombre de candidatures en M1 (40, 69, 74). Des liens avec la spécialité « *bâtiments et énergie* » de l'ESIROI (École supérieure d'ingénieurs Réunion Océan Indien) et avec le master *Ville et environnements urbains* (VEU) témoignent aussi de la bonne inclusion du master au sein de l'offre de formation de l'établissement. La formation est intégrée au projet « *Mieux Construire dans un Environnement Numérique et Tropical* » (MCENT) dans le cadre du Programme d'investissement d'avenir (PIA) « *Territoires d'innovations pédagogiques* ». L'ancrage académique et professionnel de la formation est également favorisé par la mixité des intervenants, qu'il s'agisse des enseignants-chercheurs (issus de quatre sections CNU (Conseil national des universités) différentes) ou des intervenants professionnels (sept personnes issues du monde de l'entreprise).

L'ouverture internationale de la formation se concrétise par l'existence d'un parcours délocalisé. Le master *Génie civil* propose deux parcours diplômants : le parcours *SIC* (*Sciences et ingénierie de la construction*) et le parcours *EBENE* (*Espaces bâtis, environnement et énergie*). Le parcours *EBENE* n'est ouvert qu'en seconde année du cycle et se distingue par son implantation à l'Institut supérieur de technologie d'Antananarivo à Madagascar. Bien que non détaillée dans le dossier, la nécessaire coopération entre les collègues réunionnais et malgaches, voire les mobilités enseignantes, ne peut qu'enrichir les pratiques pédagogiques et profiter aux étudiants des deux parcours. Concernant les enseignements, la maquette de formation intègre un module d'anglais à chacun des trois premiers semestres (16 heures TD au S1 et au S2 puis au S3, 16 heures TD pour le parcours *SIC* et 20 heures TD pour le parcours *EBENE*). Les modules du M1 sont mutualisés avec le master *VEU* et consistent en la préparation au TOEIC afin de former des cadres bilingues. Toutefois le passage de cette certification n'est pas rendu obligatoire et il semble qu'aucun étudiant ne l'ait obtenue.

On note positivement dans le parcours *SIC* la présence d'un enseignement disciplinaire dispensé en langue anglaise (« Renewable Energy », pour 14 heures TD au S3). Enfin, au-delà du parcours *EBENE*, on dénombre chaque année des mobilités étudiantes entrantes et sortantes, montrant que la formation profite de la politique volontariste de l'établissement et de l'UFR de rattachement.

Le master Génie civil est fortement professionnalisé. D'une part, de nombreux enseignements sont dispensés par des spécialistes du domaine (sept professionnels interviennent dans la formation pour un total de 204 heures). D'autre part, les étudiants bénéficient de deux périodes de stages longs pouvant être effectués en entreprise : un premier stage de quatre mois au S2 pour 12 crédits ECTS, puis un stage de six mois couvrant la totalité du S4 pour 30 crédits ECTS. Ces stages favorisent l'insertion professionnelle à la sortie du cycle (plus de 80 % des étudiants trouvent un emploi à l'issue de leur stage). On note aussi un module « Ateliers » dans le parcours *EBENE* mais les informations manquent pour le décrire.

La formation entretient des liens tangibles avec la recherche appliquée. Les différents stages et projets peuvent être réalisés au laboratoire local de recherche PIMENT. Sur la période examinée, le laboratoire a accueilli en moyenne deux étudiants chaque année. L'implication du laboratoire se traduit aussi concrètement par des financements dédiés à ces stages. Concernant la formation, l'équipe pédagogique compte dix enseignants-chercheurs (soit 1/3 de l'effectif) qui assurent un volume total de 496 heures, soit 45 % des enseignements, ce qui est satisfaisant pour une formation à visée professionnelle. Enfin, la maquette de chaque parcours propose au S3 un module transversal orientée recherche (« Séminaires - PFE » pour le parcours *SIC* ; « Méthodologie de la recherche » pour le parcours *EBENE*).

Le programme d'enseignement du master Génie civil est relativement classique et complet, mais la maquette et certains choix pédagogiques questionnent, et suggèrent de mener une réflexion sur la structuration et les objectifs de la formation. Les deux parcours ont une maquette lisible et sont bien différenciés par la structuration en « Y ». Les trois premiers semestres sont consacrés aux apprentissages disciplinaires et transversaux. On observe cependant, pour chacun de ces semestres, un nombre excessif de modules, tous obligatoires : 16 au S1, 13 au S2, 19 au S3. La conséquence est un volume par module assez faible et surtout des crédits ECTS trop émiettés (un ou deux par module). On peut se poser la question d'un tel programme et de la pertinence de tous ces enseignements. Par exemple, un module comme « Introduction Latex (Rapport - CV - Beamer) », pour huit heures TD et un crédit ECTS, paraît bien superflu dans une telle formation. En résultent aussi des difficultés à bien voir la spécialisation progressive au long des semestres, et de possibles difficultés à mettre en place l'approche par compétences. Une réflexion pour resserrer la maquette de formation, et au vu des effectifs, proposer quelques modules au choix, pourrait être utilement menée. Cela pourrait contribuer également à mieux distinguer la finalité recherche et la finalité professionnelle du master. En effet, ce double objectif de débouchés n'est pas totalement reflété par la maquette. En dehors des stages et des projets permettant la mise en situation professionnelle, mais qui n'ont pas d'heures-maquettes, il y a peu - voire pas - de modules de pré- professionnalisation (découverte du monde de l'entreprise, sensibilisation à l'entrepreneuriat). Concernant l'orientation recherche, le nombre d'étudiants choisissant cette voie reste très limité. On dénombre une seule poursuite d'études en troisième cycle sur la période, et le nombre d'étudiants trouvant un emploi en lien avec la recherche n'est pas précisé. De plus, la maquette de formation et certains choix pédagogiques ne favorisent pas cette orientation. Seulement 46 heures TD sont dédiées spécifiquement à la formation par et à la recherche, soit 4 % de la maquette, et les modules transversaux ne représentent qu'un crédit ECTS. Enfin, les enseignements en distanciel, synchrones ou asynchrones, sont mal adaptés à l'apprentissage de la recherche. Dans les faits, la finalité actuelle du master Génie civil semble être principalement une insertion directe en entreprise. Une restructuration en ce sens pourrait donc être envisagée. Surtout, l'ouverture de la formation à l'alternance doit être absolument considérée. Toutes les conditions sont réunies pour cela : important volume horaire, présence d'intervenants professionnels et d'entreprises locales associées à la formation.

L'équipe pédagogique est engagée dans l'amélioration continue de la formation, mais l'analyse du profil et du devenir des étudiants est insuffisante. La réflexion s'appuie sur les conseils de perfectionnement et sur une enquête annuelle auprès des étudiants réalisée de manière anonyme via un questionnaire en ligne. Les données collectées sont de qualité et les rapports produits témoignent de l'investissement de l'équipe pédagogique. En particulier, l'enquête faite par l'établissement au sujet de l'insertion professionnelle est positivement complétée par une étude menée par le département de rattachement Sciences du bâtiment et de l'environnement. Les données gagneraient toutefois à être plus nombreuses et plus précises. Notamment, il n'y a pas d'analyse précise du profil des étudiants qui candidatent au master ni du devenir des diplômés en fonction de leur origine. L'origine selon la licence obtenue, les motivations professionnelles, l'attrait pour le parcours *EBENE*, ne sont pas connues. De façon générale, il n'y a pas d'analyse de l'attractivité de la formation. Cela manque, car certaines questions demeurent, par exemple, les effectifs très faibles du M2 *EBENE* ne sont pas commentés. L'acquisition de données relatives au public étudiant permettrait d'affiner le pilotage de la formation et d'orienter son évolution.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui a pleinement sa place dans l'offre de l'établissement ;
- Une formation bien ancrée dans le territoire ;
- Une bonne internationalisation ;
- Une bonne professionnalisation ;
- Une équipe pédagogique investie.

Points faibles

- Une structuration pédagogique imparfaitement adaptée aux objectifs de la formation et un émiettement trop important des crédits ECTS ;
- Une analyse de l'attractivité de la formation insuffisante ;
- Une approche par compétences inexistante.

Recommandations

- Améliorer la structuration pédagogique de la formation en lien avec ses objectifs.
- Mettre en place un dispositif d'analyse et de suivi des cohortes étudiantes.
- Mettre en place l'approche par compétences.

MASTER INFORMATIQUE

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Informatique* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours *Ingénierie informatique* et *Ingénierie informatique en alternance*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 827 heures étudiant. La formation se situe sur le site de la Technopole. Elle compte en 2022-2023 24 étudiants et 19 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Informatique* s'inscrit dans une filière de formation prioritaire de La Réunion mais fortement concurrentielle, du fait de la très forte demande en matière d'emplois hautement qualifiés dans un secteur dynamique et en pleine croissance. Le master se veut ambitieux en offrant aux étudiants la possibilité de suivre la formation en voie classique ou en alternance, visant à la fois une employabilité en fin de seconde année ou une poursuite d'étude. On note de bons taux de réussite, et une ouverture internationale satisfaisante. Ces points positifs sont toutefois à mettre en regard avec une offre de formation qui manque de clarté en termes d'objectifs et de finalité professionnelle et de faibles effectifs étudiants.

Le master *Informatique* est piloté par une équipe pédagogique investie qui mène une réflexion continue sur la mise en œuvre et l'évolution de la formation. Le processus de suivi de la formation consiste essentiellement en la tenue, chaque fin d'année universitaire, d'un conseil de perfectionnement. Sa composition est conforme ; ses membres comptent bien des professionnels extérieurs (souvent tuteurs d'étudiants en alternance) et des étudiants qui font état des difficultés et des améliorations à apporter. Le conseil de perfectionnement est réuni conjointement avec celui de la licence *Informatique*, ce qui permet une vision globale de la filière et témoigne de l'articulation entre les deux cycles. Il faut mettre en avant la qualité des données présentées et analysées lors de ces conseils, les rendant ainsi très efficaces.

De par l'existence d'une voie en alternance, la formation est professionnalisante, mais elle inclut aussi positivement différents modules de professionnalisation à destination de l'ensemble des étudiants. En particulier, le dernier semestre de M2 comporte un unique enseignement « *Expérience en milieu professionnel* » concentrant à lui seul la totalité des 30 crédits ECTS, et permet de dégager une période permettant aux étudiants d'effectuer un stage de longue durée de quatre semaines. Ce stage peut aussi s'effectuer en entreprise pour les étudiants inscrits dans la voie classique, ou encore en lycée pour ceux suivant l'itinéraire professionnalisant *Métiers de l'enseignement*. En complément, des enseignements transverses obligatoires favorisant l'entrepreneuriat sont présents au S2 (« *Création d'entreprise* », deux crédits ECTS) et au S3 (« *Méthodes de travail en entreprise* », six crédits ECTS). Les liens avec les entreprises locales sont enfin renforcés par la présence d'un PAST au sein de l'équipe enseignante et par les professionnels encadrant les alternants ou présents aux conseils de perfectionnement.

La formation jouit d'une très bonne ouverture à l'international qui s'appuie sur la politique de l'établissement. Des étudiants étrangers, principalement venus de pays partenaires de l'océan Indien, ont été régulièrement accueillis au sein de la formation. Parmi eux, trois étudiants sont venus effectuer le M2 depuis Madagascar grâce au programme « Bourses d'excellence Horizon » mis en place par l'université de La Réunion dans le but de poursuite d'études en troisième cycle en co-tutelle. Concernant les mobilités sortantes, deux étudiants sont partis à l'université Libre de Bruxelles dans le cadre du programme ERASMUS et un étudiant à l'université de Sherbrooke au Québec dans le cadre du programme CREPUQ (conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec). S'agissant de la mobilité enseignante, sur la période trois enseignants-chercheurs extérieurs à l'établissement ont été invités à intervenir sur des cours cibles (deux de métropoles et un d'Italie).

Il n'est pas précisé si cela a été l'occasion de dispenser des enseignements disciplinaires en langue anglaise (la maquette fait seulement état d'un module linguistique d'anglais au S1). Les personnels de La Réunion bénéficiant d'une formation dédiée, il serait pertinent de développer des cours enseignés en langue anglaise pour favoriser l'accueil d'étudiants non francophones. Enfin, le master ne dispose pas de parcours international spécifique, mais il est envisagé la création d'un parcours autour des *Data Sciences* en partenariat avec l'île Maurice, qui donnerait lieu à des mobilités pérennes.

Alors qu'elle a amorcé un virage vers la professionnalisation, la formation reste adossée à la recherche et permet une poursuite d'études en troisième cycle. Malgré la diminution des heures-maquettes en lien avec la recherche, le contenu disciplinaire de la formation reste suffisamment généraliste et majoritairement théorique, dans la continuité de la licence *Informatique*. Les étudiants (non alternants) souhaitant se former à la recherche peuvent choisir de travailler sur un sujet de recherche pour chacun de leurs trois projets (TER) obligatoires au S1, S2 et S3, et effectuer leur stage de fin d'études au laboratoire d'informatique et de mathématiques (LIM) de la composante ; un tel choix représentant alors un total de 42 crédits ECTS, soit un tiers des crédits du diplôme. Les projets de recherche sont également encadrés par des enseignants-chercheurs du LIM, qui composent par ailleurs l'essentiel des intervenants disciplinaires du master. Signalons que le dernier projet est réalisé en équipe, ce qui développe la recherche collaborative. Enfin, les séminaires du laboratoire sont, dans la mesure du possible, accessibles aux étudiants, leur permettant de connaître un autre aspect des pratiques en recherche.

La formation met en œuvre des modalités pédagogiques certes pertinentes, mais au prix d'une grande complexité pour les étudiants et l'approche par compétences n'est pas mise en œuvre. Les enseignements organisés en mode séminaire tendent à densifier l'emploi du temps et à laisser peu de temps aux étudiants pour l'assimilation des connaissances. Le rythme de la formation, qui doit tenir compte de la mixité des deux parcours, est un point faible soulevé par les étudiants. Certains enseignements ont lieu sur un mode distanciel, ce qui n'est pas très compatible avec l'alternance. Dans le même temps, l'équipe pédagogique ne s'est pas emparée de l'approche par compétences, que ce soit sur le plan de l'acquisition ou de l'évaluation. La maquette programmatique n'a pas été traduite en blocs de compétences dans le cadre de cette évaluation, et aucune volonté d'évolution en ce sens n'est perceptible. Enfin, le volume horaire de la mention ne respecte pas le cadrage national des formations en alternance : si le volume global du cycle est bien supérieur à 800 heures, le plancher annuel de 400 heures n'est pas atteint en seconde année (610 heures en M1, 353 heures en M2, en h.EqTD, déclarés).

La formation développe une offre foisonnante qui contraste avec une politique de réduction des effectifs et avec le devenir des diplômés. La mention est construite autour de deux parcours diplômants « Ingénierie informatique » ouverts en formation classique et en alternance (via des contrats d'apprentissage, plus rarement des contrats de professionnalisation). Ces deux parcours sont en réalité intégralement mutualisés – la formation ne comptant qu'un unique groupe d'étudiants – et différenciés uniquement au dernier semestre consacré au stage. Un nouvel itinéraire pédagogique *Métiers de l'enseignement* destiné aux étudiants souhaitant s'inscrire au CAPES NSI a par ailleurs été mis en place à la rentrée 2021 en partenariat avec l'INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation). Il est également différencié par l'UE professionnelle du dernier semestre. Il est dommage qu'il y ait si peu de modules différenciant ces trois parcours. Cela s'explique par des moyens limités, mais aussi par un trop faible effectif étudiant. L'effectif total passe de 44 à 24 (moins 45,5 %) durant la période de 2020 à 2023. La capacité d'accueil a été volontairement baissée et limitée à 20 places en M1 pour garantir un recrutement qualitatif. Avec au final seulement 20/12/11 inscrits en M1 en 2020/2021/2022 respectivement, dont 2/2/2 en alternance et -/3/0 dans l'itinéraire enseignement, la pertinence de ces parcours questionne. L'équipe pédagogique avait en outre envisagé la création d'un parcours *Métiers de l'ingénieur* avec l'ESIROI (école d'ingénieurs de La Réunion qui propose aussi une spécialisation en informatique) et réfléchit déjà à de futures mutualisations avec la filière mathématique pour renforcer son positionnement sur des thèmes d'actualité comme les grandes données ou la cybersécurité. Au vu du vivier, principalement constitué des étudiants de la licence *Informatique*, du profil des étudiants et de leurs souhaits de carrière professionnelle, cette multiplication des orientations semble problématique. Il est souhaitable que la formation clarifie ses objectifs et s'engage dans une direction privilégiée. Le parcours en alternance gagnerait à être renforcé en priorité et mis en avant, la majorité des étudiants entrant dans le monde du travail à l'issue de leur M2 et trouvant leur premier emploi grâce à leur stage (signalons ici que sur les trois années observées, seuls deux étudiants ont poursuivi des études en troisième cycle).

Malgré la bonne volonté de l'équipe pédagogique, le suivi des étudiants diplômés reste déficient. Le devenir des étudiants est connu au moyen d'enquêtes réalisées par l'établissement, mais les données disponibles sont peu précises. L'équipe pédagogique a mis en place un suivi « maison », en constituant notamment une liste des diplômés dans le but d'organiser un réseau d'Alumni, mais cela reste par trop informel. Des statistiques précises sur les diplômés, en fonction des parcours choisis, sont nécessaires pour choisir le positionnement le mieux adapté au public étudiant.

Conclusion

Points forts

- Une formation présente dans un secteur incontournable et porteur ;
- Un pilotage fluide par une équipe pédagogique investie ;
- Une formation professionnalisante ;
- Une bonne internationalisation.

Points faibles

- Une formation qui manque de clarté en termes d'objectifs et de finalité professionnelle ;
- Une offre riche dont la structuration et les modalités pédagogiques se révèlent complexes ;
- Un faible effectif étudiant ;
- Un suivi de cohortes mal formalisé ;
- Une approche par compétences non mise en œuvre.

Recommandations

- Clarifier les objectifs professionnels.
- Simplifier l'organisation pédagogique de la formation.
- Renforcer l'attractivité de la formation en poursuivant la professionnalisation de la mention et en développant le parcours en alternance.
- Mettre en place un suivi précis du devenir des diplômés.
- Mettre en œuvre l'approche par compétences.

MASTER MATHÉMATIQUES

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Mathématiques* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un seul parcours *Mathématiques*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 601 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 17 étudiants et 15 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Ouvert en septembre 2017, le master *Mathématiques* est une formation relativement jeune qui s'inscrit dans la continuité de la licence *Mathématiques*. Elle est ambitieuse de par son triple objectif affiché : préparer à l'agrégation de mathématique, permettre une poursuite d'études en troisième cycle, permettre une employabilité dans les métiers d'avenir. Le programme d'enseignement est classique en ce qui concerne les contenus disciplinaires, et s'efforce d'intégrer des modules spécifiques adaptés aux objectifs précités, mais il y a finalement peu d'éléments de différenciation. L'internationalisation est convenable. En revanche, l'adossement recherche et l'ouverture à d'autres débouchés professionnels doivent être consolidés. Un suivi systématique des étudiants dans et après le cycle est à mettre en place.

Le master *Mathématiques* s'intègre à la politique de formation de l'établissement et répond à un besoin territorial fort. L'île de La Réunion est caractérisée par une population jeune et compte de nombreux établissements scolaires, ce qui induit un besoin en personnels enseignants important, notamment pour l'enseignement mathématique. La finalité principale du master permet aux étudiants de rester sur l'île pour préparer l'agrégation de mathématique, qu'ils soient en poursuite d'étude ou déjà professeurs certifiés. En formant une suite cohérente avec la licence *Mathématiques*, elle permet aux bacheliers de s'engager dans une filière de formation en mathématique complète, augmentant le vivier de tels étudiants qui pourraient être découragés à l'idée de devoir partir en métropole à la fin du premier cycle pour poursuivre leur cursus. Son ancrage est aussi assuré par les mutualisations avec le master *Informatique*. Même s'il n'y a pas de parcours international propre, la formation est plutôt bien ouverte à l'international grâce à son aspect recherche et aux programmes développés par l'établissement. Deux étudiants sont venus d'Allemagne avec le programme Erasmus et un étudiant de Madagascar grâce au programme « Bourses d'excellence Horizon ». Enfin, dans le cadre d'un projet ERASMUS+, un partenariat a été fait avec le master *Mathématique* de l'université Nazi Boni de Bobo Dioulasso au Burkina Faso, et devrait permettre l'arrivée d'étudiants en M2. Des étudiants du master ont aussi pu effectuer leur stage en France ou à Mayotte. On ne compte en revanche aucune mobilité enseignante, mais certains enseignements ont été assurés en mode distanciel par des enseignants-chercheurs de métropole, de Mayotte et de Centrafrique.

Le programme d'enseignement est de très bon niveau, et tend à couvrir les connaissances correspondant aux différents débouchés professionnels visés. La maquette de formation est classique et lisible. Chaque semestre comprend un bloc d'enseignements disciplinaires composé d'environ quatre unités d'enseignement (UE) en mathématiques fondamentales et en informatique, chacune correspondant en moyenne à 33h TD et 6,5 crédits ECTS ; bloc auquel est adjointe une UE spécifique à finalité professionnelle : « Anglais » au S1, « Stage » au S2, « Oral agrégation » au S3 et S4, « Expérience professionnelle » au S4, pour un total de 28 crédits, ECTS. Le programme de l'agrégation est bien couvert. On note aussi positivement la présence d'une UE « Histoire des mathématiques » offrant une ouverture culturelle très appréciable pour de futurs enseignants. Les stages de M1 et de M2, d'une durée minimale respective d'un et deux mois, peuvent être effectués dans tous les laboratoires de l'établissement ou vraisemblablement en entreprise selon les souhaits des étudiants. Enfin, la plupart des UE sont évaluées par deux modalités (un projet et un examen écrit) ce qui favorise l'acquisition de compétences plus générales (autonomie, compétences rédactionnelles, oralisation). Toutefois la formation n'a pas encore réellement mis en place l'approche par compétences.

Le master Mathématiques peine à trouver un positionnement clair et une cohérence par rapport à ses objectifs professionnels. La formation est organisée en un unique parcours diplômant avec un tronc commun d'enseignements. Il n'y a pas d'UE optionnelles ou à un choix permettant de définir à minima des itinéraires pédagogiques consistants selon les souhaits professionnels des étudiants. La spécialisation se fait au cas par cas, et exclusivement via les deux stages (par exemple les agrégatifs peuvent choisir un sujet en lien avec l'épreuve de modélisation du concours ; les étudiants voulant s'orienter vers l'entreprise peuvent effectuer leur stage dans un laboratoire appliqué). Par suite, on peut déplorer des faiblesses – voire des incohérences – relativement à chacun des trois objectifs de la formation. Il n'y a pas de préparation spécifique à l'écrit du concours (alors qu'il y a deux UE consacrées à la préparation à l'oral, obligatoires pour tous les étudiants, même pour ceux qui ne voudraient pas présenter le concours) et il n'est pas clair que les stages puissent être effectués en collège ou en lycée. Il n'y a aucun module de professionnalisation dédié à une insertion en entreprise (les stages ont un volume horaire maquette de zéro heure), aucun professionnel n'intervient dans la formation ni n'est membre du conseil de perfectionnement, enfin la durée du stage de M2 est trop courte pour un stage en entreprise. Le nombre d'heures dévolues à la formation à la recherche représente seulement 10 % du volume total, certaines UE disciplinaires semblent être assurées par des professeurs agrégés (certes docteurs, mais n'effectuant pas de recherche active) et le volume important d'enseignements à distance n'est pas propice à une orientation recherche. Ce manque de spécialisation affichée peut expliquer des effectifs encore faibles (en moyenne 17 inscrits en M1 et 7 en M2) ; les étudiants ne trouvant pas dans le master une formation répondant tout à fait à leurs envies et à leurs besoins. Il peut aussi induire le recrutement d'un public étudiant relativement hétérogène et expliquer une réussite relativement faible pour ce type de formation (39 %). Le volume horaire de la formation restant raisonnable, seulement 618 heures (dont 271 heures en M2), une réflexion quant à la mise en place de nouveaux modules spécifiques, à défaut de créations de parcours, devrait être menée avec l'établissement. En particulier, il conviendrait de réfléchir à l'ouverture du master à la formation continue, par exemple à destination des enseignants déjà en poste ou d'ingénieurs en reconversion. L'organisation de la formation (enseignements dédiés placés les mercredis après-midi et durant les vacances scolaires, cours en distanciel) témoigne de la bonne volonté de l'équipe pédagogique en ce sens et en serait facilitatrice. L'ouverture à l'alternance pourrait aussi faire partie de la réflexion, certains étudiants souhaitant certainement suivre le master Mathématiques pour trouver un emploi parmi les métiers d'avenir, fortement mathématisés (*data scientist*, par exemple).

Le pilotage de la formation questionne de par le peu de données de pilotage qui semblent être disponibles et analysées. On peut regretter le peu de données quantitatives fournies et commentées dans le rapport d'autoévaluation ainsi que dans le compte-rendu du conseil de perfectionnement. Ce dernier semble être le seul outil de pilotage de la formation en termes d'amélioration continue, mais il n'est pas très substantiel. Il ne semble pas exister d'études internes faites par l'équipe pédagogique concernant les profils et les motivations des néo-entrants, et rien n'est dit sur le processus de sélection. Un calibrage efficient du master nécessite de disposer de telles informations. La réussite étudiante *intra* cycle et en sortie d'études n'est pas suivie. Des données relatives à l'insertion professionnelle sont présentes, mais celles fournies par l'équipe pédagogique semblent avoir été obtenues de manière informelle ; celles révélées par l'enquête réalisée par l'établissement sont trop sommaires et non significatives. Une nette amélioration est attendue dans ce domaine.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui a toute sa place dans l'offre de l'établissement et qui répond à un besoin territorial ;
- Des enseignements disciplinaires classiques de qualité.

Points faibles

- Une formation pas entièrement adaptée à tous ses objectifs, notamment celui d'insertion professionnelle en entreprise ;
- Un conseil de perfectionnement n'intégrant pas de professionnels ;
- Un faible effectif étudiant ;
- Un faible taux de réussite ;

- Un suivi de cohortes non formalisé ;
- Une absence de mise en œuvre de l'approche par compétences.

Recommandations

- Engager une réflexion sur la structuration et les objectifs de la mention.
- Améliorer l'attractivité de la formation afin d'augmenter les effectifs inscrits.
- Intégrer des professionnels dans le conseil de perfectionnement.
- Mettre en place un suivi précis du parcours des étudiants, notamment en termes d'effectifs, de réussite et de devenir.
- Valoriser l'expérience professionnelle en crédits ECTS.
- Développer l'approche par compétences.

MASTER RISQUES ET ENVIRONNEMENT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Risques et environnement* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Gestion des risques et actions humanitaires*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 705 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Tampon. Elle compte en 2022-2023 23 étudiants et 26 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation est en adéquation avec les objectifs de l'établissement en répondant aux besoins du territoire et en consolidant les partenariats économiques et institutionnels. Elle complète également d'autres programmes de formation et intègre les enjeux du développement durable. Elle se distingue par une forte orientation professionnelle, soutenue par un modèle d'alternance structuré, et bénéficie de collaborations avec divers partenaires qui enrichissent le contenu pédagogique. L'adossement à la recherche est solide, offrant aux étudiants une exposition variée et des projets pertinents. La formation affiche un très bon taux de réussite et un excellent taux d'insertion professionnelle. Le processus de pilotage est structuré, favorisant une amélioration continue grâce à des évaluations régulières et à une équipe pédagogique équilibrée. Cependant, l'approche par compétences n'est pas encore pleinement développée, ce qui limite la valorisation officielle des compétences acquises. De plus, l'ouverture internationale reste restreinte, avec peu de cours en anglais et une absence de préparation aux certifications linguistiques reconnues, ce qui limite les opportunités de mobilité et le développement des compétences linguistiques des étudiants.

La formation s'aligne avec les objectifs de l'établissement et est en cohérence avec l'offre de formation, malgré un effectif relativement faible. Le master complète l'offre pédagogique, répond aux besoins territoriaux, et renforce les partenariats économiques et institutionnels (DEAL, université de Montpellier 3, ENGEES). Elle présente également une complémentarité avec d'autres masters (*Ressources et risques naturels des environnements tropicaux*, *Géographie, aménagement, environnement et développement*, *Ville et environnements urbains*) et licences (*Géographie et aménagement*, *Sciences de la vie et de la terre*, *Sciences de l'ingénieur*), ce qui élargit les perspectives de continuité académique pour les étudiants. Les partenariats académiques solides avec Paris 1 et l'ENGEES illustrent sa coopération interuniversitaire. De plus, la formation est résolument pluridisciplinaire, intégrant diverses disciplines et accueillant des profils variés (Hygiène, Sécurité Environnement, Qualité, hygiène, sécurité, environnement, géographes, etc.). Elle intègre également les enjeux du développement durable via des modules spécifiques, reflétant une adaptation aux défis contemporains et un engagement envers des pratiques responsables. L'effectif reste très modeste malgré une augmentation pendant la période de 7 à 13 entre 2020 et 2023.

La formation se distingue par sa forte orientation professionnelle. Soutenue par un modèle d'alternance structuré, combinant un jour à l'université et trois jours en entreprise tout au long des deux années du cursus (master 1 et master 2), cette formation offre aux étudiants une immersion professionnelle de 39 semaines, représentant 46 crédits ECTS. Ce dispositif favorise une intégration efficace des connaissances théoriques et un engagement concret dans le monde du travail. 62 % des intervenants sont des professionnels, assurant 35 % du volume horaire global. Par ailleurs, la formation bénéficie d'une collaboration étroite avec divers partenaires tels que l'Observatoire volcanologique du Piton de la Fournaise (OVPF), SEAS-OI, Météo-France, et Albioma, qui participent à des conférences, événements et visites de terrain. De plus, des acteurs professionnels comme Atmo Réunion, l'Agence régionale de santé (ARS), le service départemental d'incendie et de secours (SDIS974), ainsi que la Croix-Rouge française interviennent directement dans plusieurs UE, enrichissant le contenu pédagogique par des perspectives concrètes du secteur.

La formation s'appuie sur un adossement solide à la recherche avec 113 heures dédiées, incluant des UE comme "Initiation à la RDI" et "Introduction à la GRC" en M1, et des activités telles que des projets de recherche et des conférences sur des thèmes actuels. Huit enseignants-chercheurs participent à la formation, assurant 429 heures d'enseignement (60 % du volume global). Les étudiants bénéficient également de partenariats avec des institutions telles que l'OSUR (Observatoire des sciences de l'univers de la Réunion), l'IPGP (Institut de Physique du Globe de Paris), et Météo-France, leur offrant une exposition à des environnements de recherche variés.

La formation affiche un très bon taux de réussite, avec un nombre croissant d'étudiants validant leur première année de master (M1), passant de 8 à 10, puis à 13 étudiants sur trois cohortes successives, ainsi qu'une progression notable en deuxième année de master (M2). Ce suivi de la réussite est renforcé par l'implication active du conseil de perfectionnement et le soutien de la Direction de la formation tout au long de la vie (DFTLV). La formation présente également un excellent taux d'insertion professionnelle, bien que les données disponibles ne permettent pas une analyse approfondie. Pour la promotion 2021-2022, 17 % des diplômés ont poursuivi leurs études, tandis que 83 % ont intégré le marché du travail.

La formation s'appuie sur un solide processus d'encadrement et de pilotage, soutenu par des ressources adéquates pour atteindre ses objectifs. Elle est animée par une équipe équilibrée et complémentaire de dix enseignants permanents et 16 enseignants non permanents. Le pilotage est assuré conjointement par la Direction de la formation tout au long de la vie (DFTLV), le Centre de formation d'apprentis (CFA) et la cellule formation tout au long de la vie (FTLV). Pour garantir une démarche d'amélioration continue, la formation met en œuvre un processus d'évaluation interne, comprenant des enquêtes auprès des étudiants (taux de réponse de 100 % sur les trois années) et des retours des tuteurs d'entreprises, qui sont analysés par le conseil de perfectionnement. Ce conseil, dont la composition est équilibrée, se réunit une fois par an, avant la rentrée.

Cependant, l'approche par compétences (APC) n'est que partiellement mise en œuvre. Même si la formation est structurée en blocs de compétences, l'APC n'est pas aboutie. La formation suit une logique d'apprentissage progressive, s'appuyant sur une approche programme organisée par compétences. Cette structure garantit une cohérence entre les objectifs pédagogiques, les contenus enseignés, et les méthodes employées, favorisant ainsi un développement harmonieux des compétences des étudiants. Toutefois, le manque de valorisation des compétences acquises par les étudiants à travers des certifications formelles pourrait limiter la reconnaissance officielle de ces compétences en dehors du cursus.

La formation présente une ouverture limitée à l'international, avec des opportunités restreintes en matière de compétences linguistiques. Elle est principalement orientée vers le bassin de l'océan Indien, et les mobilités entrantes et sortantes pour suivre les UE disciplinaires sont inexistantes. La formation propose seulement 16 heures d'enseignement en anglais par an, sans préparation aux certifications internationales reconnues telles que le TOEIC (*Test of English for International Communication*), le TOEFL (*Test of English as a Foreign Language*) ou l'IELTS (*International English Language Testing System*), ce qui freine le développement des compétences linguistiques des étudiants. De plus, l'absence de cours dispensés en anglais réduit les chances de renforcer la maîtrise de la langue et d'améliorer les performances académiques, limitant ainsi leur compétitivité sur le marché international.

Conclusion

Points forts

- Une très bonne cohérence avec la politique de l'établissement ;
- Une formation à forte dimension professionnalisante ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un bon taux de réussite et insertion professionnelle satisfaisante ;
- Un processus de pilotage bien structuré.

Points faibles

- Une faiblesse dans l'attractivité de la formation ;

- Un volume horaire insuffisant pour l'apprentissage de l'anglais, y compris pour les enseignements disciplinaires, et absence de préparation aux certifications internationales (e.g., TOEIC, TOEFL, IELTS) ;
- Une approche par compétences (APC) non aboutie ;
- Une ouverture à l'international limitée.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité de la formation pour enrayer la baisse des effectifs.
- Augmenter le volume horaire consacré à l'apprentissage de l'anglais, y compris pour les enseignements disciplinaires, et envisager la préparation aux certifications internationales (e.g. TOEIC, TOEFL, IELTS).
- Renforcer l'approche par compétences (APC) par le biais de certification.
- Renforcer l'ouverture à l'international.

MASTER SCIENCES DE LA TERRE ET DES PLANÈTES, ENVIRONNEMENT

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Sciences de la Terre et des planètes, environnement* de l'université de La Réunion est une formation comprenant deux parcours *Sciences de la Terre et des planètes, environnement, Ressources et risques naturels des environnements tropicaux (RNET) : atmosphère et climat* et *Ressources et risques naturels des environnements tropicaux (RNET) : géomatique et télédétection*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologies et contient 778 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Moufia. Elle compte en 2022-2023 23 étudiants et 18 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

La formation s'aligne sur la stratégie de l'établissement en intégrant les sciences environnementales et sociétales, facilitant l'accès aux étudiants de géologie et physique. Elle est solidement liée à la recherche grâce à ses collaborations avec plusieurs unités mixtes de recherche (UMR) et stations de recherche, offrant aux étudiants une intégration dans des projets concrets. Le programme est également ouvert à l'international, avec des enseignements en anglais et des partenariats Erasmus+. La formation assure un suivi attentif des candidatures, avec des stratégies pour attirer de nouveaux étudiants. Les taux de réussite et d'insertion professionnelle sont globalement élevés. Une démarche d'évaluation interne est bien mise en place, avec des retours étudiants systématiquement recueillis et un conseil de perfectionnement qui optimise les contenus pédagogiques. Cependant, l'approche par compétences n'est pas encore totalement opérationnelle et la reconnaissance des compétences reste à améliorer. De plus, la professionnalisation reste limitée par le faible volume d'heures d'intervention des professionnels.

La formation s'aligne avec la stratégie de l'établissement en suivant la nomenclature nationale. Elle s'inscrit dans le champ des Sciences Environnementales et Sociétales avec des mutualisations d'unités d'enseignement en M1 et M2, facilitant l'accès aux étudiants issus des licences en géologie et physique. La formation mobilise une diversité d'intervenants provenant de divers départements académiques, d'organismes de recherche, d'établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), ainsi que de collectivités locales, renforçant une approche pluridisciplinaire. Elle recrute des étudiants de différents domaines (géosciences, physique, géographie physique et géomatique) et adopte une structuration interdisciplinaire dès le M1. Elle s'aligne sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, en mettant l'accent sur l'imagerie de la Terre par télédétection et la résilience face aux risques naturels dans le contexte du changement climatique, en particulier dans le sud-ouest de l'océan Indien.

La formation est étroitement adossée à la recherche, grâce à ses liens avec les trois UMR de l'Observatoire des sciences de l'univers de La Réunion (OSU-Réunion), dont les compétences et les thématiques (climat, atmosphère, géophysique, hydrologie, risques côtiers, géomatique, modélisation) sont alignées avec les objectifs du master. Elle bénéficie de l'accès à des stations de recherche interdisciplinaire (e.g. stations côtières, Observatoire de physique de l'atmosphère à La Réunion (OPAR), etc.), liées aux risques et au climat, qui incluent des observatoires reconnus aux niveaux national et international. La formation mobilise 18 enseignants-chercheurs et chercheurs, assurant 526 heures d'enseignement, issus des sections CNU 23 (Géographie), 37 (Sciences de la Terre), 61 (Météorologie), 36 (Environnement) et 27 (Informatique).

Des visites de laboratoires et des dispositifs d'accueil spécifiques sont mis en place pour les stagiaires, qui bénéficient d'espaces de travail réservés au sein des unités de recherche, favorisant leur intégration dans des projets de recherche concrets. Ce master consacre 28 heures à la formation à et par la recherche.

La formation adopte une dynamique résolument ouverte à l'international, notamment en proposant cinq unités d'enseignement (UE) du parcours *Atmosphère et climat* (AC) en anglais. Elle participe activement à plusieurs programmes d'échange et de mobilité. Au cours des cinq dernières années, le master a été engagé dans deux projets MIC-Erasmus+ (2019-2022 avec l'université du KwaZulu-Natal et 2023-2025 avec l'université d'Antananarivo) et dans deux programmes de mobilité à court terme (PMC) avec ces mêmes partenaires. Entre 2022 et 2023, sept étudiants ont bénéficié de mobilités sortantes et deux de mobilités entrantes.

La formation assure un suivi attentif et proactif du processus de candidature, avec des initiatives dynamiques pour accroître sa visibilité et attirer de nouveaux candidats. Parmi les actions mises en place figurent la création d'un site web régulièrement actualisé, la participation à des événements publics, des partenariats avec le rectorat, et des programmes d'échange internationaux comme Erasmus+. L'utilisation de la plateforme "Mon Master" a également permis une augmentation significative des candidatures (+150 %). En moyenne, la formation reçoit 55 candidatures en M1, pour 23 admissions et 12 inscrits, malgré une capacité d'accueil de 15 étudiants. Avec une moyenne de 8 étudiants pour le parcours *Géomatique-Téledétection* et de cinq pour le parcours *Atmosphère-Climat*, les effectifs restent très modestes, en attendant que les dispositifs de visibilité récemment mis en place produisent pleinement leurs effets.

Les taux de réussite et d'insertion professionnelle sont globalement élevés. En M1, le taux de réussite est d'environ 75 % en moyenne, malgré une légère baisse en 2022-2023. En M2, les résultats sont excellents au cours des trois dernières années, atteignant près de 99 %. En ce qui concerne l'insertion professionnelle, le taux de réponse à l'enquête a augmenté (63 %, 67 %, 75 %), mais ces chiffres doivent être interprétés avec précaution en raison du faible nombre de répondants (trois diplômés), ce qui limite la fiabilité des données. Malgré ces limitations, la formation affiche un taux d'insertion proche de 100 % pour les diplômés ayant trouvé un emploi ou s'étant engagés dans un projet de thèse en 2022-2023.

La formation s'inscrit dans une démarche d'évaluation interne positive. La collecte des réponses aux questionnaires est assurée par les délégués étudiants, qui synthétisent les retours et les transmettent à la demande des étudiants. Le taux de réponse a atteint 100 % au cours des trois dernières années, témoignant d'une forte implication. Le conseil de perfectionnement se réunit annuellement et regroupe des représentants des étudiants, des responsables de parcours, le gestionnaire de scolarité, ainsi qu'un professionnel du secteur. En complément, des réunions pédagogiques sont organisées chaque année pour dresser un bilan, optimiser les contenus et réduire les redondances entre les unités d'enseignement.

L'approche par compétences (APC) n'est pas encore pleinement opérationnelle, et la reconnaissance des compétences acquises en dehors du cursus demeure limitée. La formation vise à structurer ses contenus et méthodes selon une approche par compétences, avec des blocs alignés sur le référentiel RNCP, mais ce processus est encore en cours de mise en œuvre. De plus, hormis l'initiation des étudiants à l'entrepreneuriat par le biais des Hackathons, les aspects liés à la certification et à la valorisation des compétences ne sont pas clairement définis.

Ancrée dans le territoire, la formation assure la professionnalisation, mais l'intervention des professionnels reste trop limitée en termes de volume horaire. La formation s'appuie sur plusieurs initiatives locales et régionales, telles que le groupe d'experts régionaux sur le changement climatique (GREC-Réunion), le cluster risques naturels, et un observatoire des risques côtiers. Elle s'aligne avec les objectifs du Schéma régional climat air énergie (SRCAE) et du programme FEDER Réunion 2021-2027, en intégrant des objectifs de formation liés à l'adaptation au changement climatique et à l'amélioration de la connaissance des risques naturels sur le territoire. La formation bénéficie de l'intervention de 23 professionnels, bien que le volume horaire de 10 heures reste limité.

Conclusion

Points forts

- Une formation alignée avec la stratégie de l'établissement et prise en compte des besoins sociaux-économiques et culturels du territoire ;

- Un fort adossement à la recherche ;
- Une bonne participation aux programmes internationaux ;
- Une bonne réactivité et démarche pour renforcer la visibilité de la formation ;
- Un bon taux de réussite et d'insertion professionnelle ;
- Une dynamique positive d'évaluation interne.

Points faibles

- Une faiblesse dans l'attractivité de la formation ;
- Une intervention des professionnels trop limitée en termes de volume horaire ;
- Une approche par compétences pas encore effective et une faible reconnaissance des compétences acquises en dehors du *cursus*.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité de la formation pour enrayer la baisse des effectifs.
- Déployer le volet professionnalisation de la formation par une intervention accrue des professionnels dans les enseignements.
- Renforcer l'approche par compétences et mettre en place un dispositif de reconnaissance des compétences (e.g. certifications).

MASTER STAPS : ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *STAPS : activité physique adaptée et santé* est une formation interdisciplinaire préparant aux métiers de responsables de projets et d'ingénierie de la santé et du sport dans le cadre d'activités physiques adaptées à des populations spécifiques. La formation est portée par l'UFR Sciences de l'homme et de l'environnement et contient 778 heures étudiant. Située sur le campus du Tampon, elle compte en 2022-2023 50 étudiants, 10 enseignants permanents et 15 non permanents.

Analyse globale

Le master *Activité physique adaptée et santé (APAS)* est en adéquation avec la politique de l'établissement sur plusieurs aspects. L'interdisciplinarité est un atout indéniable du master APAS qui regroupe plusieurs enseignements scientifiques afin de les décliner en connaissances en ingénierie pour l'activité physique adaptée. Le master répond également aux besoins régionaux de prise en charge des problématiques de santé locale et contribue à l'augmentation du niveau d'étude des insulaires. Ce master est fortement adossé à la recherche de par sa proximité au laboratoire Ingénierie de la Santé, du Sport et de l'Environnement (IRISSE), dont les enseignants-chercheurs sont issus. Mais ce master est tout autant professionnalisant dans la mesure où 1/3 de la formation est assurée par des professionnels. Les enseignants du master n'hésitent pas à diversifier leurs méthodes pédagogiques et à assurer un suivi de l'insertion professionnelle des étudiants ainsi qu'un suivi de l'évaluation interne de la formation. L'ensemble révèle une forte attractivité du master et une réussite au diplôme conséquente ainsi qu'un taux d'insertion professionnelle élevé. Cependant, bien que la formation suive le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) des masters APAS au niveau national, un bloc très professionnel est toutefois manquant. Le taux d'encadrement est à son maximum, ce qui ne permet pas d'ouvrir deux parcours au sein du master APAS. Peu de partenariats régionaux sont officiels et formalisés. Il en est de même pour l'ouverture à l'international qui est certes présente informellement, mais qui ne conduit à aucun partenariat pérenne et formel. La formation en continue ainsi que les dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et validation des acquis professionnels (VAP) sont disponibles, mais très peu utilisés et il n'existe aucun contrat en alternance.

La formation est en adéquation avec la politique de l'établissement. L'interdisciplinarité est en phase avec la politique de l'établissement, dans la mesure où elle est présente dans chaque UE. Les enseignements en sciences de la vie et en sciences humaines sont abordés dans chaque UE afin d'appréhender l'ensemble des connaissances nécessaires aux publics relevant de l'APAS ainsi qu'aux connaissances en ingénierie en activités physiques adaptées. Le master est également en cohérence avec l'établissement qui incite les formations à s'implanter dans le tissu local. Le master APAS permet la formation aux besoins régionaux de prise en charge de santé locale, tels que l'obésité et les maladies chroniques très présentes à La Réunion. Enfin l'établissement encourage l'augmentation du niveau d'étude des insulaires dont le master APAS y contribue avec 63 % d'étudiants ayant validé leur master.

La formation est fortement adossée à la recherche tout en étant très professionnalisante. Le master est fortement adossé à la recherche dans la mesure où il propose plusieurs dispositifs : des cours scientifiques et méthodologiques, des séminaires de recherche ainsi que des expérimentations pratiques en laboratoires. 208 heures sont consacrées à la formation par la recherche en complément des cours théoriques scientifiques en lien avec l'ingénierie de l'activité physique adaptée.

Le master APAS est en étroite collaboration avec le laboratoire IRISSE pour des cours méthodologiques et la pratique expérimentale, d'une part, et pour son accueil d'étudiants en poursuite d'études en doctorat, d'autre part (10 étudiants issus du master APAS sont en doctorat). Pourtant la partie professionnalisante, de la formation n'est pas en reste puisque 1/3 de la formation est assurée par des professionnels en APAS (au nombre de 9 pour 152 heures). Les étudiants suivent deux stages : un de 300 heures et un autre de 600 heures et sont fortement incités à nouer des relations avec le comité régional de la société française des professionnels en APAS.

La diversification des méthodes pédagogiques, le suivi de l'insertion professionnelle et l'évaluation interne de la formation contribuent à en faire une formation attractive, mais le taux de réussite en M1 est tombé à un niveau beaucoup trop faible. La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques par l'emploi de classe inversée, travail de groupe, d'exposés... 226 heures sont évaluées pouvant être suivies à distance. Mais on ne sait pas si ce nombre d'heures est potentiellement envisageable ou réellement effectué au sein de la formation. L'équipe pédagogique est active pour suivre les flux de ses étudiants. Les étudiants en poursuite d'études sont 80 % en doctorat et 20 % dans d'autres filières. Concernant l'insertion professionnelle : 75 % sont en emploi 18 mois après avoir validé leur master APAS et 60 % ont accédé à un emploi en moins de trois mois. Enfin la formation définit un processus d'évaluation interne très solide permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue grâce notamment à son conseil de perfectionnement. L'ensemble de ces dispositifs contribue aux bons résultats du master. Celui-ci est très attractif : 94 candidatures en 2022-2023 pour 25 places avec une diversification de l'origine des candidats (si les étudiants issus de la licence APAS sont les plus nombreux, cinq étudiants viennent de métropole et d'autres proviennent de différentes formations présentes au sein de l'île). Enfin le taux de réussite en M2 est élevé, ce qui permet un taux d'insertion professionnelle important ou une poursuite d'étude réussie. On note toutefois une dégradation de la réussite en M1 avec un taux qui est passé en dessous des 50 % (48 %) en 2022-2023 alors que le taux en 2020-2021 était de près de 89 %.

L'approche par compétences n'est pas aboutie et la formation ne suit que partiellement le RNCP des masters APAS. Bien que la formation suive la fiche du RNCP du master APAS au niveau national, la formation a omis le bloc 9. Pour rappel, le bloc 9 s'intitule : « Adaptation et intégration de son action d'enseignant en APAS et de ses projets au cadre professionnel d'exercice et au contexte sociétal et institutionnel ».

Le taux d'encadrement a atteint son plafond et les partenariats locaux et internationaux sont peu développés. Le taux d'encadrement de la formation est composé de 10 permanents et de 15 non permanents. Cependant le taux d'encadrement est à son maximum (pas plus de 25 étudiants seront admis en master APAS), ce qui ne permet pas d'ouvrir d'autres parcours comme aimerait le faire l'équipe pédagogique (un parcours recherche et un parcours APAS). Deux enseignants-chercheurs (EC) canadiens ont été accueillis en 2023-2024 pour compléter la partie recherche et l'encadrement de mémoire. Bien que le master soit en relation avec des EC d'autres universités de La Réunion et de métropole, peu de partenariats locaux et nationaux sont formalisés. De même, il n'y a pas d'ouverture formelle à l'international. Il y a peu d'étudiants en mobilité sortante (quatre en 2022-2023) et aucune mobilité entrante n'est renseignée alors que le dispositif Erasmus est disponible pour tous les étudiants, y compris ceux qui bénéficient d'un soutien financier.

La formation continue et les dispositifs de VAE/VAP sont insuffisants. Si la formation est théoriquement ouverte à la formation continue, aucun dispositif particulier n'est mis en place pour favoriser leur accueil au sein du master APAS. Les données quantitatives ne recensent aucun étudiant en formation continue ni en VAP et une VAE a été accordée en 2021-2022. Il n'y a pas de contrat d'alternance pour le master APAS, ce qui est regrettable, car cela pourrait augmenter encore plus l'employabilité des étudiants du master.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans la politique de l'établissement ;
- Un adossement à la recherche conséquent ;
- Une formation professionnalisante ;
- Une diversification des méthodes pédagogiques et un bon suivi de l'insertion professionnelle et de l'évaluation interne de la formation ;
- Une forte attractivité de la formation et une bonne insertion professionnelle.

Points faibles

- Un taux de réussite en M1 qui est tombé à un niveau inférieur à 50 % ;
- Une approche par compétence non aboutie ;
- Peu de partenariats locaux et internationaux formels et pérennes ;
- Un dispositif de formation continue trop limité et une formation par l'alternance inexistante.

Recommandations

- Améliorer la réussite en M1.
- Finaliser l'approche par compétence.
- Développer des partenariats locaux et internationaux formels et pérennes.
- Réfléchir à l'opportunité du développement de la formation continue et de l'alternance pour ouvrir de nouveaux parcours.

MASTER VILLE ET ENVIRONNEMENTS URBAINS

Établissement

Université de La Réunion

Présentation de la formation

Le master *Ville et environnements urbains* de l'université de La Réunion est une formation comprenant un parcours *Transition énergétique et enjeux de développement*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'homme et de l'environnement (SHE) et contient 768 heures étudiant. La formation se situe sur le campus du Tampon. Elle compte en 2022-2023 53 étudiants et 23 enseignants permanents et non permanents.

Analyse globale

Le master *Ville et environnements urbains* présente une offre de formation à la fois cohérente et pertinente. Il affiche un haut niveau de réussite étudiante et bénéficie d'un bon adossement à la recherche. La formation s'est dotée d'outils efficaces en vue de son amélioration continue. Elle met en œuvre des pratiques pédagogiques qui encouragent la participation active des étudiants et a engagé une réflexion, encore partielle, sur l'approche par compétences. Le master témoigne d'un très bon niveau de professionnalisation et de liens étroits avec le milieu socio-économique local, mais il est toutefois dommage que son potentiel en matière d'alternance et de formation continue ne soit pas valorisé. En revanche, sa dimension internationale est à parfaire, notamment en ce qui concerne les mobilités et l'acquisition des compétences linguistiques. L'attractivité de la formation, assez fluctuante, doit faire l'objet d'une attention et d'un suivi particuliers, tout comme l'insertion professionnelle des diplômés qui enregistre des résultats assez contrastés.

La formation développe des apprentissages en cohérence avec les ambitions stratégiques de l'établissement.

Les thématiques du développement durable, de la transition écologique, de l'insularité en milieu tropical figurent en effet au cœur de la formation. Le master s'inscrit également dans un *continuum* de formation en offrant une possibilité de poursuite d'études aux étudiants titulaires de la licence *Génie civil*, parcours *Urbanisme transition énergétique et environnement*.

La formation affiche des taux de réussite très élevés. En 2022-2023, 27 étudiants sur 28 ont obtenu leur diplôme (96 %). Ce taux est en progression par rapport aux deux années précédentes. En première année de master (M1), le niveau de la réussite étudiante est légèrement plus bas, mais il se situe à un niveau très satisfaisant : 72,5 % en moyenne sur les trois années de référence.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche garanti par l'engagement d'une équipe pluridisciplinaire de sept enseignants-chercheurs. La maquette intègre 232 heures étudiant de formation à et par la recherche avec, en particulier, une UE de méthodologie aux semestres 1 et 3. Les sept enseignants-chercheurs sont rattachés au laboratoire de recherche « Physique et ingénierie mathématiques pour l'énergie, l'environnement et le bâtiment » (PIMENT) qui offre aux étudiants la possibilité de faire un stage en recherche appliquée sans toutefois les rémunérer sur ses fonds propres. C'est en effet l'UFR SHE qui les finance.

La formation s'appuie sur un dispositif efficace d'amélioration continue. Un conseil de perfectionnement se tient chaque année, complété par des réunions semestrielles entre les responsables pédagogiques et les étudiants. La formation organise une évaluation des enseignements par les étudiants dont le niveau de participation mériterait d'être amélioré (30 répondants sur 53 inscrits en 2022-2023).

La formation met en œuvre des pratiques pédagogiques diversifiées et la réflexion engagée sur l'approche par compétences doit être approfondie. Les enseignements en présentiel sont complétés par une part relativement importante d'enseignement en distanciel (120 heures étudiant).

La formation met en œuvre des pratiques pédagogiques qui encouragent la participation active des étudiants (projets, ateliers) lui conférant une réelle plus-value d'un point de vue des apprentissages. Elle s'est par ailleurs dotée d'un outil innovant (Bâtiment et modélisation de l'information (BIM) grâce au soutien financier du Programme d'investissement d'avenir (PIA) « Mieux construire dans un environnement numérique et tropical » (MCENT). L'approche par compétences a été initiée en alignant les compétences visées par les enseignements de la maquette avec les blocs de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Cette dynamique gagnerait à être prolongée en termes de structuration de l'offre de formation, d'évaluation des compétences et des connaissances, et de certifications.

La formation affiche un haut niveau de professionnalisation et des liens étroits avec le milieu socio-économique local, mais le potentiel en matière d'alternance et de formation continue n'est pas valorisé. Au total, 14 professionnels issus des secteurs public et privé interviennent à hauteur de 180 heures étudiant. Cette participation active reçoit le soutien financier du PIA 3. La maquette fait ainsi la part belle aux enseignements pratiques ancrés localement (atelier d'urbanisme, projets tutorés). Les périodes de stage occupent également une place centrale avec trois mois en M1 (18 crédits ECTS) et six mois en M2 (30 crédits ECTS). Les étudiants profitent d'un accompagnement personnalisé qui vise à les aider dans la recherche du terrain de stage, la rédaction de *curriculum vitae* (CV), de lettres de motivation ou la préparation à des entretiens. Les interactions avec le milieu économique local pourraient toutefois être renforcées par l'adaptation de la formation à l'alternance et à la formation continue. Certains contenus présentent en effet un bon potentiel de développement en termes de certifications.

La dimension internationale de la formation demeure dans les faits assez décevante en dépit d'une volonté exprimée pour la développer. Elle n'enregistre pas de mobilité enseignante ni de professeur invité. Côté étudiants, malgré le dispositif d'accompagnement mis en place par l'établissement, la formation n'a compté aucune mobilité sortante lors des trois années de référence et elle a enregistré trois mobilités entrantes. L'apprentissage de l'anglais interroge en termes d'efficacité. La formation a mis en place un enseignement ciblé sur la préparation du *Test of english for international communication* (TOEIC) avec 32 heures réparties entre les semestres un et trois. Outre le fait que le volume horaire est relativement modeste, aucun étudiant n'a validé cette certification au cours des trois années. En revanche, il faut saluer l'initiative de la formation qui a intégré dans la maquette un module technique dispensé en anglais de 20 heures : *Sustainable Water Management*.

La formation affiche un niveau d'attractivité réclamant une attention régulière et des actions ciblées de communication. Le nombre de candidatures des néo-entrants en M1 est assez fluctuant (41 en 2020, 79 en 2021 et 66 en 2022). À l'issue des procédures de recrutement, les effectifs du M1 ont respectivement atteint 21, 35 et 25 pour une capacité d'accueil fixée à 45. La formation parvient à constituer une promotion au profil diversifié à la fois sur le plan académique et sur l'origine géographique des étudiants. Néanmoins, la déperdition entre les admis et les inscrits n'a cessé de progresser au cours des trois années pour atteindre 43 % en 2022-2023 alors que la dernière promotion de M1 compte 10 étudiants de moins par rapport à celle de l'année 2021-2022. Ce contexte incite à un suivi régulier des candidatures associé à des actions ciblées de communication afin d'assurer la viabilité de la formation.

L'évaluation de l'insertion professionnelle des diplômés révèle des résultats contrastés qui nécessitent un suivi attentif sur la durée. L'enquête à 30 mois réalisée auprès de la promotion 2019 dévoile des résultats décevants au vu de l'affichage extrêmement professionnalisant de la formation. Seulement 36 % des diplômés étaient en emploi à 18 mois et cette proportion n'atteignait que 45 % à 30 mois ; les emplois se répartissant à parité entre secteur public et privé. La dernière enquête de 2023 donne en revanche de bien meilleurs résultats avec 89 % des diplômés en emploi à 18 mois, mais cette donnée très encourageante devra être confirmée par de prochaines enquêtes, car la faiblesse du taux de réponse (39 % contre 73 % pour l'enquête précédente) invite à la prudence dans l'interprétation des résultats.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation cohérente ;
- Des taux très élevés de réussite étudiante ;
- Un bon adossement à la recherche de la formation ;
- Un dispositif efficace d'amélioration continue.

Points faibles

- Une internationalisation de la formation incomplète ;
- Une attractivité en demi-teinte ;
- Une mise en œuvre partielle de l'approche par compétences ;
- Une absence d'ouverture de la formation à l'alternance et à la formation continue.

Recommandations

- Renforcer la dimension internationale de la formation en encourageant les mobilités sortantes et l'acquisition des compétences linguistiques.
- Mettre en place un suivi régulier des candidatures et engager des actions de communication ciblées pour développer l'attractivité de la formation.
- Faire aboutir l'approche par compétences.
- Adapter la formation à l'alternance et à la formation continue.

Observations de l'établissement

Saint-Denis, le 28 août 2025

Référence :
JFH/IT/CP-N°005 -2025/2026
Téléphone :
0262 93 80 18
Fax :
0262 93 81 34
Courriel :
cabinet@univ-reunion.fr

Monsieur le Président

A

HCERES
Madame la Directrice

Objet : Observations sur le rapport d'évaluation relatif à la politique et à la mise en œuvre de l'offre de formation du 2^e cycle de l'Université de La Réunion (2018-2023)

Pièce Jointe : Les observations

Madame la Directrice,

Nous vous prions de trouver ci-jointes les observations de l'Université de La Réunion sur le rapport d'évaluation de nos formations du second cycle, transmis le 17 juillet 2025 par le HCERES.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Directrice, l'expression de nos salutations les plus cordiales.



Les observations

En premier lieu, nous souhaitons remercier l'équipe du HCERES pour ce travail et pour l'accompagnement depuis que nous avons entamé notre auto-évaluation dans les différentes composantes de l'université avec tous les collègues enseignants, enseignants-chercheurs et BIATSS.

Les observations qui suivent visent à participer à l'amélioration de la démarche d'évaluation du HCERES tout en nuancant certains constats et en précisant les principaux aspects sur lesquels nous travaillons, à la lumière des remarques faites par vos experts. Il semble donc utile d'apporter quelques précisions à votre analyse de l'offre de formation du 2^e cycle sur les points suivants : l'accompagnement des étudiants à la réussite ; l'adossement des formations à la recherche ; la professionnalisation des formations ; l'internationalisation des formations ; le pilotage et l'amélioration continue des formations. Nous terminerons nos observations par les formations qui étaient initialement en point d'attention dans le cadre de votre rapport d'évaluation.

*

Accompagnement des étudiants du 2^e cycle à la réussite

La réussite en Master implique nécessairement une approche multidimensionnelle. Pour ce faire, la lettre de cadrage de la nouvelle offre de formation (2026-2030) y apporte des réponses :

- se conformer aux blocs de compétences de la fiche RNCP en dépassant la simple correspondance des UE (structuration de la maquette) en portant une attention particulière à la cohérence des enseignements au sein de chaque bloc et à l'adaptabilité des modalités d'évaluation vis-à-vis de ces blocs sur la base du récent guide de la DGESIP sur l'APC ;
- renforcer la maîtrise de la langue française et le développement d'une démarche réflexive dès la Licence jusqu'au Master (plateforme de remédiation, évaluations diagnostiques régulières, certification) ;
- proposer un Budget qualité enseignement (BQE) pluriannuel (dès la rentrée 2025-2026) en matière d'innovations pédagogiques pour la réussite étudiante, tout en s'appuyant sur un partage de bonnes pratiques entre les équipes pédagogiques ;
- réviser le Schéma directeur de la vie étudiante (SDVE) de l'université pour 2026.

**

Adossement des formations du 2^e cycle à la recherche

Nous avons convenu collégalement de consolider l'adossement de nos formations à la recherche en agissant sur plusieurs points :

- transmettre une culture scientifique dans le cadre des nouvelles maquettes de formation (ateliers de recherche participative) ;
- sensibiliser à l'intégration scientifique et à la déontologie (UE dédiées à l'initiation à la recherche, UE relatives à l'usage de l'IA) ;
- proposer des démarches d'investigation aux étudiants (projets tutorés de recherche en L3 comme continuum bac+3/bac+5) ;
- renforcer la médiation et la diffusion scientifique par des actions de vulgarisation présentes dans l'emploi du temps des étudiants (colloques, conférences, séminaires, expositions).

Professionnalisation des formations du 2^e cycle

La professionnalisation des formations reste l'une des priorités de cette nouvelle mandature en actionnant plusieurs leviers dans l'optique de l'améliorer :

- réviser la structuration des maquettes de nos formations en blocs de compétences afin d'améliorer l'employabilité, l'adéquation vis-à-vis du marché du travail et la reconnaissance des compétences par le milieu professionnel ;
- proposer progressivement aux étudiants de passer des certifications qualifiantes en fonction de leur projet d'études et professionnel ;
- renforcer la présence d'enseignements consacrés à l'entrepreneuriat dans les maquettes de formation (S2ER, PUI Valiotech) ;
- expérimenter la modularisation d'UE avec des formations pilotes présentes à l'IUT et à l'IAE dans le cadre de la formation tout au long de la vie (DFTLV).

Internationalisation des formations du 2^e cycle

Le rapport du HCERES pointe une réalité qui est amplifiée par notre contexte insulaire avec la faible appétence des étudiants pour une mobilité sortante malgré les dispositifs existants au sein de notre établissement (référents RI dans les composantes, politique et communication actives menées par la DRI). Force est de constater, que localement des freins structurels sont toujours présents venant restreindre cette mobilité sortante : coûts de l'éloignement, taux de boursier supérieur à la moyenne nationale, précarité et taux de pauvreté plus élevé que la moyenne nationale, fragilité du tissu socio-économique avec un taux de chômage plus important que la moyenne nationale. Pour autant, la nouvelle gouvernance de l'université a récemment proposé plusieurs pistes qui vont bien au-delà de la simple mobilité :

- proposer des mobilités courtes et hybrides dans les formations ;
- dispenser au moins une UE en LVE par semestre en Master avec un accompagnement de la Maison des langues pour le personnel enseignant concerné ;
- renforcer la visibilité de la certification externe en LVE à l'issue du Master ;
- créer un certificat international afin de valoriser les activités internationales en lien avec le supplément au diplôme ;
- consolider les doubles et co-diplomations en respectant un cahier des charges précis (plus-value, conformité, soutenabilité, ingénierie).

Pilotage et amélioration continue des formations du 2^e cycle

L'équipe de direction de l'université a pris la mesure de l'importance d'améliorer le pilotage des formations dans le cadre d'une démarche qualité qui est en cours. D'abord, par la régularisation et la fiabilisation de notre système d'information avec l'appui de l'AMUE, des collègues de Rennes 2 et de notre chargé de mission « SI & Pilotage par les données » auprès de notre personnel administratif. Cette étape cruciale nous permettra de mettre en œuvre une analyse en coût complet (P2CA) des formations en s'appuyant sur les travaux récents de la Cour des comptes et de la DGESIP. Ensuite, nous avons commencé à œuvrer pour une meilleure coordination entre les services centraux et les composantes en restaurant les rencontres périodiques, en les remettant au cœur des processus décisionnels et en réhabilitant les missions dévolues à la DSAC. Enfin, nous accordons une place centrale à l'amélioration continue des formations grâce à des actions concrètes :

- réviser la charte des enseignements de 2013 ;

- annexer au compte-rendu du Conseil de perfectionnement les mesures d'ajustement de la formation ;
- instaurer une Charte des évaluations des enseignements à l'échelle de l'établissement ;
- produire synthétiquement un bilan quantitatif et qualitatif annuel des formations ;
- encadrer les nouvelles demandes d'accréditation sous le prisme de la soutenabilité et des besoins du territoire ;
- généraliser progressivement le supplément au diplôme.

Formations initialement en point d'attention au 2^e cycle

L'Université de La Réunion souscrit pleinement au courrier adressé en début d'année à la direction du HCERES par le président de France Universités, Lamri Adoui, sur les rapports provisoires d'évaluation de la vague E. Même si nous restons très attachés à une évaluation par les pairs conduite par une autorité indépendante, nous sommes restés dubitatifs suite aux premiers avis provisoires. Effectivement, ces derniers se sont basés sur une méthodologie plus que critiquable, sur des indicateurs contestables, sur un choix de termes inopportun le tout à partir d'un format très contraignant et rigide tant du côté des premières auditions que du fichier DAE pour les rapports d'autoévaluation et pour la correction des erreurs matérielles. Ces avis, soit un-tiers d'avis « défavorables » au 2^e cycle, ont heurté notre communauté universitaire surtout pour des formations venant irriguer un territoire comme le nôtre dont les spécificités ont été pourtant précisées au tout début du rapport. Néanmoins, nous saluons l'issue favorable du processus d'évaluation mené par le HCERES avec les avis définitifs qui ont été rendus. La remontée des fichiers DA02 ainsi que les auditions du mois de juillet ont permis de mieux éclairer vos experts et de conforter l'investissement de nos collègues dans nos formations.

Nous espérons que ces observations de l'établissement permettront de mieux apprécier le rapport d'évaluation de nos formations du 2^e cycle. Nous sommes convaincus que le travail mené conjointement avec le HCERES sera utile pour faire progresser le projet de notre université

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

